

Octobre – Novembre – Décembre 2015

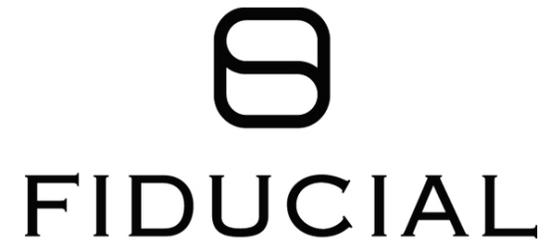
Réalisée du 12 au 26 octobre 2015

Vague 60

# Baromètre *des* **TPE**



[www.ifop.fr](http://www.ifop.fr)



[www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)



# FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes au service de ses **270 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
  - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
  - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
  - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
  - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

[www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)

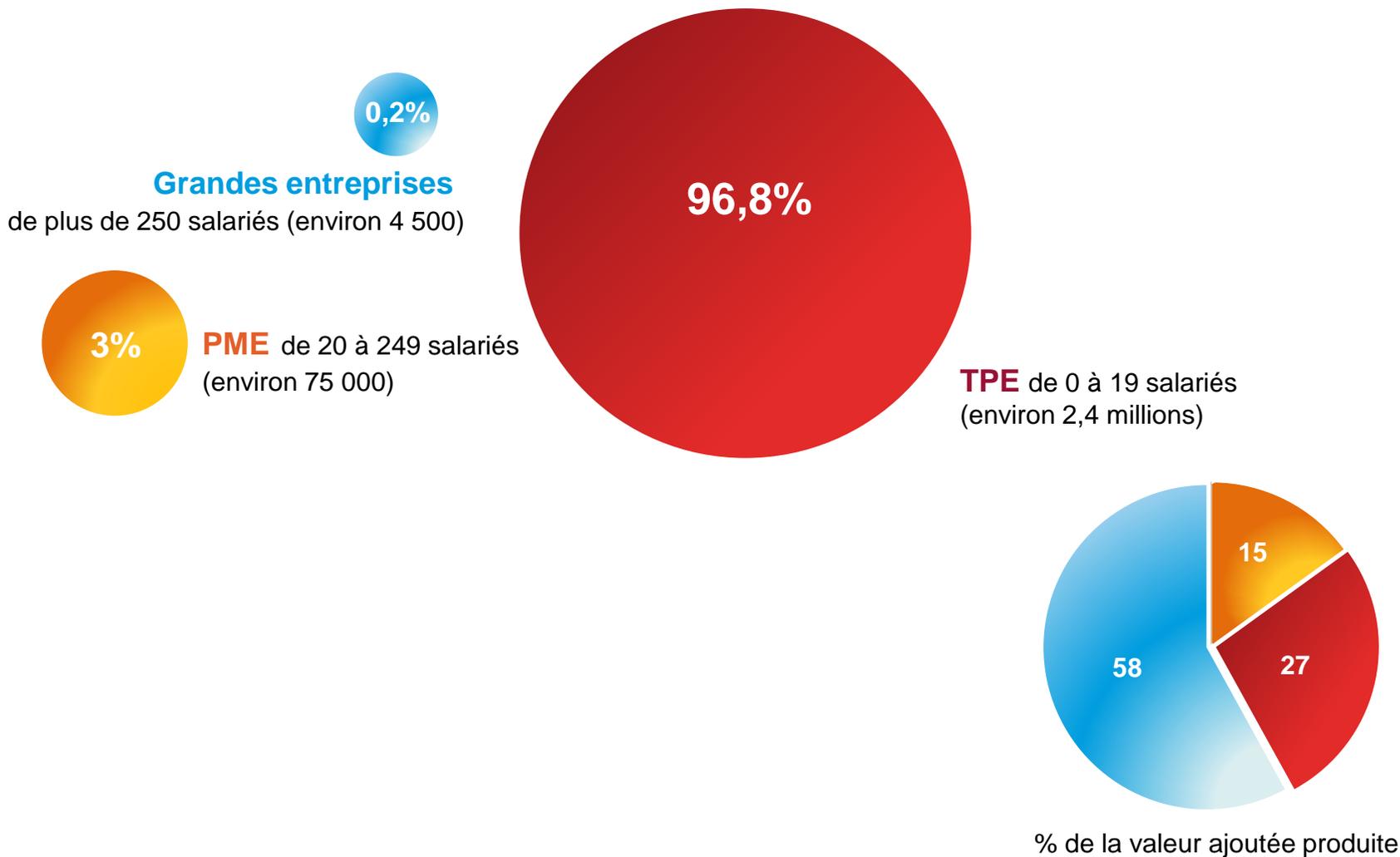
▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	17
▪ L'emploi dans les TPE	20
▪ La situation économique et financière des TPE	32
▪ L'actualité économique	40
➔ Les dossiers d'actualité	40
1. La crise des migrants	41
2. Les TPE et l'environnement à l'approche de la COP21	50
3. La réforme du code du travail	57
➔ La fiscalité	67
➔ Les TPE et les élections régionales	73
➔ Les TPE et les propositions de l'opposition	83
▪ Méthodologie	87
▪ Échantillon	88

## Le poids des TPE

**Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions\***

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(\* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)



0,2%

**Grandes entreprises**

de plus de 250 salariés (environ 4 500)

3%

**PME** de 20 à 249 salariés  
(environ 75 000)

96,8%

**TPE** de 0 à 19 salariés  
(environ 2,4 millions)

58

15

27

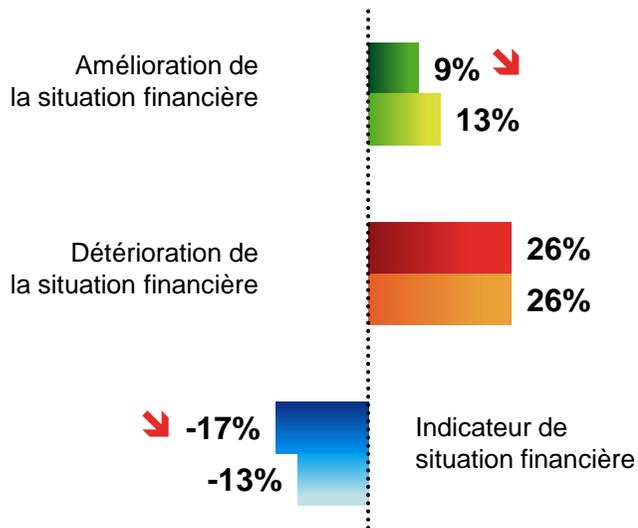
% de la valeur ajoutée produite

# Tableau de bord

## Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

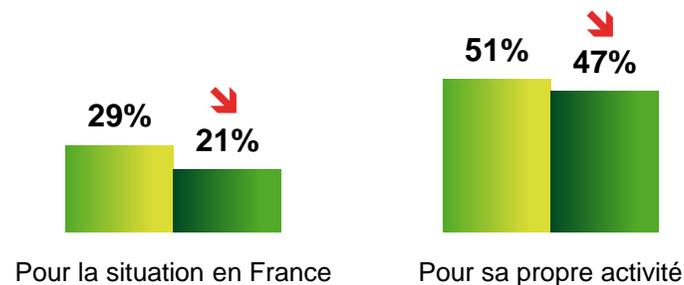
## Situation financière sur les trois derniers mois



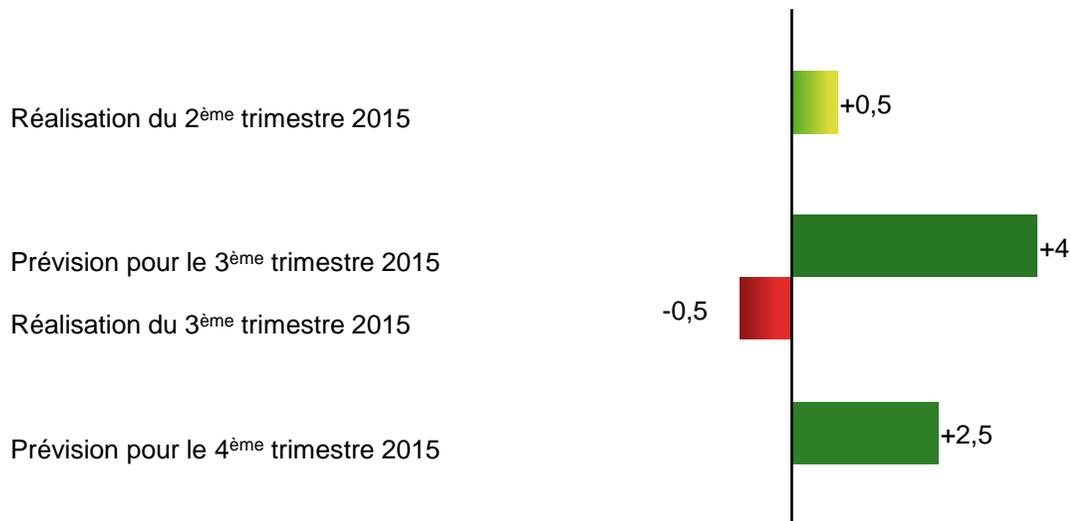
Octobre 2015

Rappel juillet 2015

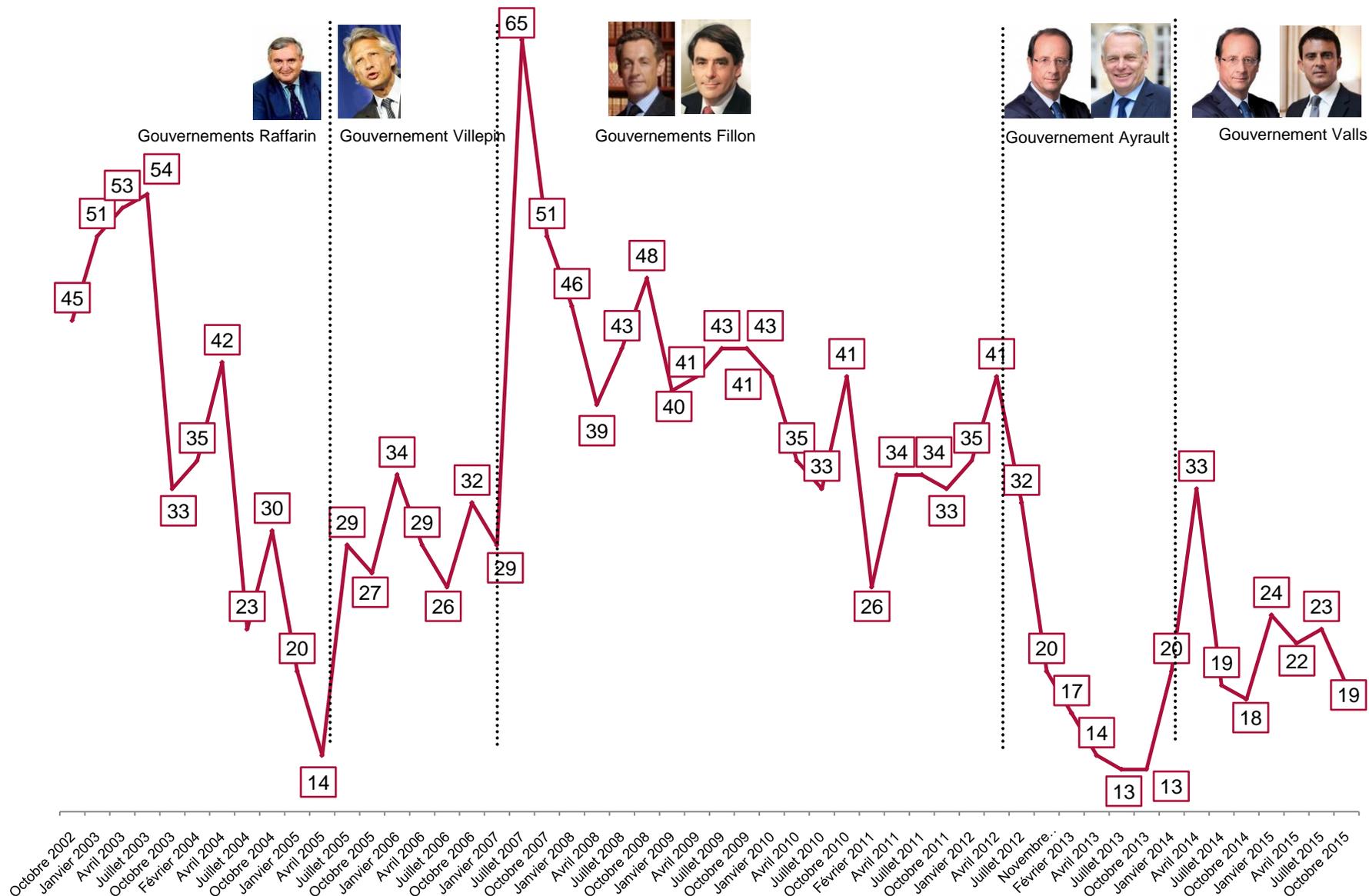
## Niveau d'optimisme



## Création nette d'emplois



# La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

# Les principaux enseignements

## Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

### *Des perspectives financières qui se contractent de nouveau, même si les TPE sont moins nombreuses à se trouver dans une situation critique*

Après l'embellie observée au mois de juillet marquée par un moral des patrons en hausse pour la première fois depuis 2012, les indicateurs sur la situation économique et financière se contractent à nouveau.

En premier lieu, l'optimisme des dirigeants interrogés pour l'économie française, qui a traditionnellement tendance à diminuer au 4<sup>ème</sup> trimestre, connaît un recul significatif de 8 points en trois mois, à 21%. Ce regard sur la conjoncture est toutefois plus positif dans le BTP (30%) et dans les plus grosses TPE, employant 10 à 19 salariés (33%). Après un score à nouveau majoritaire en juillet, la vision positive de son activité est en baisse de 4 points, à 47%, là aussi avec un niveau supérieur dans le BTP (60%).

L'indicateur de situation financière reflue également à -17 contre -13 en juillet, avec un secteur de l'hôtellerie particulièrement fragilisé (-23). Les difficultés de ce secteur sont également corroborées par la proportion de dirigeants de l'hôtellerie estimant que leur entreprise est dans une situation préoccupante, qui atteint 38%, alors que cette perception d'un danger pour la pérennité de son activité recule au global auprès de l'ensemble des patrons interrogés (26%, -6 points en trois mois et -10 points en un an). De même, 40% des chefs d'entreprise de l'industrie jugent leur situation financière critique.

Allant de pair avec un degré de préoccupation qui diminue sur le plan financier pour son activité, la situation de trésorerie des TPE s'améliore : 17% seulement des interviewés déclarent que leur entreprise a une trésorerie déficitaire contre 23% début juillet, tandis que 51% se déclarent à l'équilibre et 32% en excédent (38% dans le commerce et les services aux entreprises).

Les dirigeants interviewés expriment un sentiment plus critique à l'égard de l'accès au crédit. Ainsi, 21% mettent en avant un durcissement des conditions bancaires liées aux prêts au cours des trois derniers mois (+3 points depuis juillet) contre 9% seulement ayant vu un assouplissement et 65% ne percevant pas de changement.

De même, parmi les 19% ayant effectué une demande de crédit au cours du dernier trimestre, 57% ont subi au moins un type d'obstacle, en hausse de 3 points. On relève notamment une progression sensible des refus de prêt parmi les mesures de durcissement citées (30%, +9 points depuis juillet). Ce rejet devance les demandes de garanties supérieures à celles exigées précédemment (21%) ou de garanties d'organismes de cautionnement (14%), ainsi que l'octroi d'une somme inférieure à celle souhaitée (9%). La pratique de taux élevés vient en dernier, en recul de 14 points depuis juillet (7% contre 21% il y a trois mois).

### *Des tensions qui réapparaissent sur le front de l'emploi ; des difficultés spécifiques pour l'intégration de travailleurs handicapés*

En dépit d'un taux de recrutement de 15%, au plus haut depuis 2009, l'amélioration observée au mois de juillet aura été de courte durée, avec **une création nette d'emplois à -0,5% sur la période juillet-septembre (contre +0,5% sur avril-juin)**. Cet indicateur global masque toutefois des clivages importants puisqu'il s'établit à +3% dans l'industrie, +5% dans le commerce, +8% dans les structures de 6 à 9 salariés et +10% dans celles de 10 à 19 salariés, tandis qu'il descend à -5% dans l'hôtellerie et -7% dans les services aux particuliers.

**Comme classiquement observé à cette période, la part des embauches en CDI chute** (44%, -21 points en 3 mois mais au même niveau qu'en octobre 2014) au profit des contrats aidés (5%, +3 points depuis juillet) mais surtout des contrats d'apprentissage (14%, +12 points en 3 mois, stable par rapport à octobre 2014 où ils représentaient 15% des recrutements). Le recours aux CDD se maintient à 37% (+1 point en trois mois).

Notons que **10% des patrons de TPE déclarent supprimer des postes au cours du troisième trimestre 2015**, avec toujours pour les fins de contrats en CDI une tendance à privilégier la rupture conventionnelle (43%, -3 points) par rapport au licenciement (32%). 27% d'entre eux ont dû faire face à une démission d'au moins un de leurs salariés.

On relève pour les trois prochains mois une création nette prévue à +2,5%, une anticipation certes encourageante mais avec un taux d'embauche faible (8%) risquant de limiter la concrétisation de cette prévision.

Interrogés sur la thématique du handicap, 75% des patrons de TPE employant au moins un salarié déclarent ne disposer d'aucun poste adapté. **17% d'entre eux déclarent avoir déjà embauché un salarié en situation de handicap**. Ce score s'accroît naturellement avec la taille de la structure, atteignant 27% dans celle de 10 à 19 salariés. Parmi les entreprises ayant déjà recruté un travailleur handicapé, 1% serait prêt à renouveler l'expérience. Notons que 2% ont tenté une telle embauche sans trouver le profil attendu.

**Actuellement, 7% des employeurs comptent dans leurs effectifs au moins un travailleur en situation de handicap**, ce taux culminant à 22% dans les structures de 10 à 19 salariés. Si près de la moitié a bénéficié d'une aide financière lors de cette embauche (44%), ils ne sont que 15% à avoir fait appel à un expert extérieur pour l'aménagement du poste. Cette possibilité d'obtenir un accompagnement et/ou une aide financière lors du recrutement d'une personne handicapée est connue des trois quarts des dirigeants (78%).

### *Une adhésion majoritaire à l'accueil des migrants selon les quotas fixés par l'Union européenne, malgré les difficultés d'intégration économique possibles*

**Un peu moins des deux tiers des dirigeants de très petites entreprises (62%) sont favorables à la répartition des migrants arrivant actuellement en Europe depuis la Méditerranée selon des quotas pour chaque pays au sein de l'Union Européenne**, un score qui dépasse de 13 points celui observé auprès de l'ensemble des Français en septembre. Pour autant, seuls 39% des patrons affirment que la France est capable d'intégrer les 24 000 personnes qu'elle doit accueillir avant fin 2016 dans le cadre de ces quotas.

Selon eux, pour faire face efficacement à cette crise, les pays de l'Union européenne doivent avant tout **privilégier une solution exogène, à savoir l'aide à la stabilisation et au développement des pays du sud pour fixer sur place les populations en migration vers l'Europe (44% en première citation)**. Un patron interrogé sur cinq est favorable à l'instauration en Europe de programmes d'aides et d'accueil de ces migrants (19%) ou à une intervention militaire en Syrie comme premier axe d'action (20%). Enfin, 16% se prononcent pour un renforcement des contrôles aux frontières.

A l'instar du grand public, **les chefs d'entreprise considèrent majoritairement (56% contre 57%) que les migrants arrivant actuellement de la Méditerranée sont essentiellement des demandeurs d'asile** fuyant la guerre et les persécutions.

23% déclarent qu'il s'agit plutôt selon eux plutôt de migrants économiques cherchant de meilleures conditions de vie en Europe. De nouveau, il se fait jour un hiatus avec la moyenne des Français (-10 points). Notons que 21% d'entre eux ne se prononcent pas.

**Interrogés sur le niveau de qualification des migrants, une forte majorité des patrons interrogés ne se prononce pas sur cette question (60%)**. Une proportion équivalente estime qu'ils sont plutôt sans véritable qualification et expérience professionnelle (19%) ou qu'ils sont plutôt bien formés et disposent de compétences utilisables sur le marché de l'emploi en France (21%).

La crise actuelle soulevant la question de l'intégration économique et sociale des migrants, les dirigeants ont été amenés à s'exprimer sur leur vision de l'immigration comme un moyen de soutenir l'économie et de faire face au vieillissement de la population. 36% d'entre eux soulignent ce caractère positif de l'arrivée de populations étrangères tandis que 64% expriment un avis contraire. Au même niveau, **33% se disent prêts à recruter un salarié venu en France dans le cadre de l'accueil des migrants** en l'accompagnant sur le plan linguistique et technique, et jusqu'à 39% parmi les employeurs et 47% dans l'hôtellerie.

Plus généralement, au-delà de la vague actuelle d'arrivée des migrants, 45% des chefs d'entreprise estiment que les populations d'origine étrangère en France parviennent bien à s'intégrer tout en conservant leur identité et 35% qu'elles adoptent très largement les valeurs de la société française.

### *Un caractère essentiel des enjeux environnementaux mis en avant par plus de neuf dirigeants sur dix*

**A l'approche de la COP21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre, les dirigeants de TPE ont fait part de leur vision des enjeux environnementaux.** En premier lieu, en tant que citoyens, 6% seulement estiment que ces problématiques sont mineures. Une majorité (52%) appréhende la prise en compte de l'impact environnemental des activités humaines comme un enjeu concernant les générations futures qui nécessite des évolutions des habitudes de vie sur le long terme. **Une proportion certes minoritaire mais néanmoins élevée (42%) voit l'écologie comme un chantier urgent appelant à des réformes immédiates** des modes de production et de consommation, avec un score majoritaire parmi les employeurs (58%). L'opposition traditionnelle entre environnement et économie n'est ainsi plus de mise parmi les dirigeants.

**Moins d'un interviewé sur deux estime qu'au cours des trois dernières années, la prise en compte des enjeux liés au climat a progressé sur le plan macro-économique**, que ce soit au niveau de l'Union européenne (47%) ou de la France (45%). On relève une perception similaire s'agissant de l'intégration de cette dimension au sein de son entreprise (46%) et légèrement inférieure en ce qui concerne son secteur d'activité (39%).

Les patrons interrogés **portent toutefois un regard ambivalent sur la prise en compte de l'environnement : 70% y voient un moyen efficace de réduire la facture énergétique et 68% des opportunités de croissance et de réduction du chômage**, même s'ils sont beaucoup moins nombreux 36% (quand même) à mettre en avant ces possibilités de développement pour leur propre entreprise.

Constituant un obstacle aux actions en faveur de l'environnement, une majorité (52%) déclare que les mesures réglementaires en faveur de l'environnement représentent des contraintes administratives supplémentaires et quand même 40% que la hausse afférente des coûts de production risque de réduire leurs marges.

**Les motivations concrètes des entreprises à agir reposent sur des considérations pragmatiques.** Ainsi, 43% des dirigeants déclarent avoir mis en place des solutions pour mieux maîtriser leur consommation énergétique et 44% être disposés à le faire. Un peu en-deçà, 34% ont conclu un partenariat pour le recyclage des matériaux utilisés et 44% se disent prêts à le faire. 25% ont intégré des critères environnementaux lors d'un changement de matériaux ou d'équipements (31% dans l'industrie) et 33% pourraient le faire. La pratique d'un audit de l'impact environnemental (13%) ou le recours à des véhicules hybrides ou électriques (6%) sont encore marginaux, mais avec une disposition relativement forte à mettre en place ces actions (respectivement 32% et 45%).

Sans surprise compte tenu de son positionnement, **Europe Ecologie les Verts émerge comme le parti politique pour lequel les problématiques environnementales sont perçues comme les plus importantes (75%)**. Les autres partis de gouvernement pâtissent de perceptions certes majoritaires mais très peu différenciées sur leur prise en compte du sujet : 58% pour le PS, 57% pour le MoDem, 52% pour l'UDI et 52% pour les Républicains (52%). En revanche, 40% partagent ce constat en ce qui concerne le Front de gauche et seulement 21% pour le Front National.

### *Une réforme du droit du travail en inadéquation avec les attentes des TPE*

**La connaissance de l'annonce par François Hollande d'une réforme du code du travail lors de sa conférence de presse du 7 septembre dernier est minoritaire parmi les employeurs (39%),** même si elle s'accroît en fonction de la taille de l'entreprise pour atteindre 48% dans les structures de 10 à 19 salariés. Cette faible notoriété va de pair avec un fort scepticisme quant à la mise en œuvre de cette réforme. Ainsi, **25% uniquement des interviewés estiment que celle-ci sera effective à court terme** contre 64% ayant un avis contraire et 11% qui ne se prononcent pas.

**L'annonce lors de cette conférence du maintien de la durée légale des 35 heures ne répond pas aux souhaits d'évolution des patrons de TPE :** en effet, seuls 16% d'entre eux se prononcent en faveur de son maintien contre 38% qui attendent un rehaussement à 37 heures ou 39 heures et 45% qui souhaitent son abandon et une négociation par accord d'entreprise ou de branche.

Les propositions du rapport Combrexelle ne parviennent pas davantage à emporter l'adhésion majoritaire des dirigeants : 44% jugent que la fusion des branches représentant moins de 5 000 salariés sera efficace pour les inciter à embaucher et 36% sont favorables à la proposition par les branches d'accords clés en main pour les TPE, adoptées ensuite par référendum.

Sur un plan général, **une majorité des dirigeants interrogés déclarent posséder un code du travail (58%), mais ils ne sont que 45% à juger en avoir une connaissance satisfaisante,** que celle-ci soit très précise (16%) ou qu'elle porte sur leurs obligations et les sources de références, sans avoir une vision fine des détails (29%). A l'inverse, 45% disent ne connaître le code du travail que de façon partielle et 10% très mal.

Plus précisément, on relève néanmoins **une connaissance satisfaisante de la réglementation du travail sur les aspects les plus importants et fréquemment traités par les employeurs, à savoir l'embauche (79%) ainsi que les obligations en matière de prévention des risques liés au travail (79%),** le choix du contrat de travail pour les CDD (72%) et le montant et le versement des cotisations sociales (72%). Deux tiers des employeurs environ déclarent bien maîtriser le droit du travail en ce qui concerne les obligations en cas de licenciement (68%) et de recours au travail à durée déterminée (64%).

Dix mois après le passage au CPF, une majorité des chefs d'entreprise ayant au moins un salarié estime aussi bien connaître la législation sur la formation professionnelle continue (60%). **Presque au même niveau, 58% se disent sereins lorsqu'ils doivent traiter un sujet lié à la réglementation du travail. En cas de difficultés dans ce domaine, ils se tournent en priorité et très largement vers leur expert-comptable (87%).** Celui-ci devance très nettement en tant que référence leur avocat (31%), leur organisme consulaire (26%) ou leur syndicat professionnel (26%). On relève également qu'un interviewé sur cinq a recours à l'inspecteur du travail (20%) ou à des sites spécialisés (18%).

### *Un rejet massif de la politique fiscale du gouvernement*

**Les dirigeants de TPE, traditionnellement en opposition avec les politiques fiscales, se montrent très critiques face aux mesures décidées par le gouvernement pour faire face à la situation économique.** 70% jugent ces dispositifs inadaptés aux grandes entreprises et 75% aux particuliers. Les interviewés sont encore plus négatifs s'agissant de l'adéquation des derniers dispositifs fiscaux mis en place au regard des enjeux des PME (83%) et des très petites entreprises (91%).

**Le choc de simplification ne répond pas non plus aux demandes ou souhaits des patrons interrogés.** Le paiement des charges sociales par les employeurs est le domaine où la part de ceux qui ont perçu une simplification des démarches est la plus élevée (23%), mais reste quand même inférieur à la part de ceux ressentant une complexification (35%). S'agissant des déclarations sociales, l'écart entre l'amélioration et la dégradation des démarches est encore plus fort (respectivement 18% contre 43%). On relève également qu'une faible proportion des chefs d'entreprise a constaté des démarches plus simples pour le paiement de l'impôt sur les sociétés (17%) et les déclarations liées au chiffre d'affaires (16%) tandis qu'un tiers met en avant un caractère plus complexe (32%). L'accès au crédit d'impôt n'est quant à lui vu comme plus facile que par 10% d'entre eux contre 37% qui le considèrent plus difficile.

**Les interviewés expriment aussi leur défiance par rapport aux annonces gouvernementales et le sentiment de ne pas avoir bénéficié des aides aux entreprises.** En premier lieu, seuls 9% d'entre eux pensent que le gouvernement tiendra en 2016 son objectif de réduction des déficits publics à 3,3% du PIB. A l'inverse, 45% estiment que cet engagement ne sera pas tenu voire 46% certainement pas. En dépit de la mise en place du CICE, seuls 23% des patrons de TPE affirment avoir bénéficié des baisses d'impôts et de cotisations sociales de 14 milliards d'euros (alors que l'on compte 38% d'employeurs). Ce score atteint toutefois 33% dans l'industrie, et augmente avec le chiffre d'affaires de l'entreprise.

Au-delà de leur situation personnelle, 72% des chefs d'entreprise considèrent que la politique du gouvernement, prévoyant une nouvelle baisse des cotisations des entreprises de 9 milliards d'euros, et maintenant ses priorités actuelles en réduisant les dépenses publiques sur d'autres postes, ne sera pas efficace pour relancer la croissance durablement.

### *Des chefs d'entreprise attachés à leur région, et en particulier à son développement en termes d'emploi*

**Invités à se prononcer sur la région leur apparaissant la plus attractive économiquement, les chefs d'entreprise citent le plus souvent celle où ils sont implantés.** Une hiérarchie se dessine toutefois assez nettement sur les 13 nouvelles régions, avec **une prégnance de l'Île-de-France : 53% la citent comme une des deux régions les plus attractives** dont 36% en première citation. Quatre autres territoires se distinguent, en premier lieu l'Auvergne et Rhône-Alpes (30%), devant la Provence-Alpes-Côte d'Azur (21%), le Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées (20%) et l'Aquitaine-Limousin et Poitou-Charentes (19%). Un peu en-deçà, 14% mentionnent l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine. Un interviewé sur dix met en avant la Bretagne (11%) et/ou les Pays de la Loire (9%). Les cinq autres régions sont considérées comme étant celles ayant le plus de potentiel économique par moins de 6% des interviewés.

**Les jugements sur sa région comparée aux autres grandes zones territoriales sont souvent mitigés, notamment en ce qui concerne l'accessibilité en transports**, que 36% estiment meilleur et 32% moins bon que la moyenne. De même, on trouve sensiblement la même proportion de perceptions positives et négatives en ce qui concerne l'existence d'un bassin de consommation important (33% contre 27%). Les écarts sont plus marqués en faveur d'une comparaison à l'avantage de sa localisation d'implantation s'agissant de la croissance économique (35% contre 25%) et de l'existence de pôles d'activités dynamiques (37% contre 25%).

La moitié des dirigeants concernés par le changement de périmètre de leur région anticipent une absence d'effets économiques de cette évolution, et même 76% s'agissant de l'impact sur leur activité au niveau local. Néanmoins, selon le domaine considéré, le pronostic sur l'impact de cette évolution varie fortement. **Ainsi, 35% des chefs d'entreprise interrogés pensent que ce changement sera bénéfique pour l'attractivité de la région contre 14% qui s'attendent à un effet négatif.** Ces scores sont strictement identiques s'agissant des conséquences sur le dynamisme économique de la région. On relève également une proportion plus forte de patrons optimistes sur l'évolution de leur région s'agissant de leur activité (15% contre 9% de pessimistes). En revanche, 38% estiment que la fiscalité locale augmentera contre 14% qui s'attendent à une diminution.

Sans surprise, **la sauvegarde et le développement de l'emploi constituent la première priorité définie par les patrons de TPE pour leur région (47%)**, et encore plus en Provence-Alpes-Côtes d'Azur, Corse (64%). L'éducation arrive au deuxième rang, mentionnée à hauteur de 27%. Viennent ensuite la lutte contre l'insécurité (21%), l'amélioration et le développement des transports en commun (19%) et la santé (18%). Légèrement en-deçà, 15% citent le soutien à la ruralité, la protection de l'environnement et/ou la construction de logements. La rénovation-réhabilitation des quartiers difficiles (11%) et le numérique (10%) sont les éléments jugés les moins fréquemment à privilégier.

### *Un niveau d'intérêt limité pour le scrutin et la probabilité d'un vote sanction bénéficiant à la Droite et au Centre malgré la progression du Front National*

**Le degré d'intérêt des chefs d'entreprise inscrits sur les listes électorales pour le prochain scrutin des 6 et 13 décembre 2015 demeure faible** : un gros tiers d'entre eux se déclare intéressé. Ce score atteint 39% en PACA, 41% en région parisienne et 45% en Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine. A l'inverse, deux tiers des interviewés manifestent leur désintérêt. Pour autant, l'appétence des patrons de TPE pour ces élections régionales s'avère supérieure de 5 points à ce que Ifop/Fiducial ont récemment mesuré auprès de l'ensemble des Français dans le cadre du tableau de bord Paris Match/Sud Radio.

**Le rapport de force électoral observé dans la perspective du scrutin du 6 décembre s'inscrit en continuité relative avec les récentes élections européennes. En effet, presque un patron de TPE sur deux déclare avoir l'intention de voter pour une liste de la droite et de centre** (48% voire 67% des 10-19 salariés). Le souhait de victoire dans sa région confirme l'ancrage des dirigeants de TPE à droite et au centre (43% contre 14% pour le FN et 12% en faveur du PS).

En comparaison, **la gauche pâtit à la fois de sa dispersion et d'un potentiel électoral faible atteignant 27%, quasi identique à celui du dernier scrutin européen (26%)**. Le vote en faveur du PS atteindrait ainsi 13% tandis que moins d'un dirigeant sur 10 voterait pour une liste EELV (9%).

Néanmoins, le fait majeur de cette intention de vote a trait à la dynamique observée en faveur du Front National qui recueillerait le vote de près d'un patron sur 5 (19%). Cet étiage représente une progression de 7 points comparée aux dernières élections européennes quand le score LR / UDI / Modem reflue de 4 points. Notons que le vote frontiste est plus particulièrement élevé parmi les TPE sans salarié, celles du secteur du commerce et des services. Pour autant, cette progression ne vient pas bouleverser le tropisme des dirigeants de TPE en faveur de la droite traditionnelle et du centre.

On retrouve donc comme lors des scrutins intermédiaires précédents l'amorce d'un vote sanction contre la gauche au pouvoir. En effet, **37% des patrons interrogés souhaitent par leur vote sanctionner la politique du président de la République et du gouvernement** alors qu'une part marginale souhaite soutenir l'exécutif. Sans surprise, le potentiel de sanction apparaît nettement plus élevé parmi les sympathisants des Républicains (49%) et du Front National (86%).

### *Une défiance envers l'ensemble des partis politiques pour trouver des solutions permettant une relance durable de l'économie*

Si la politique économique du gouvernement ne convainc pas les dirigeants des très petites entreprises, les partis politiques d'opposition n'emportent pas non plus l'adhésion. On constate en effet une méconnaissance majoritaire de leurs propositions. Ainsi, **60% des patrons interrogés affirment mal savoir quelles actions sont proposées par les Républicains pour relancer la croissance économique et réduire le chômage**. Ce score s'établit même à 65% pour le Front National, 76% pour l'UDI et 81% pour le MoDem.

D'une façon générale, **seul un chef d'entreprise sur cinq (19%) juge la classe politique actuelle capable de proposer des solutions durables pour le redressement économique de la France**, une proportion qui atteint cependant 39% parmi les sympathisants de gauche.

Cette perception diffère néanmoins sensiblement selon le parti considéré. **Aucun parti politique ne recueille d'opinions majoritairement positives, mais on observe une petite prime aux partis d'opposition de droite et du centre** : 36% des interviewés affirment que les Républicains peuvent proposer des solutions efficaces pour relancer la croissance, 32% pour le MoDem et 30% pour l'UDI. Le Parti Socialiste, à 17%, devance à peine le Front National (14%). Le front de Gauche se positionne en dernier (10%).

# Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

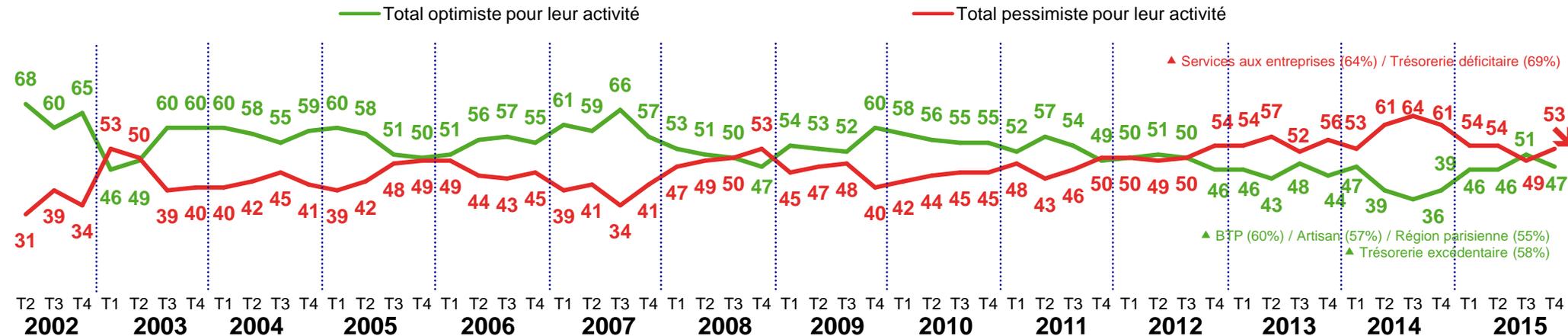
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

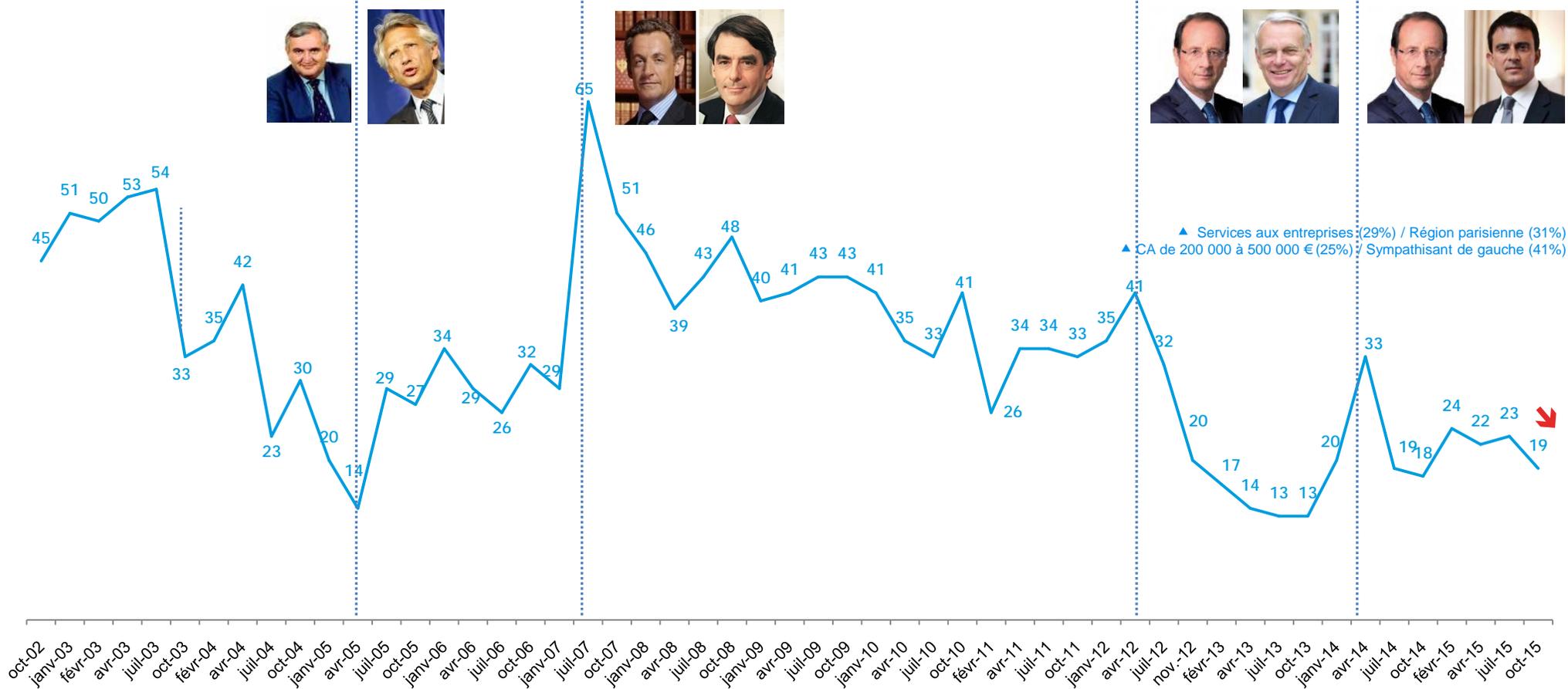
Gouvernements Raffarin

Gouvernement Villepin

Gouvernements Fillon

Gouvernement Ayrault

Gouvernements Valls



▲ Services aux entreprises (29%) / Région parisienne (31%)  
 ▲ CA de 200 000 à 500 000 € (25%) / Sympathisant de gauche (41%)

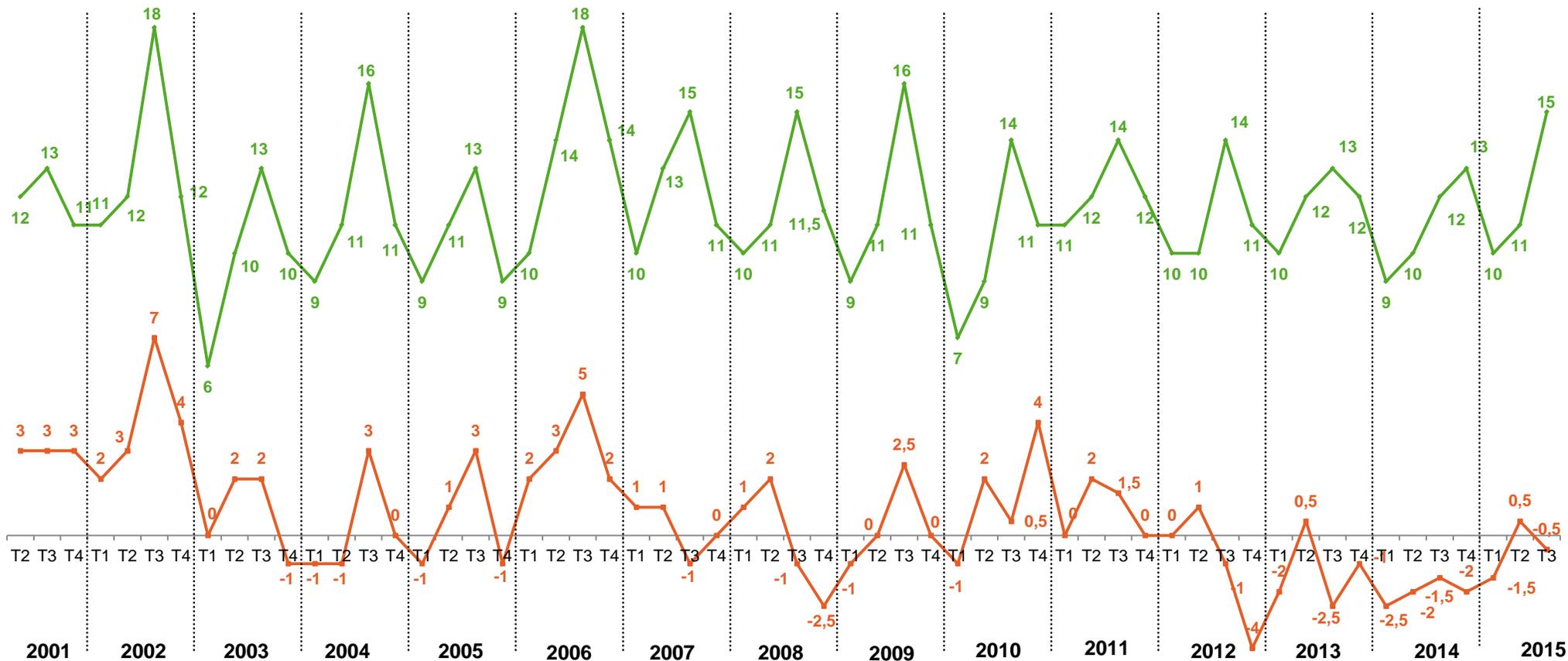
# L'emploi dans les TPE

## Note de lecture

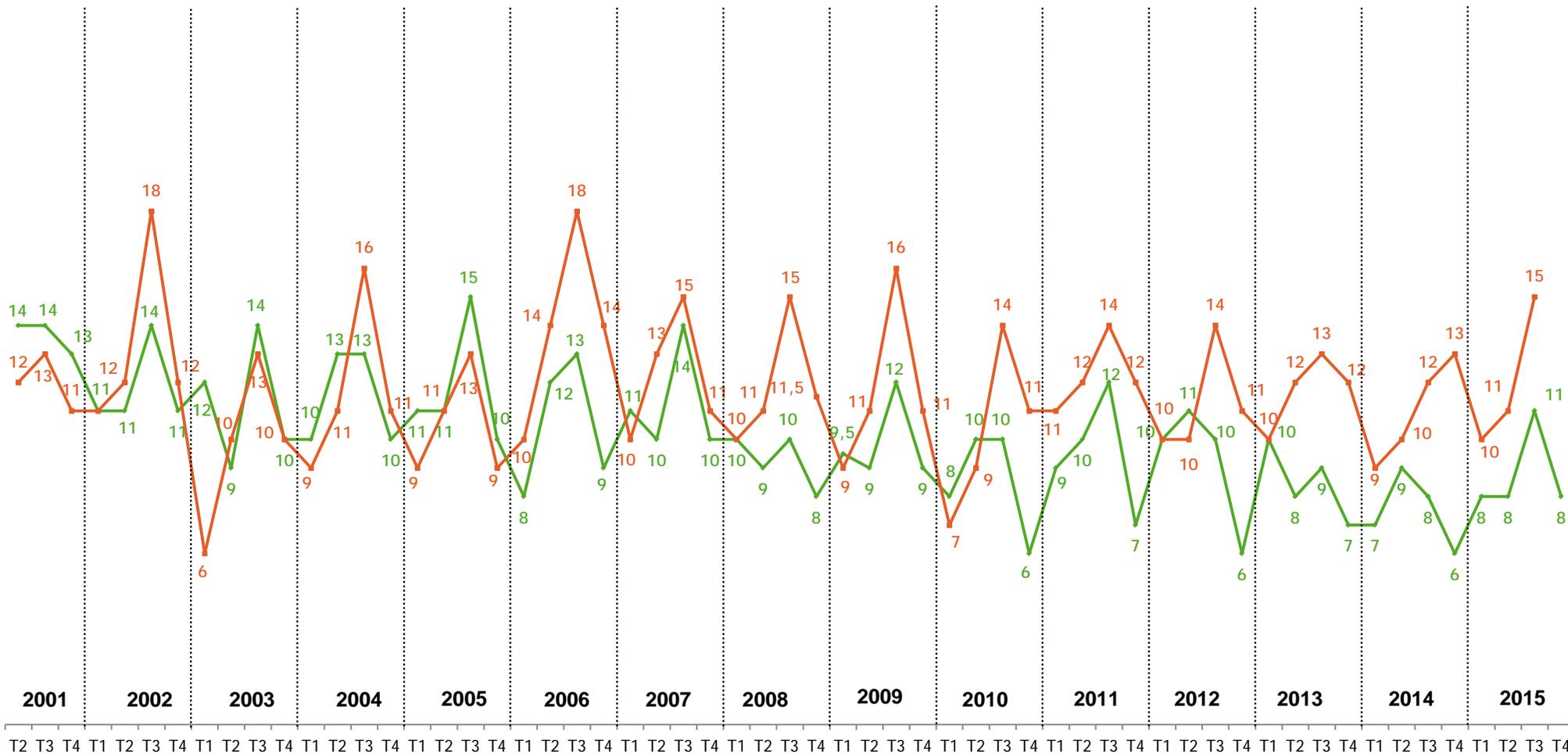
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7  
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,6

} Moyennes depuis 2001

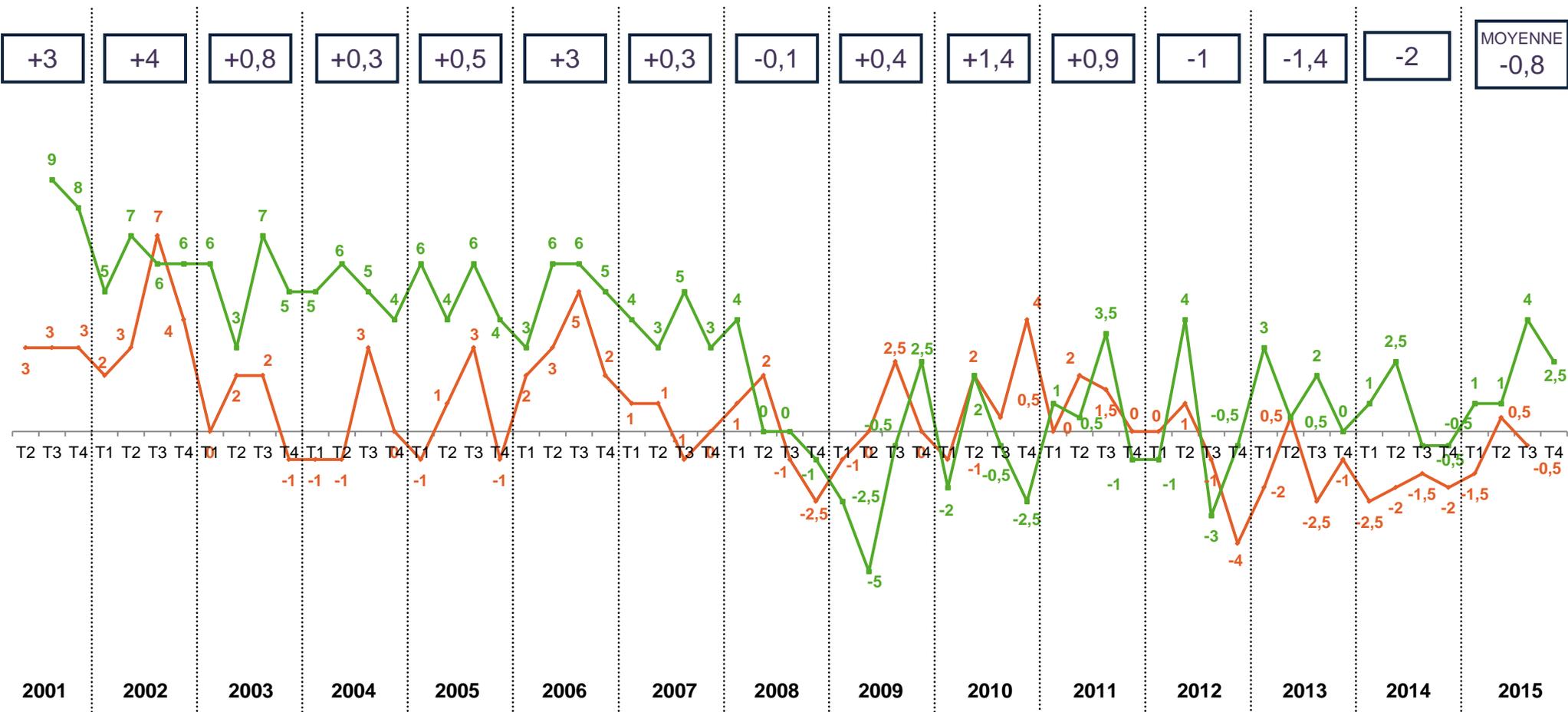


—●— Embauches prévues au cours des trois prochains mois  
 —●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

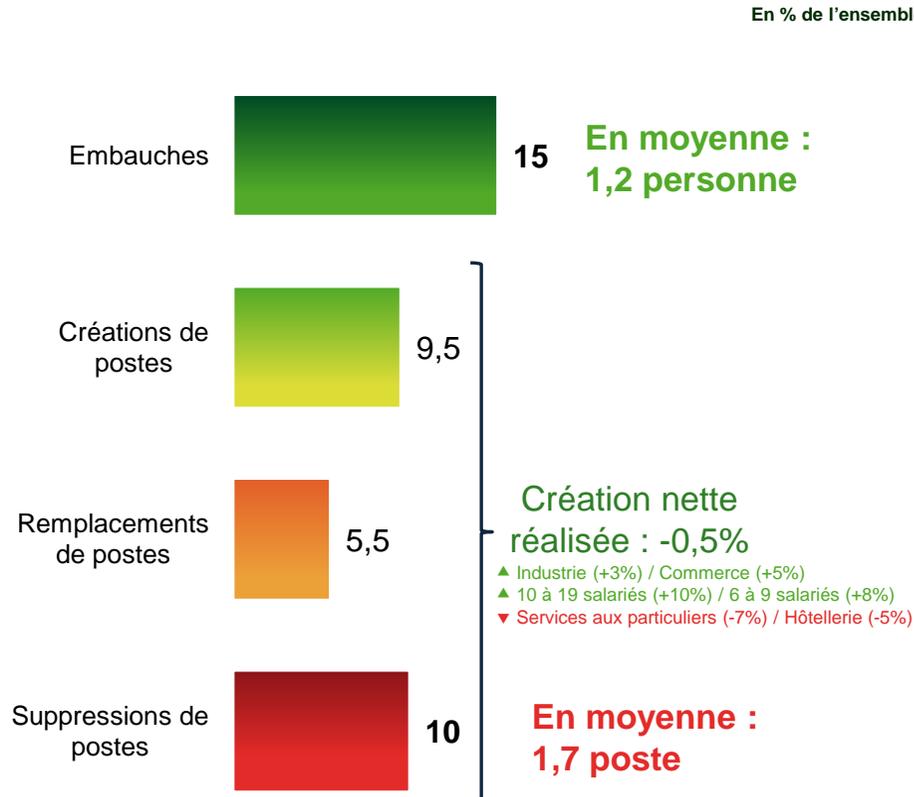
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois  
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



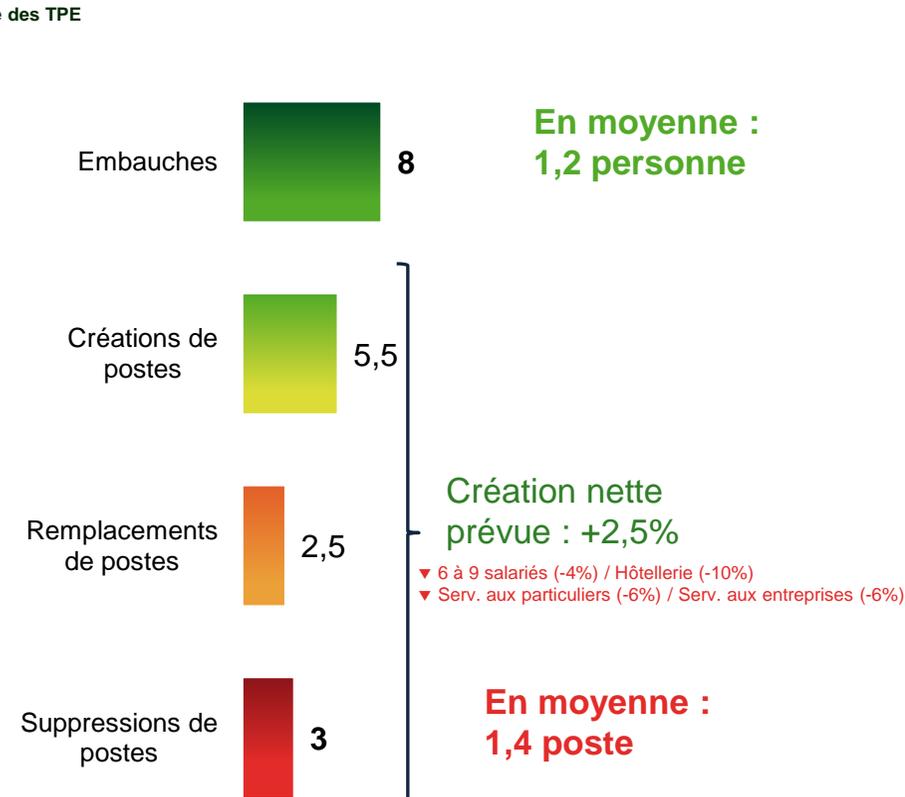
Base : ensemble des TPE

# La répartition de la création nette d'emplois

## Réalisations de juillet à septembre 2015



## Perspectives d'octobre à décembre 2015

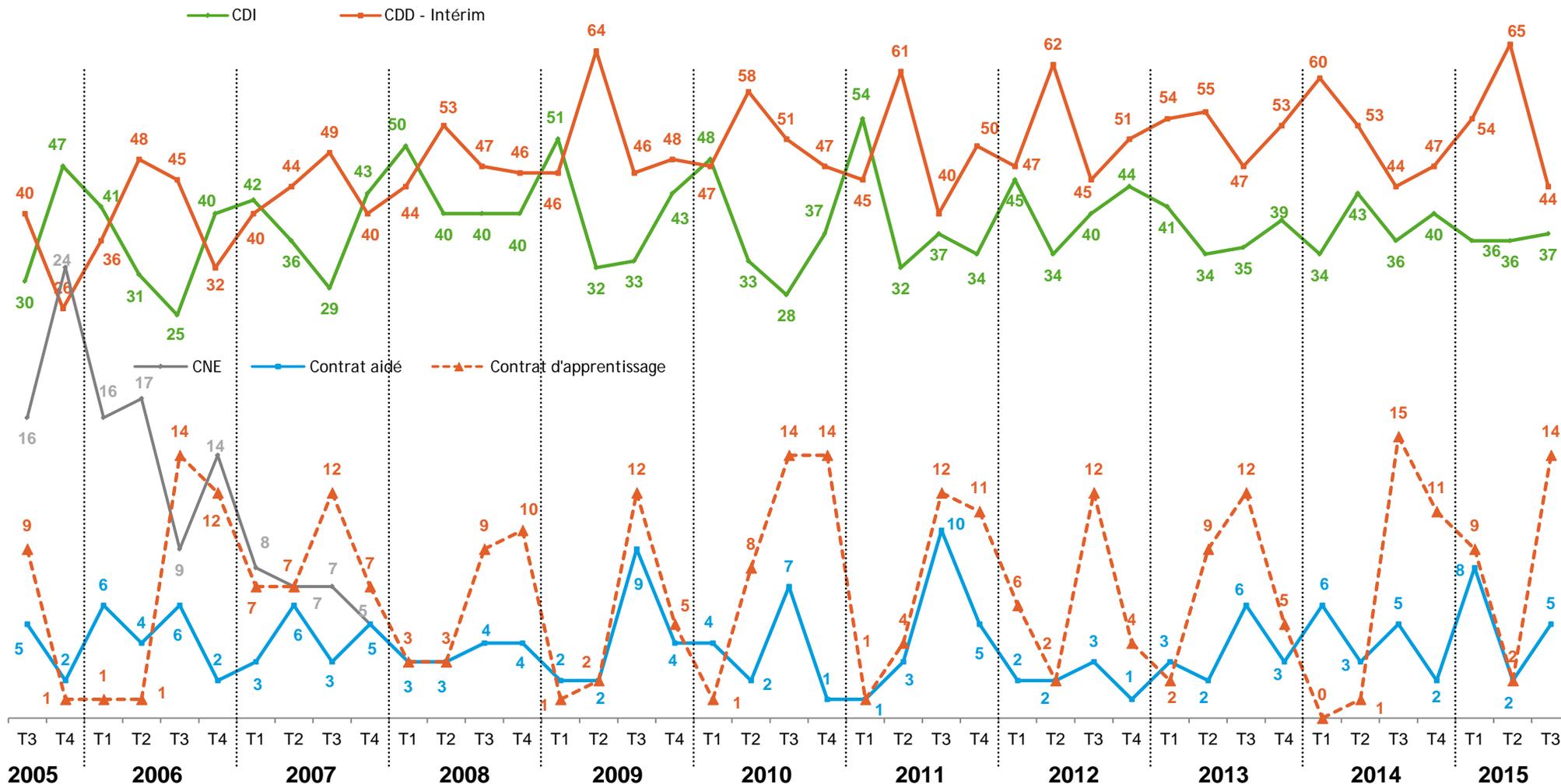


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 31%  
CDD < 1 mois = 13%

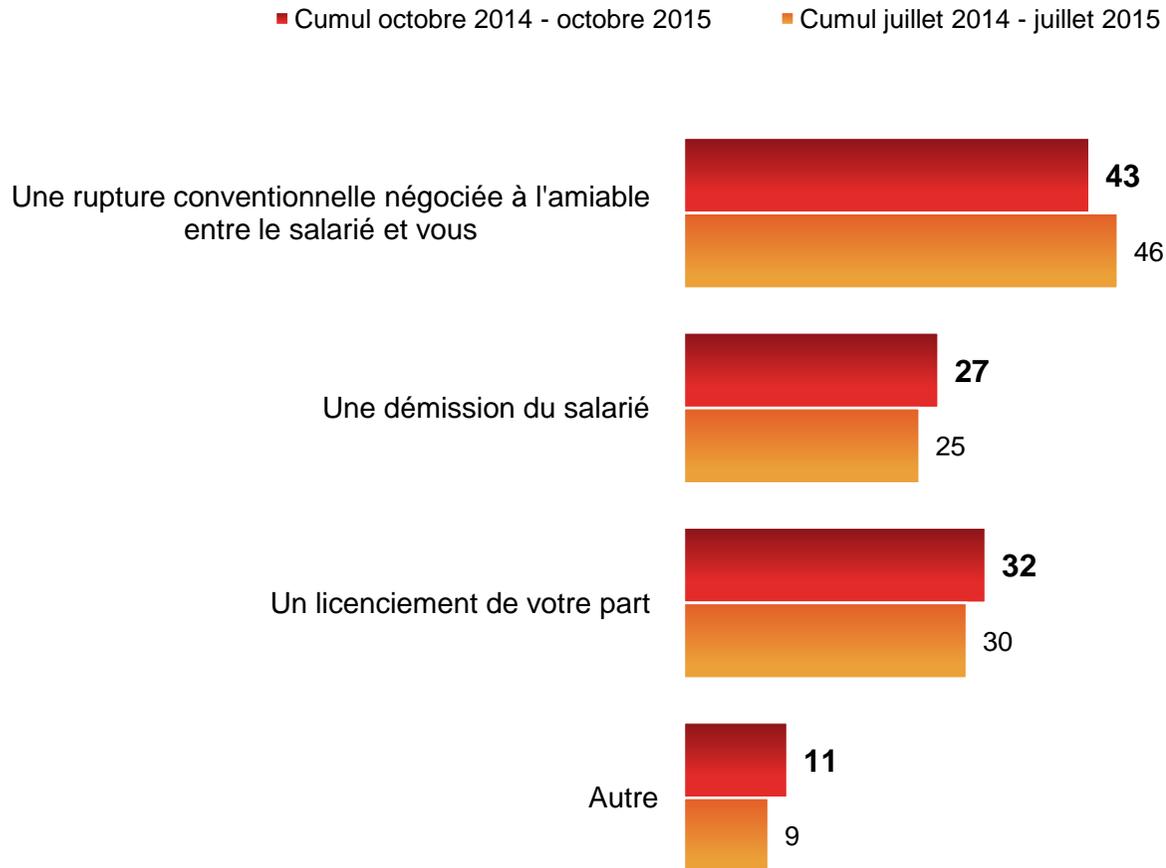


Base : TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

## Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

## Le recrutement de salariés handicapés

Question

En ce qui concerne le recrutement de personnes handicapées, diriez-vous que... ?

Votre entreprise ne dispose d'aucun poste adapté à une personne handicapée



Votre entreprise a tenté de recruter une personne handicapée, sans y parvenir



Votre entreprise a déjà recruté une personne handicapée, mais ne recommencera pas



Votre entreprise a déjà recruté une personne handicapée et est prête à renouveler l'expérience



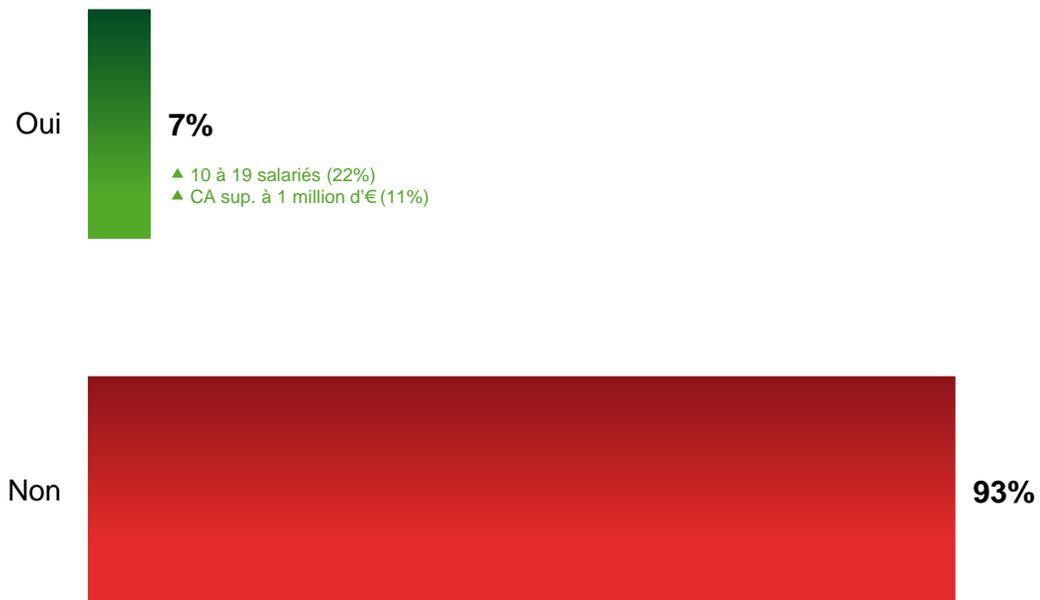
Ne se prononcent pas



## L'emploi actuel de salariés handicapés

Question

Employez-vous un ou plusieurs salariés handicapés ?

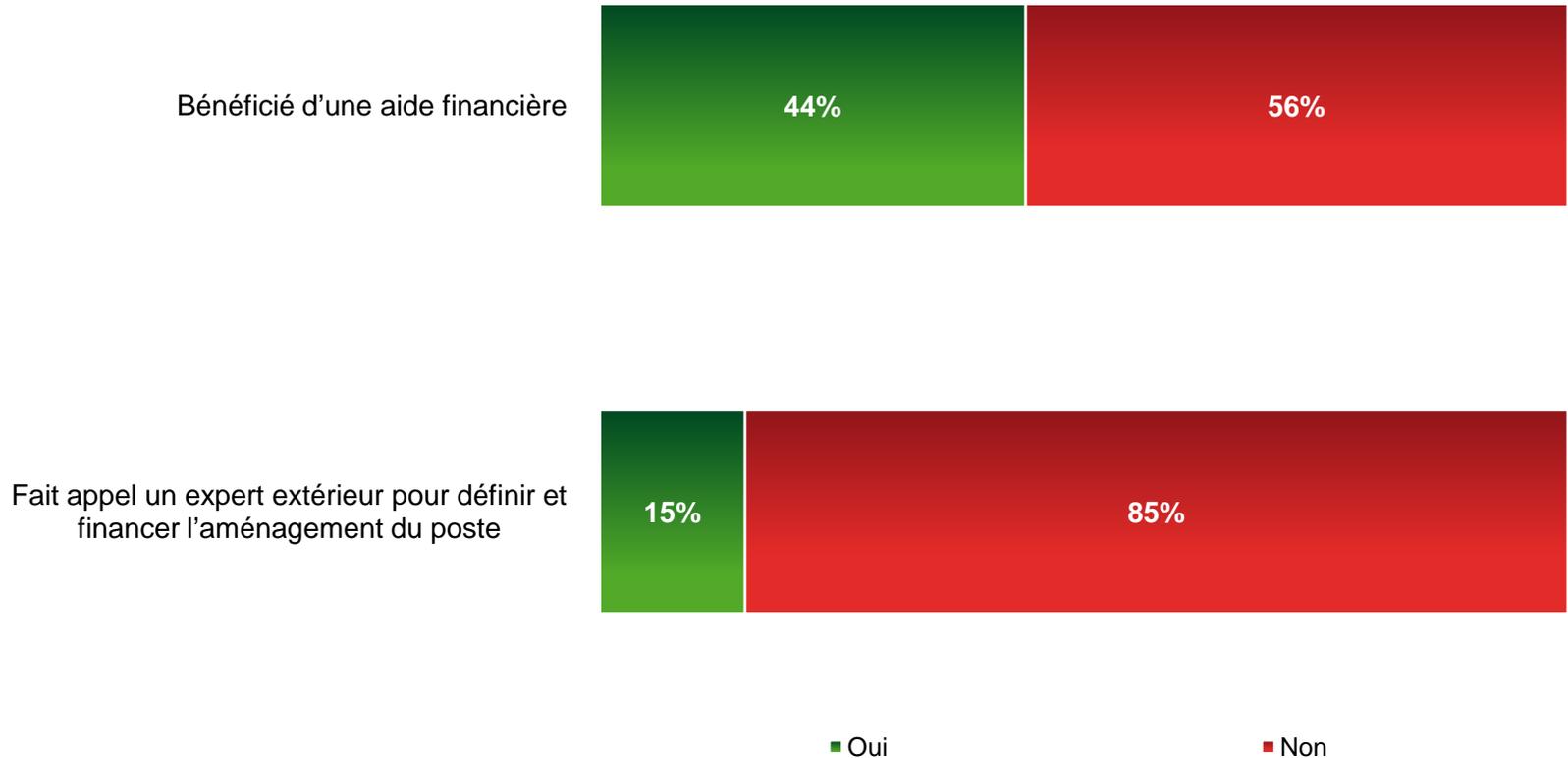


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

## Le soutien financier ou logistique lors du recrutement d'un salarié handicapé

Question

Avez-vous ... ?

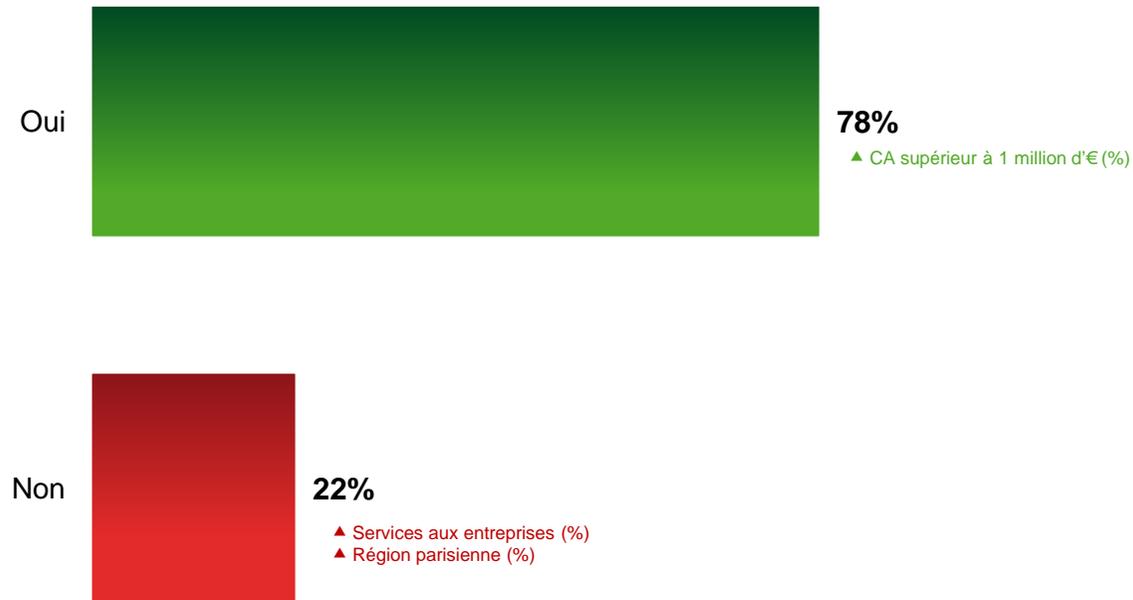


Base : aux patrons de TPE employant un ou plusieurs salariés handicapés

## Le soutien des organismes lors du recrutement d'un salarié handicapé

Question

Lorsque vous souhaitez embaucher une personne handicapée ou lorsque l'un de vos salariés vous révèle un handicap, des organismes spécialisés peuvent vous accompagner dans l'aménagement du poste de travail et vous fournir des aides financières. Le saviez-vous ?

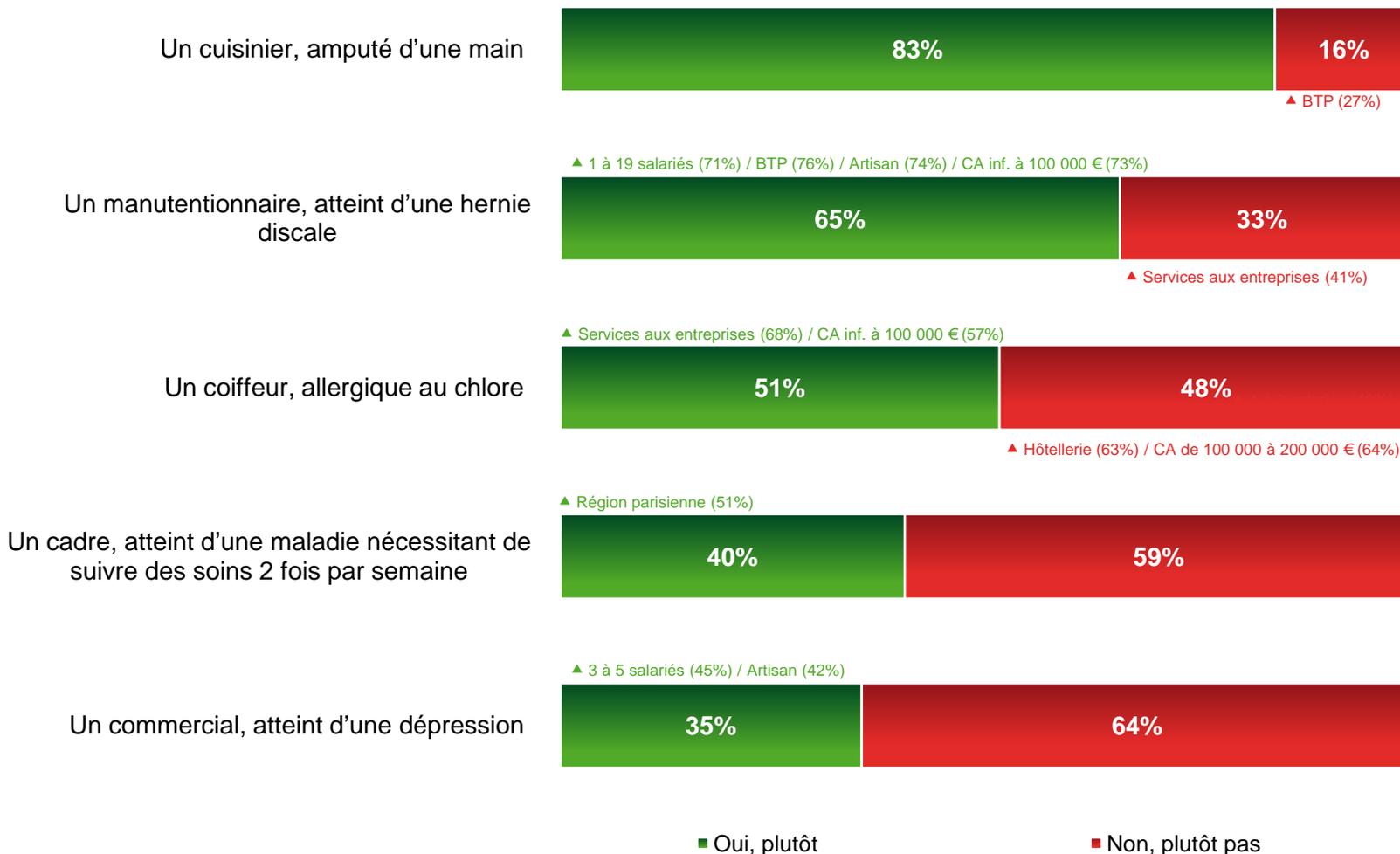


Base : ensemble des TPE

# La qualification de différentes situations au travail comme handicapantes

Question

Je vais vous citer plusieurs situations. Vous me répondrez par OUI ou NON si ces situations peuvent être qualifiées de travailleurs handicapés... ?



Base : aux patrons de TPE employant un ou plusieurs salariés handicapés

# La situation économique et financière des TPE

## Note de lecture

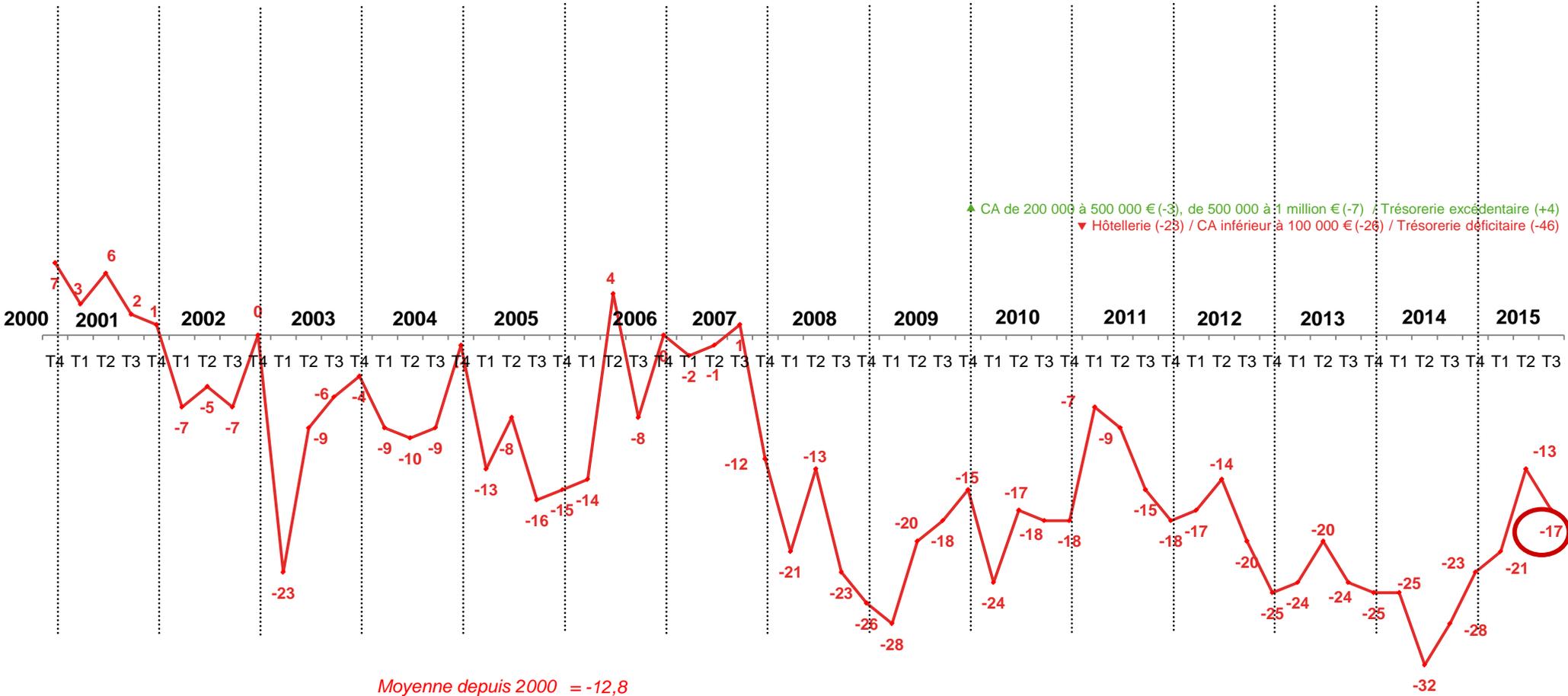
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(\*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

## Situation sur les 3 derniers mois

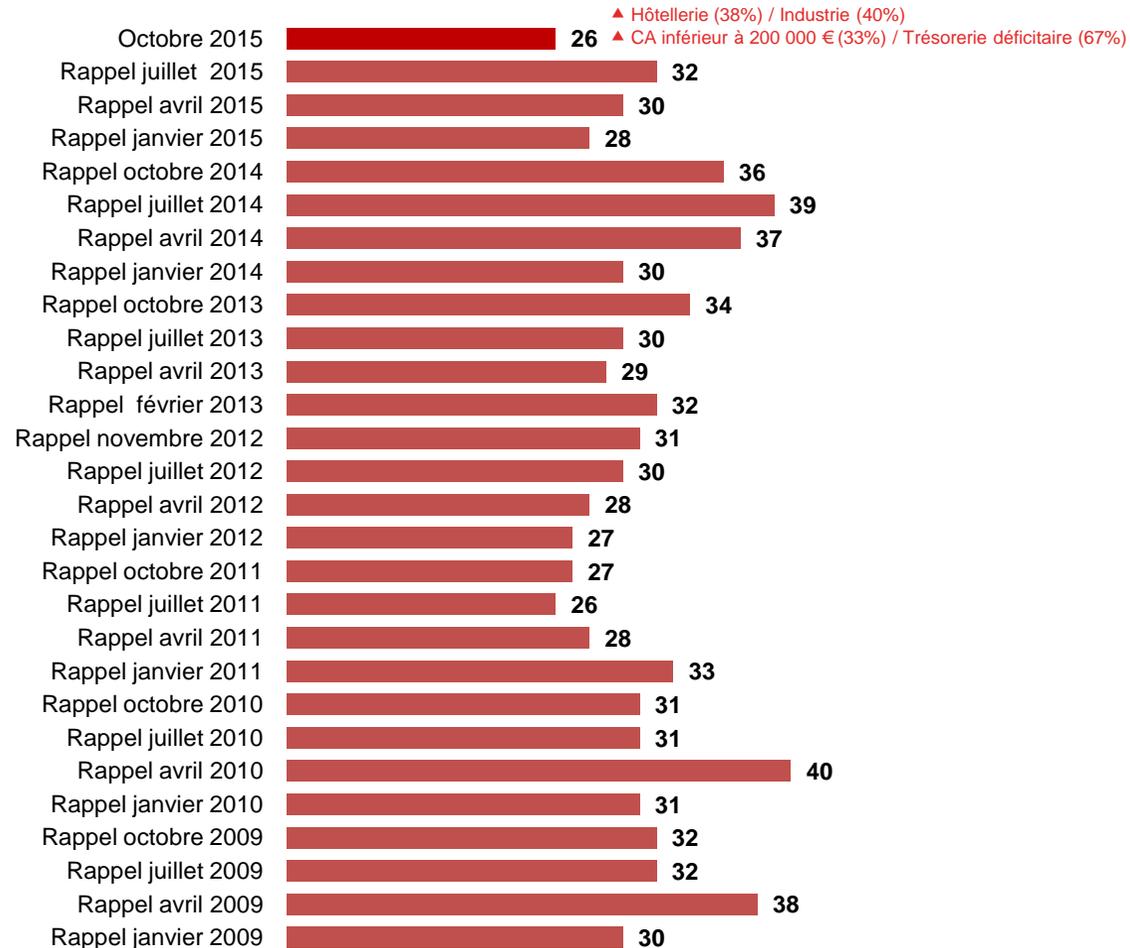


## Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

### Total situation préoccupante (en %)

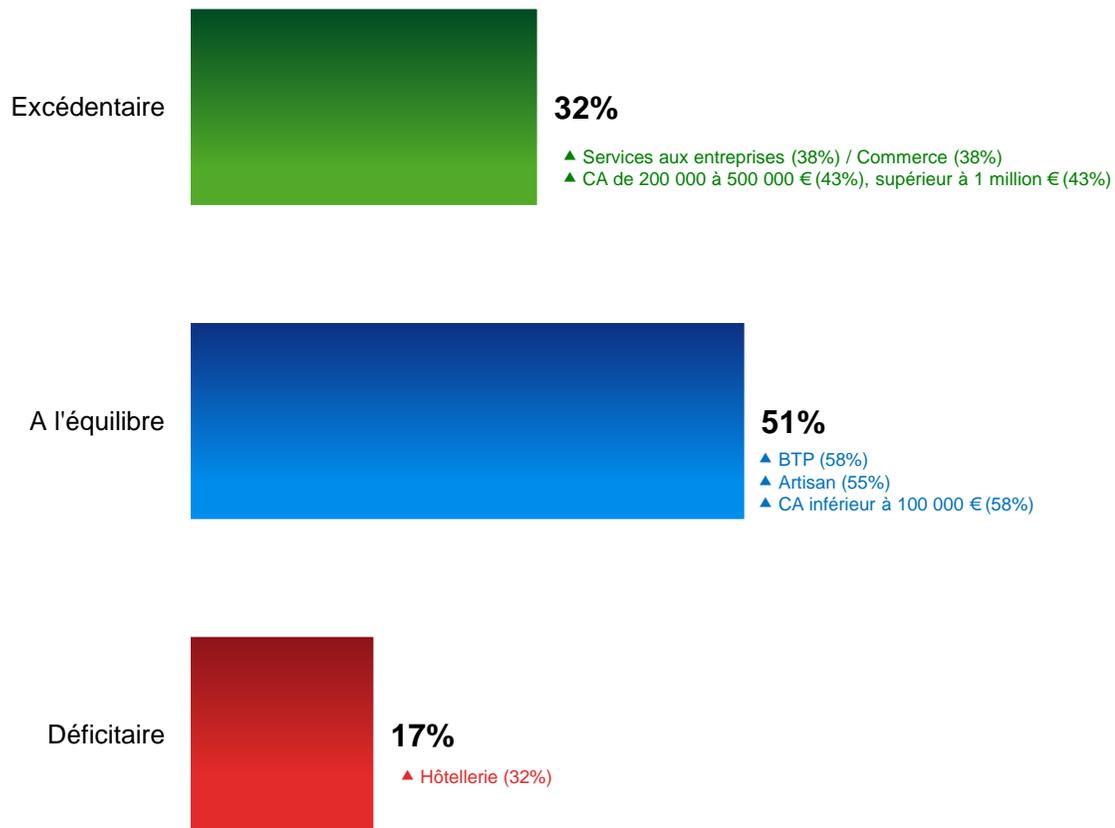


Base : à 50% de l'échantillon

# La situation de trésorerie actuelle des TPE

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



Rappel  
juillet  
2015

30%

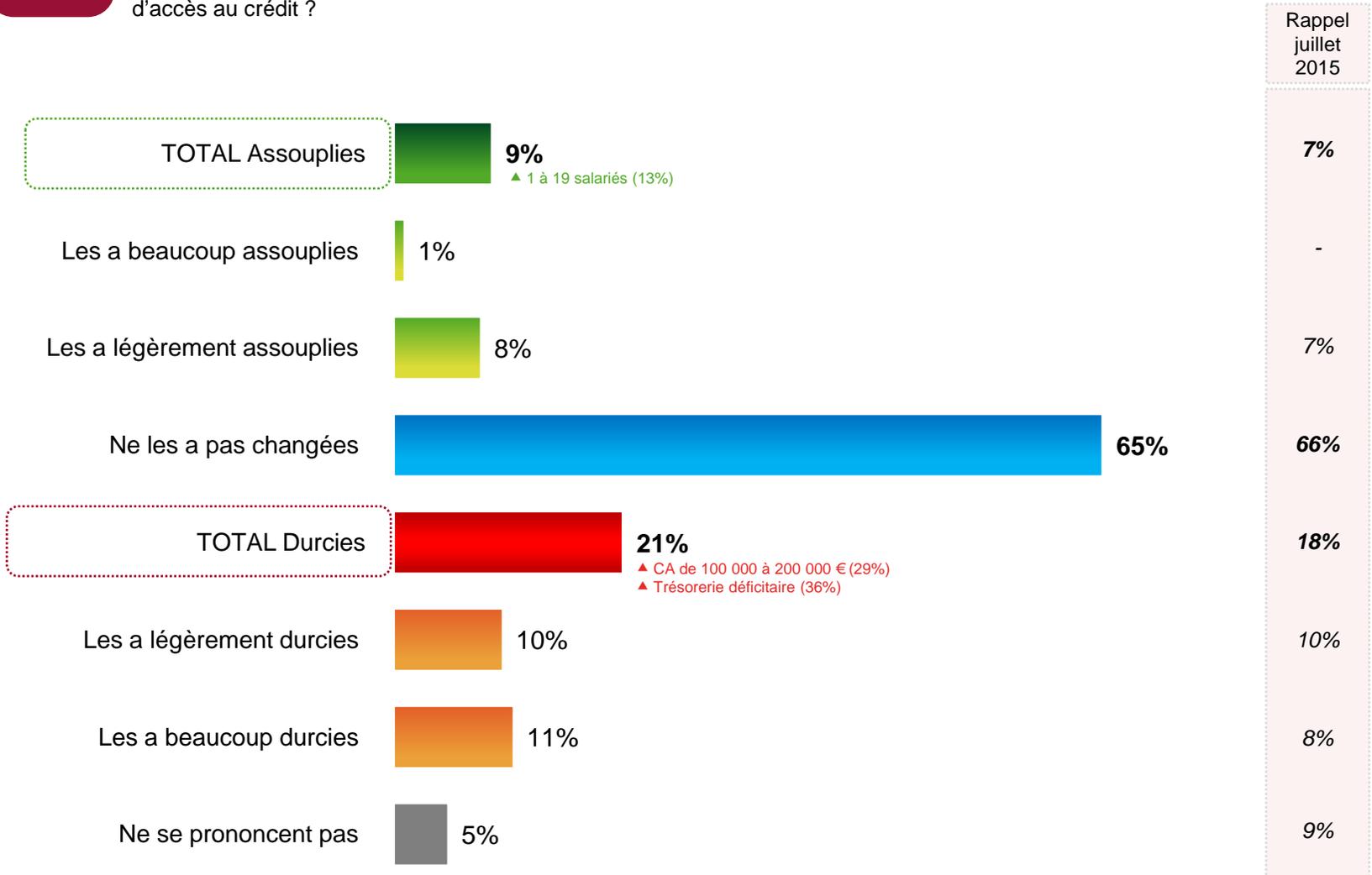
47%

23%

# L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?

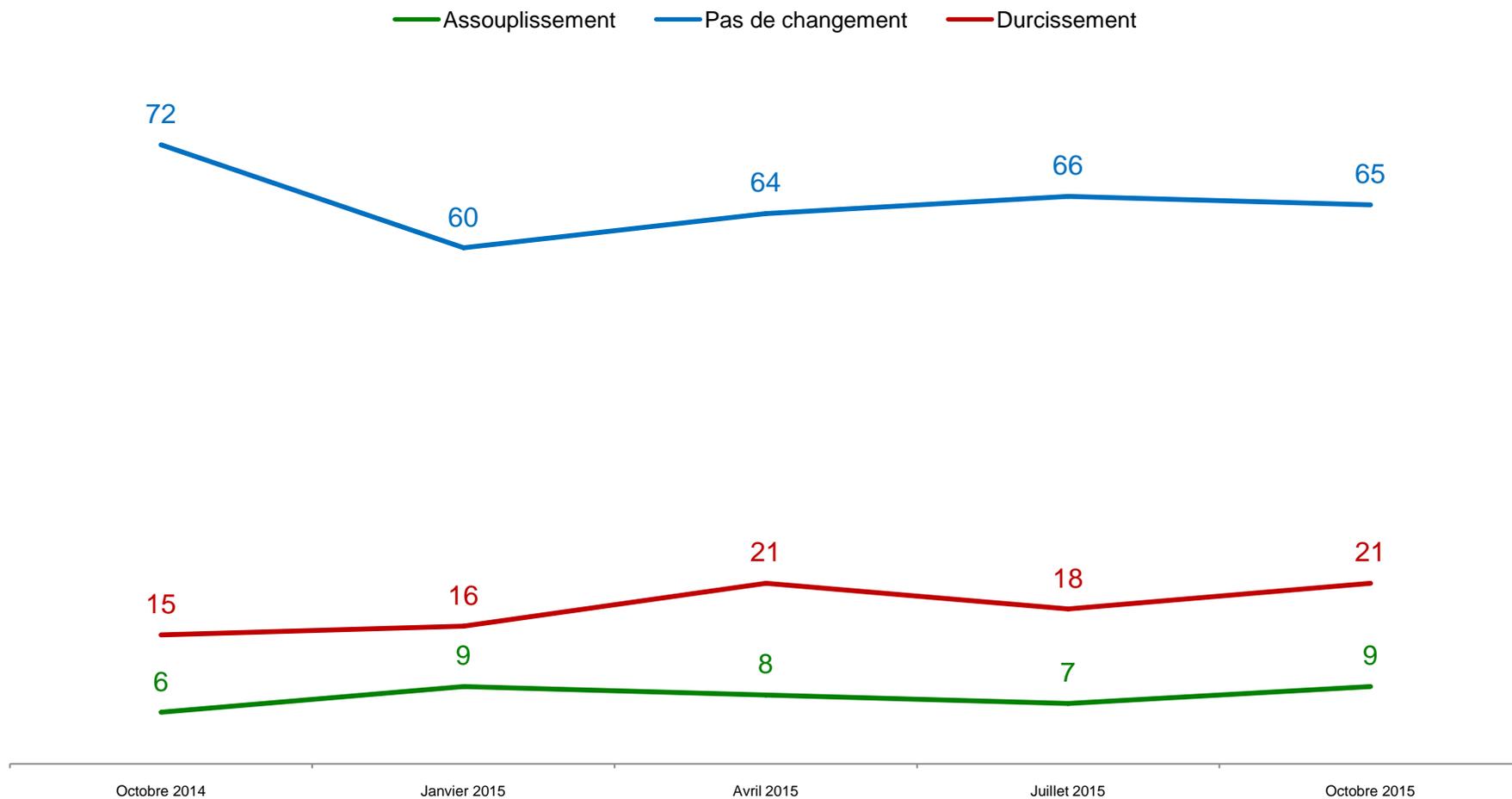


Base : à 50% de l'échantillon

## L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?

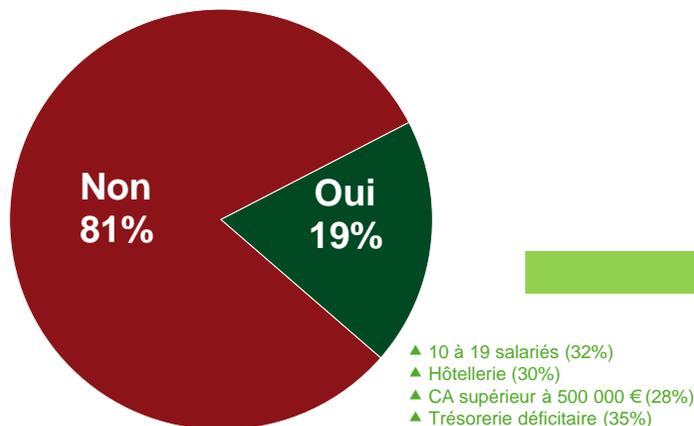


## Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



Rappel juillet 2015 : 16%

Rappel avril 2015 : 15% / Rappel janvier 2015 : 15%

Rappel octobre 2014 : 14% / Rappel juillet 2014 : 14%

Rappel avril 2014 : 14% / Rappel janvier 2014 : 17%

Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%

Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%

Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%

Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%

Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%

Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%

Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%

Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%

Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%

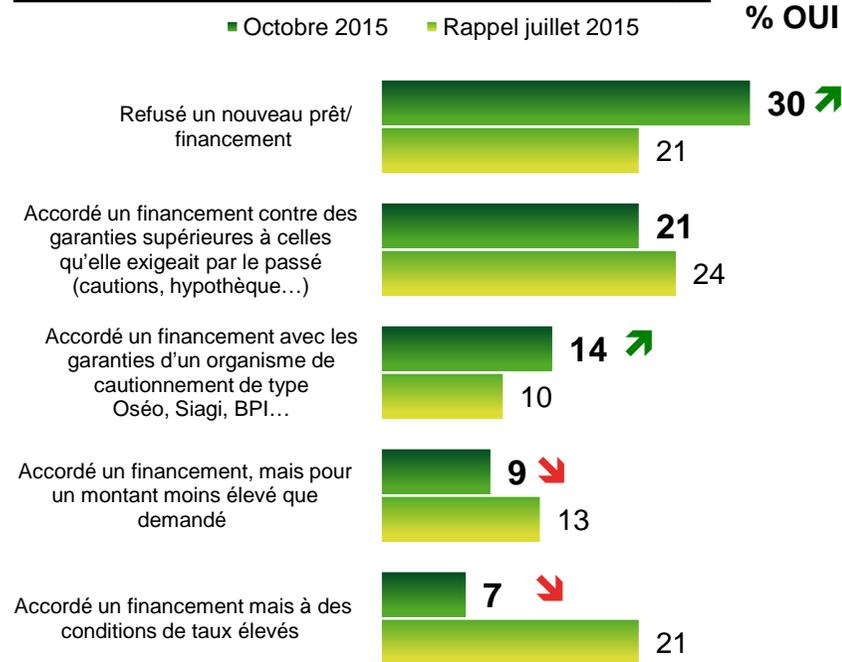
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



### Au moins une mesure de durcissement : 57%

Rappel juillet 2015 : 54%

Rappel avril 2015 : 65% / Rappel janvier 2015 : 58% / Rappel octobre 2014 : 47%

Rappel juillet 2014 : 58% / Rappel avril 2014 : 57% / Rappel janvier 2014 : 49%

Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%

Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%

Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%

Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

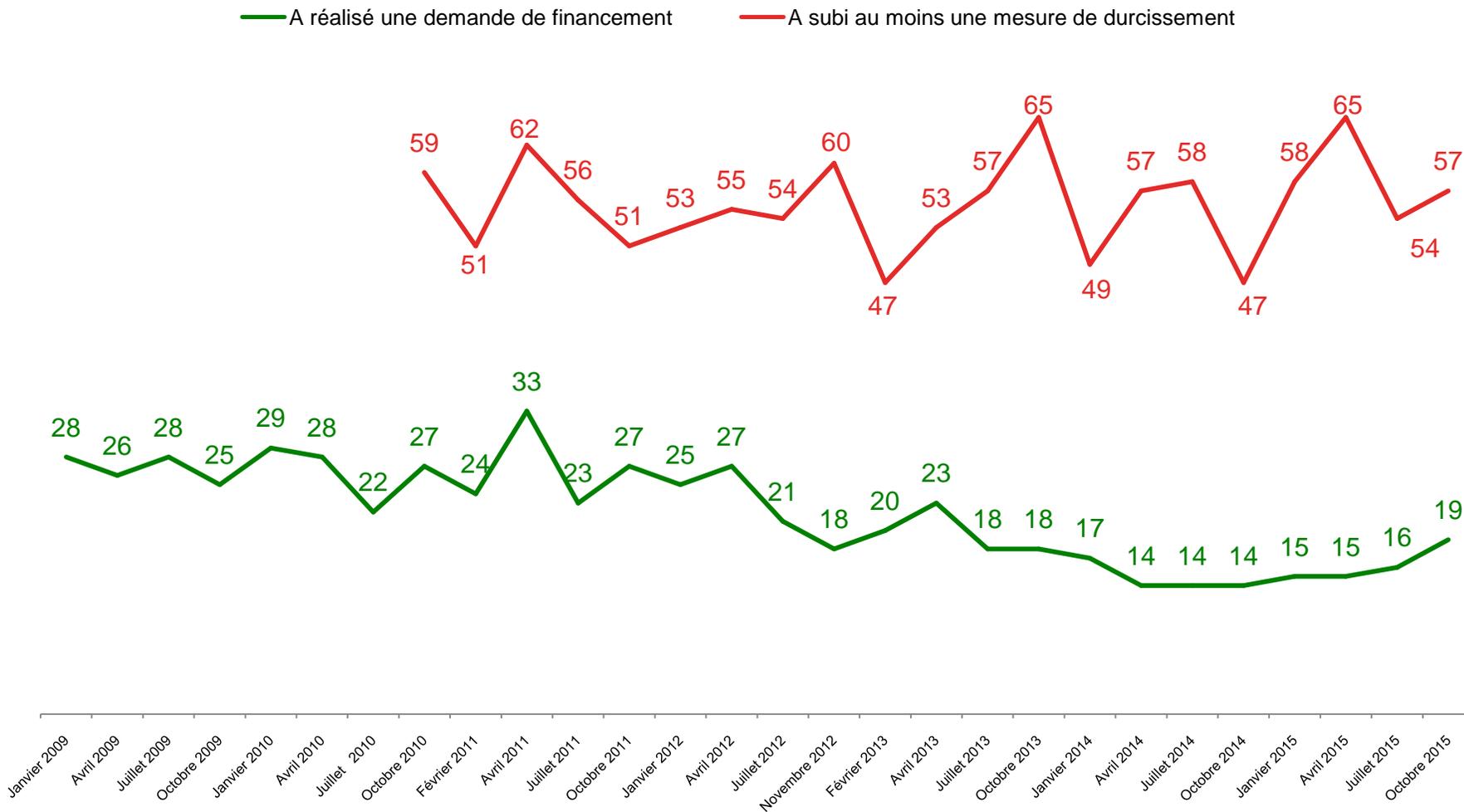
▲ Services aux particuliers (65%)  
 ▲ Aucun salarié (62%)

Base : aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

## Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?  
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



# Les dossiers d'actualité

## Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

# 1. La crise des migrants

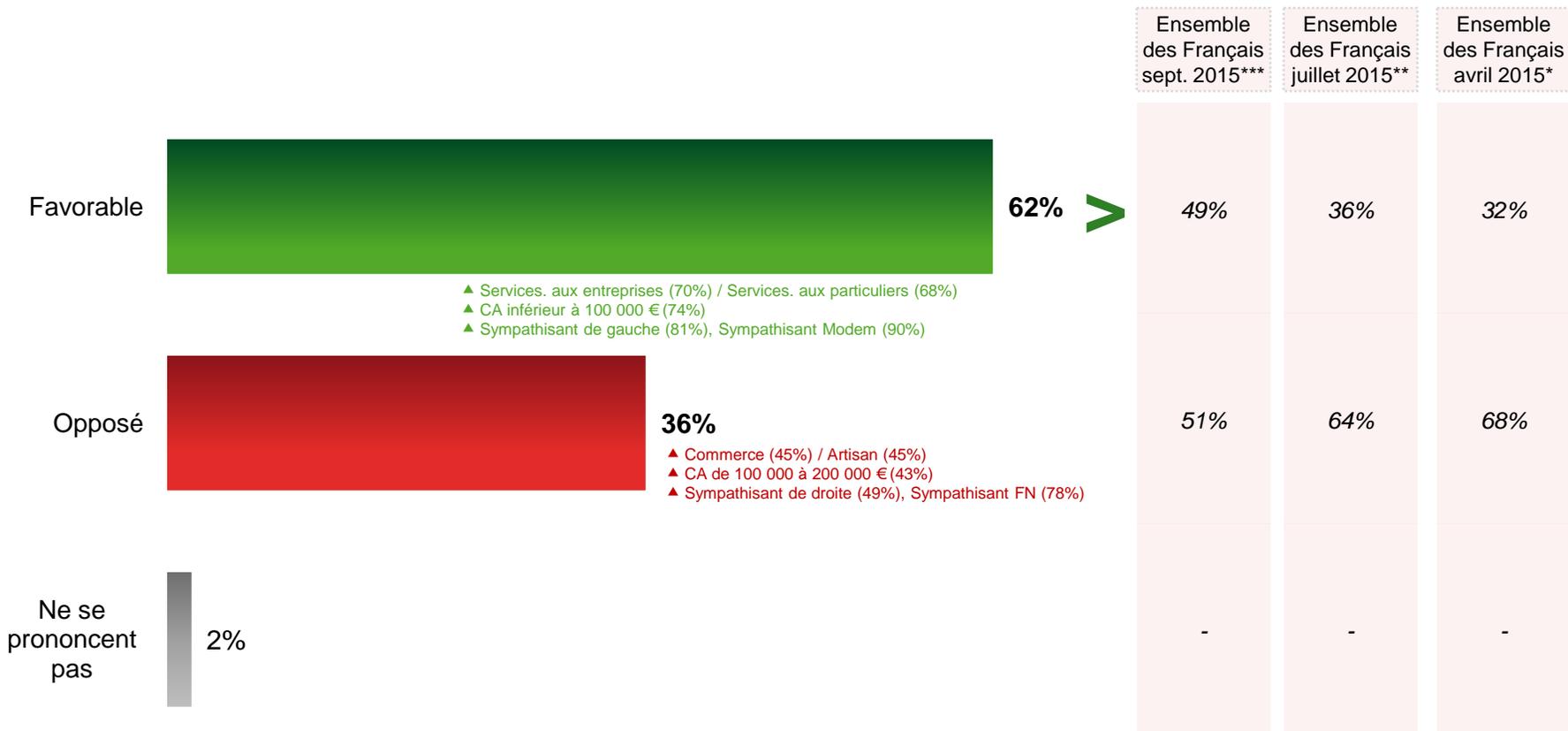
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

## La répartition des migrants par pays selon les quotas définis par l'UE

Question

Etes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent par milliers en Europe soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que la France en accueille une partie ?



(\*) Sondage Ifop pour Valeurs Actuelles réalisé du 24 au 27 avril 2015 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 050 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Le libellé de la question était alors le suivant : « Etes-vous favorable ou opposé à l'accueil en France de migrants africains qui arrivent actuellement par bateau sur les côtes italiennes ? »

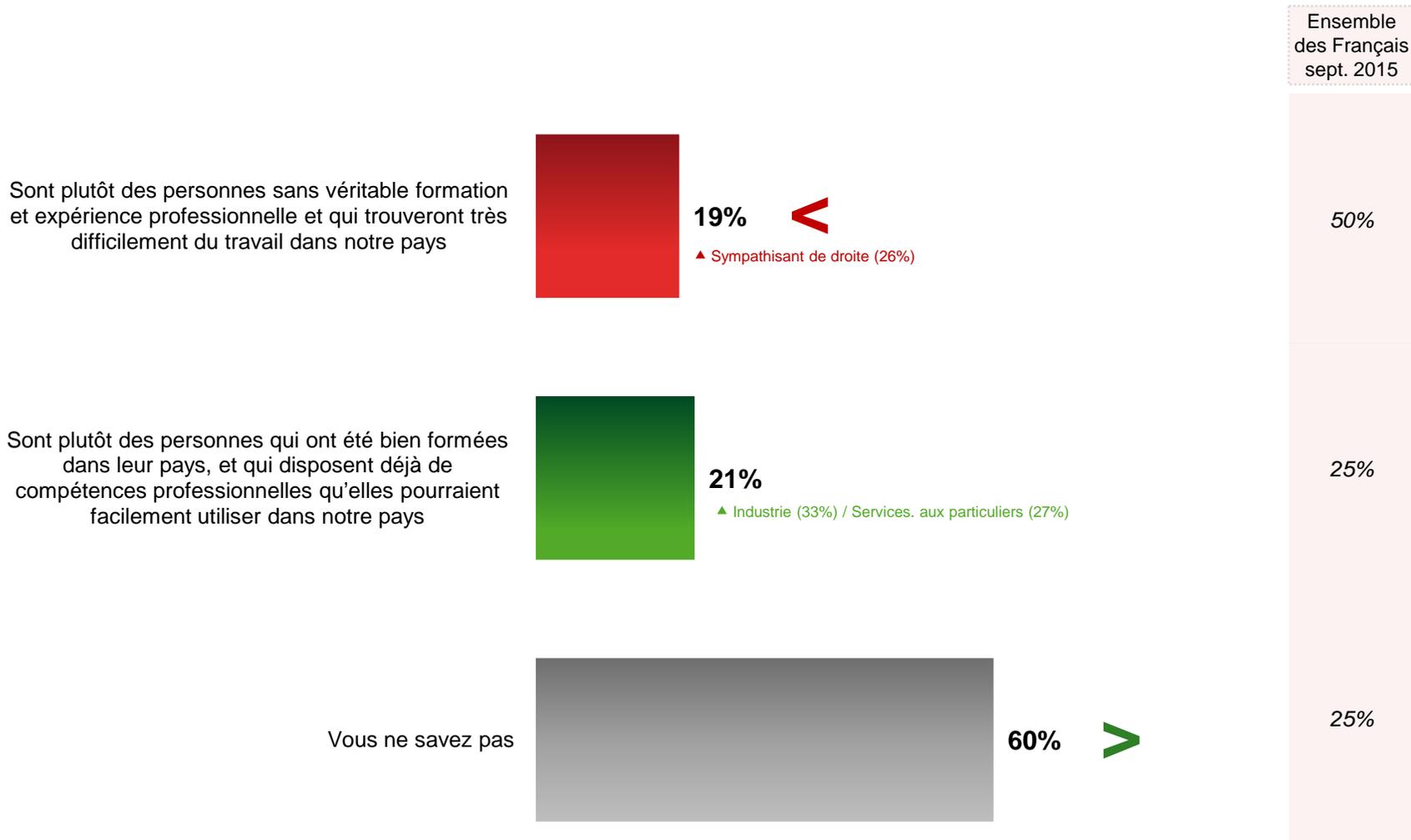
(\*\*) Sondage Ifop pour Le Figaro réalisé du 25 juin au 2 juillet 2015 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Le libellé de la question était alors le suivant : « Etes-vous favorable ou opposé à ce que ces migrants africains qui arrivent par milliers sur les côtes italiennes soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que la France en accueille une partie ? »

(\*\*\*) Sondage Ifop pour Atlantico réalisé du 3 au 4 septembre 2015 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

# La perception de la qualification professionnelle des migrants

Question

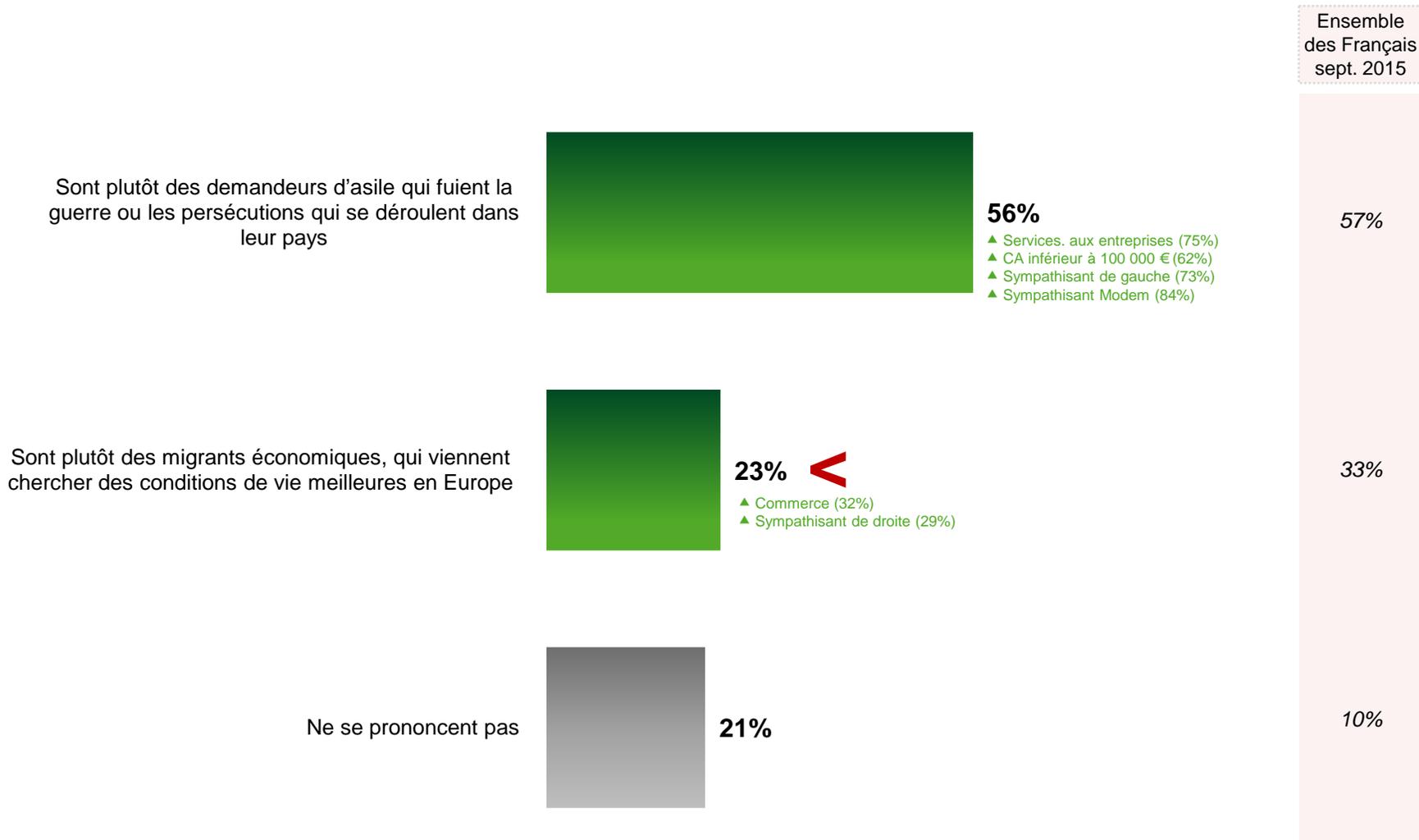
D'après ce que vous en savez, les migrants qui arrivent actuellement en Europe par de milliers... ?



# La raison perçue de l'arrivée de migrants

Question

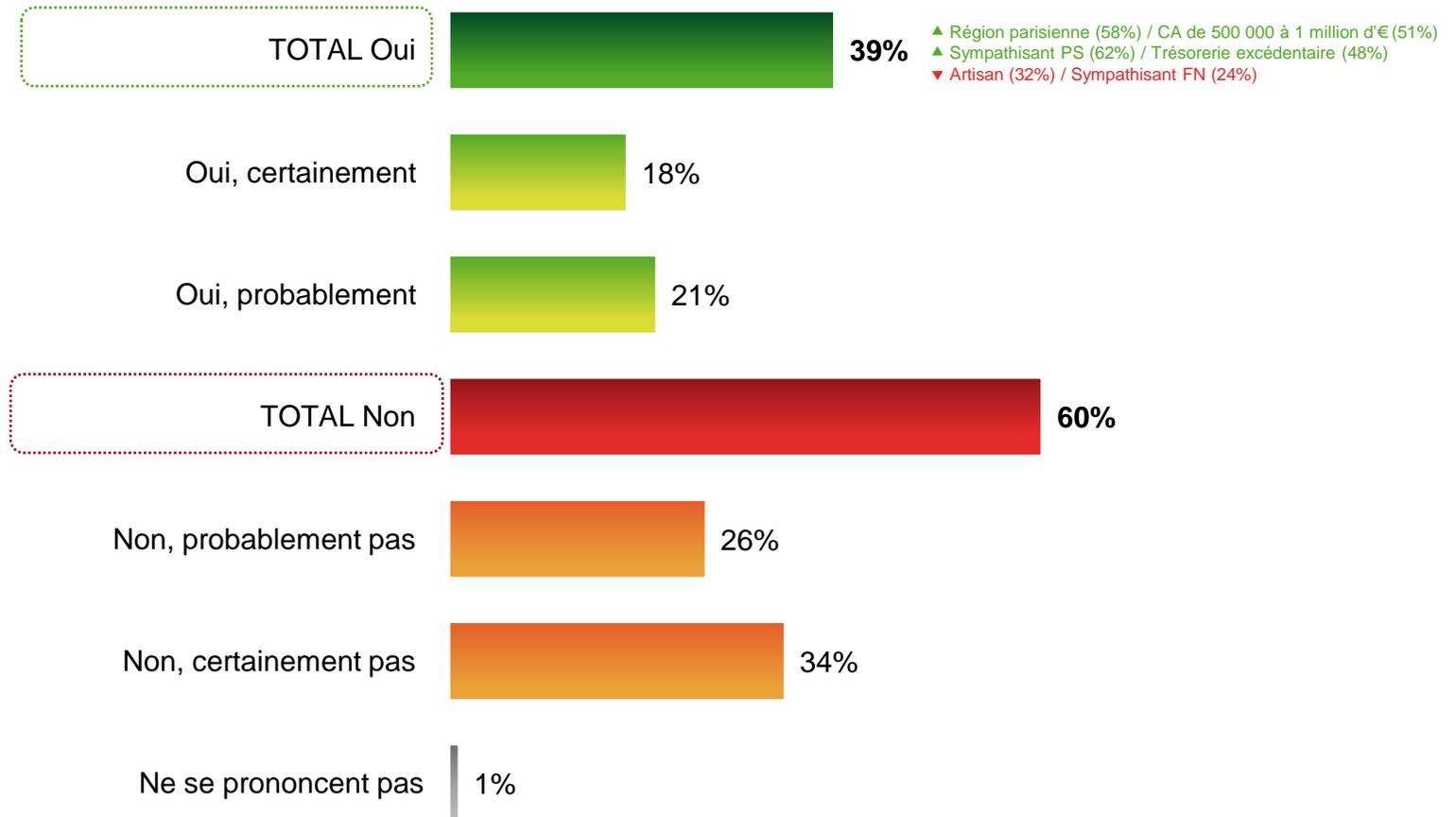
D'après ce que vous en savez, les migrants qui arrivent actuellement en Europe par milliers... ?



## La capacité de la France à intégrer son quota de migrants

Question

Diriez-vous que la France est en mesure de permettre l'intégration sociale et économique d'environ 24 000 personnes décidée dans le cadre des accords européens sur l'accueil des migrants ?



Base : ensemble des TPE

# La perception de l'intégration des populations d'origine étrangère

Question

Diriez-vous les populations d'origine étrangère en France.... ?

Parviennent bien à s'intégrer tout en conservant leur identité

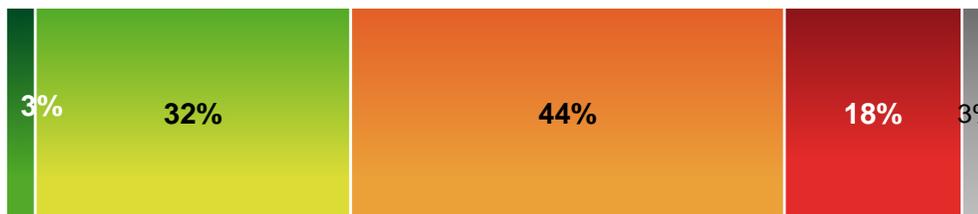
## Total Oui

**45%** ▲ 1 à 2 salariés (56%) / Hôtellerie (66%)  
 ▲ CA de 200 000 à 500 000 € (53%), CA de 500 000 à 1 million d'€ (54%) / Sympathisant PS (72%)  
 ▼ Industrie (38%) / Sympathisant FN (16%)



Adoptent très largement les valeurs de la société française

**35%** ▲ 1 à 2 salariés (43%) / Hôtellerie (57%) / Sympathisant PS (62%)  
 ▼ Commerce (28%) / CA de 100 000 à 200 000 € (23%)  
 ▼ Sympathisant LR (26%), Sympathisant FN (10%)



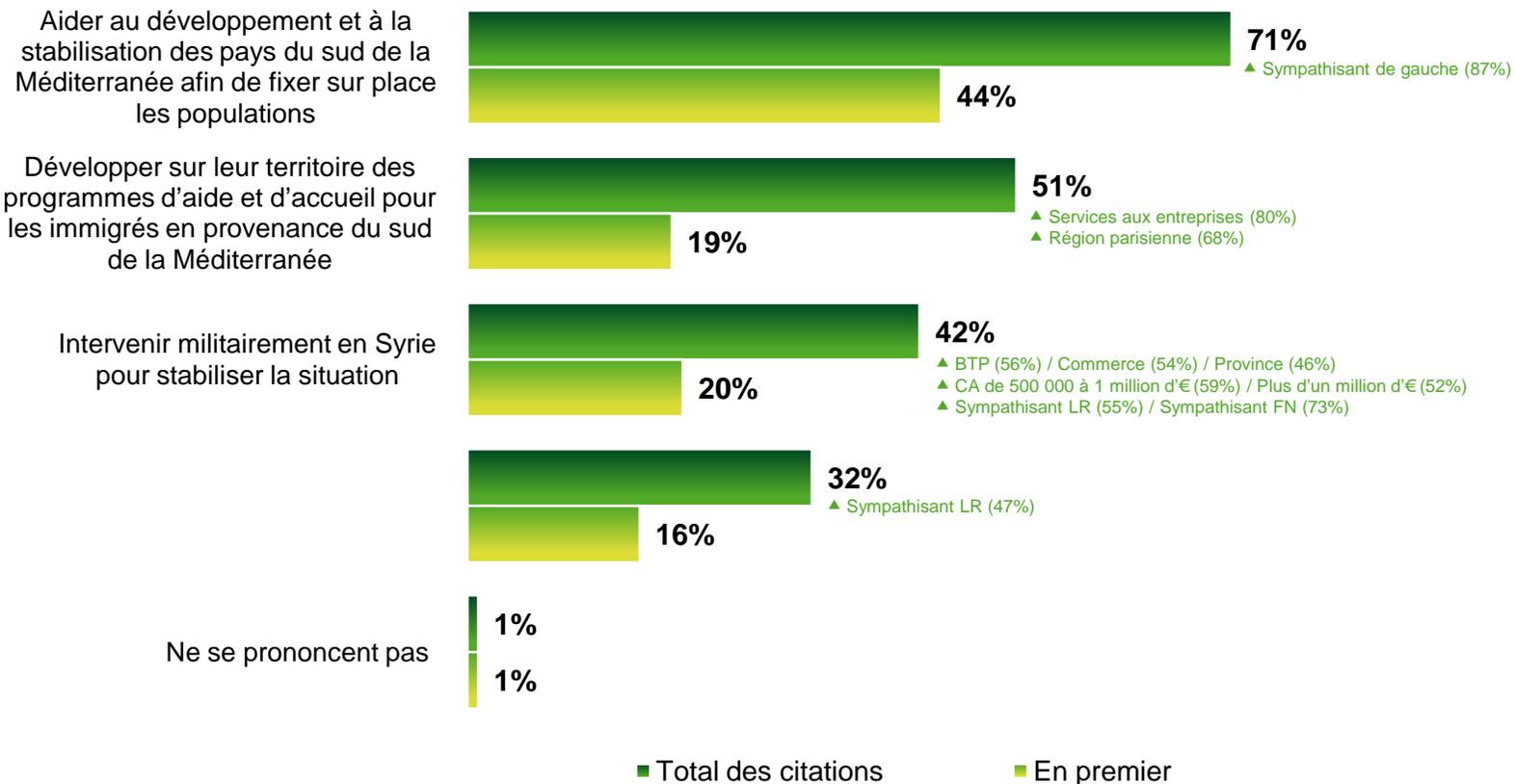
■ Oui, tout à fait    ■ Oui, plutôt    ■ Non, plutôt pas    ■ Non, pas du tout    ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

# L'action jugée la plus efficace pour résoudre la crise des migrants

Question

Depuis des mois, des migrants traversent par bateau la Méditerranée et arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques. Selon vous, les pays de l'Union Européenne devraient d'abord... ? En premier ? En second ?



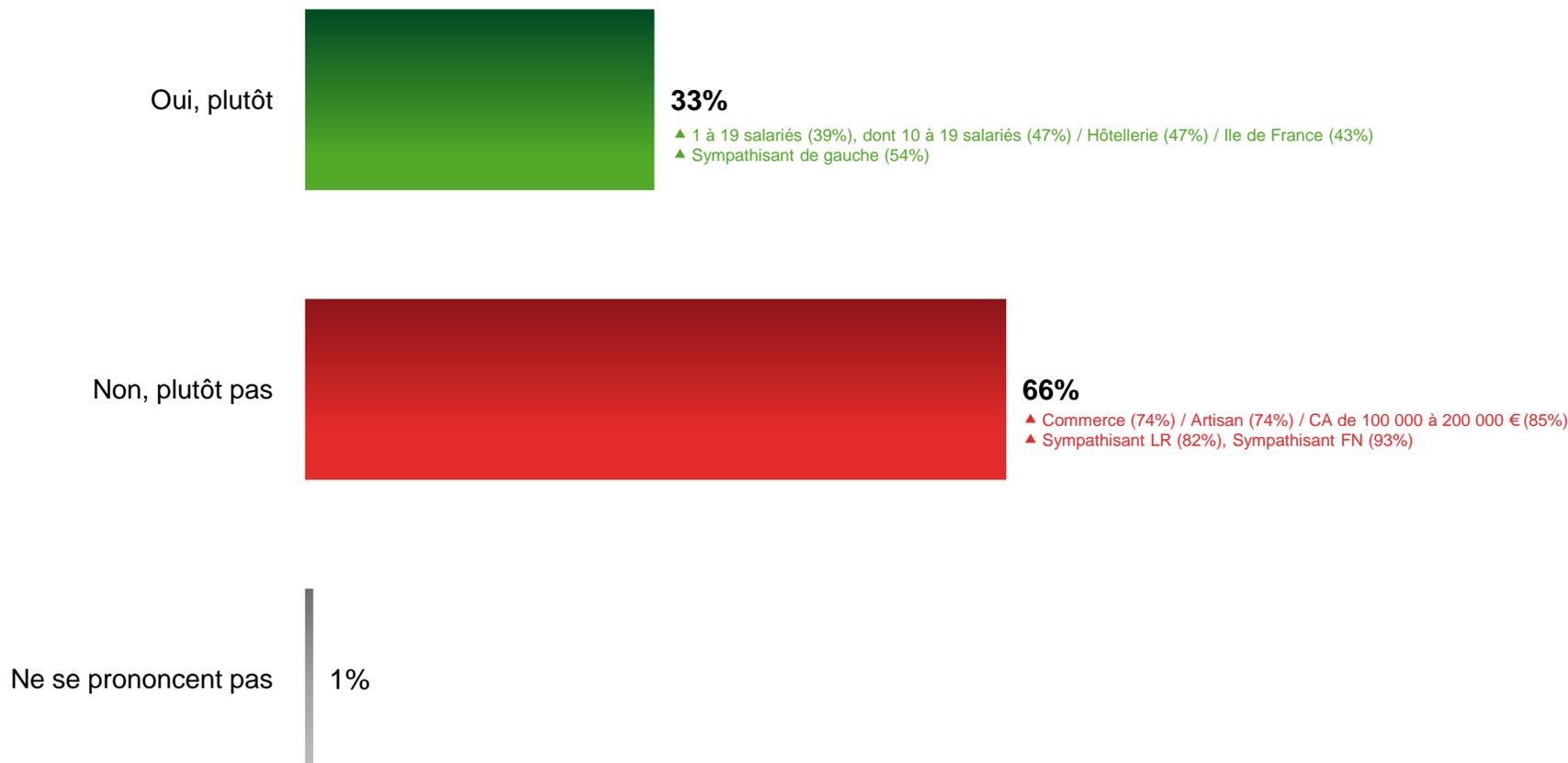
Ensemble des Français « Total des citations » sept. 2015*
59%
30%
54%
50%
-

(\*) Sondage Ifop pour la Fondation Jean Jaurès réalisé du 16 au 22 septembre 2015 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

## Recruter et accompagner un migrant en termes de formation

Question

Vous-même, seriez-vous prêt à recruter un salarié venu en France dans le cadre de l'accueil des migrants, en l'accompagnant en termes de formation linguistique pour l'apprentissage du français et/ou l'adaptation aux techniques de votre entreprise ?

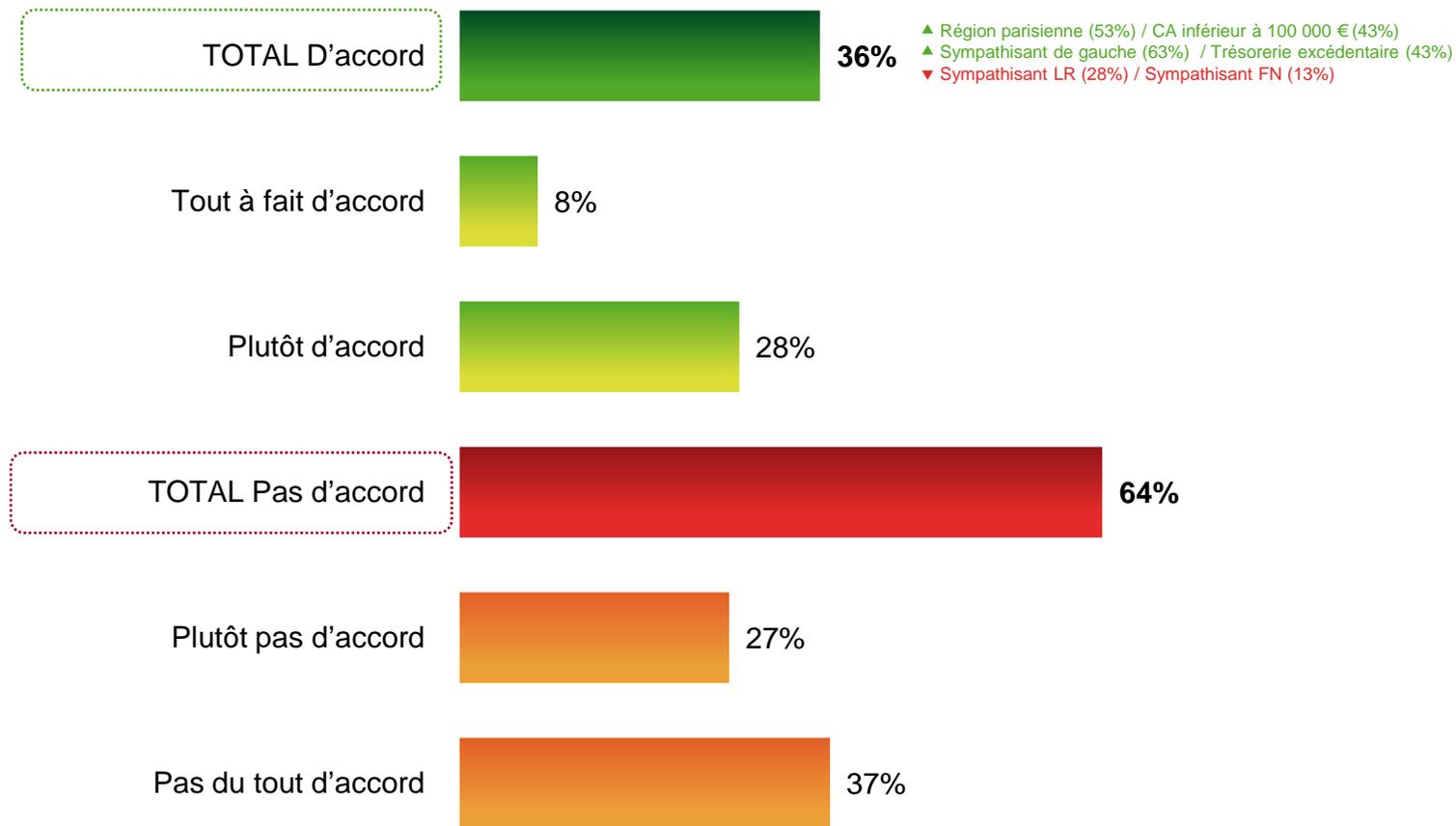


Base : ensemble des TPE

## L'immigration comme soutien de l'économie

Question

Certains économistes et démographes considèrent que, du fait du vieillissement de la population européenne et d'un taux de natalité faible, l'immigration sera à moyen terme nécessaire pour soutenir l'économie et la consommation et trouver une main d'œuvre suffisante. Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec cette vision ?



Base : ensemble des TPE

## 2. Les TPE et l'environnement à l'approche de la COP21

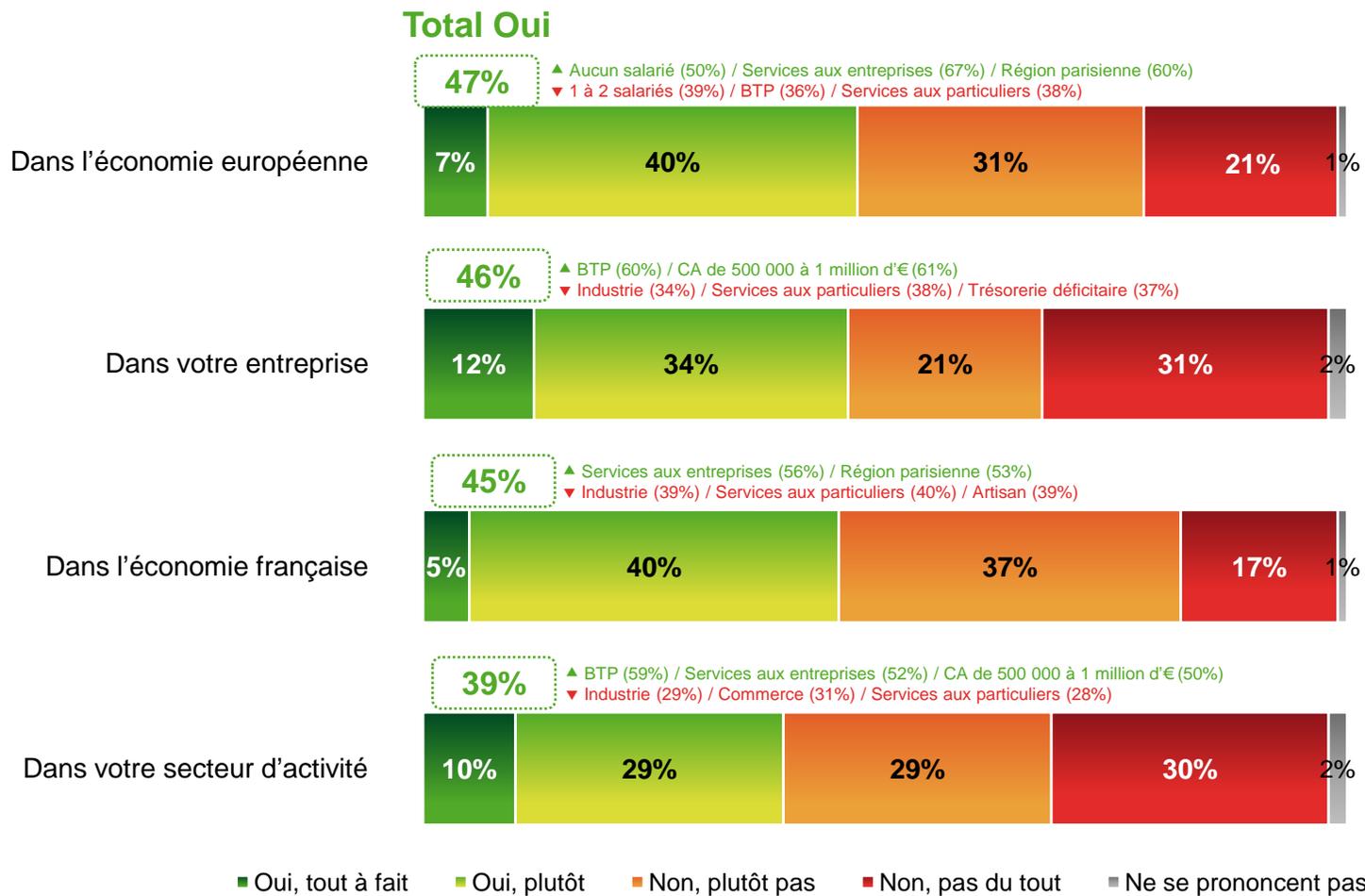
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

## La perception de la prise en compte des enjeux climatiques

Question

La conférence des Nations Unies pour le climat aura lieu cette année à Paris du 30 novembre au 11 décembre. Diriez-vous qu'au cours des trois dernières années, la prise en compte des enjeux liés au climat a progressé... ?

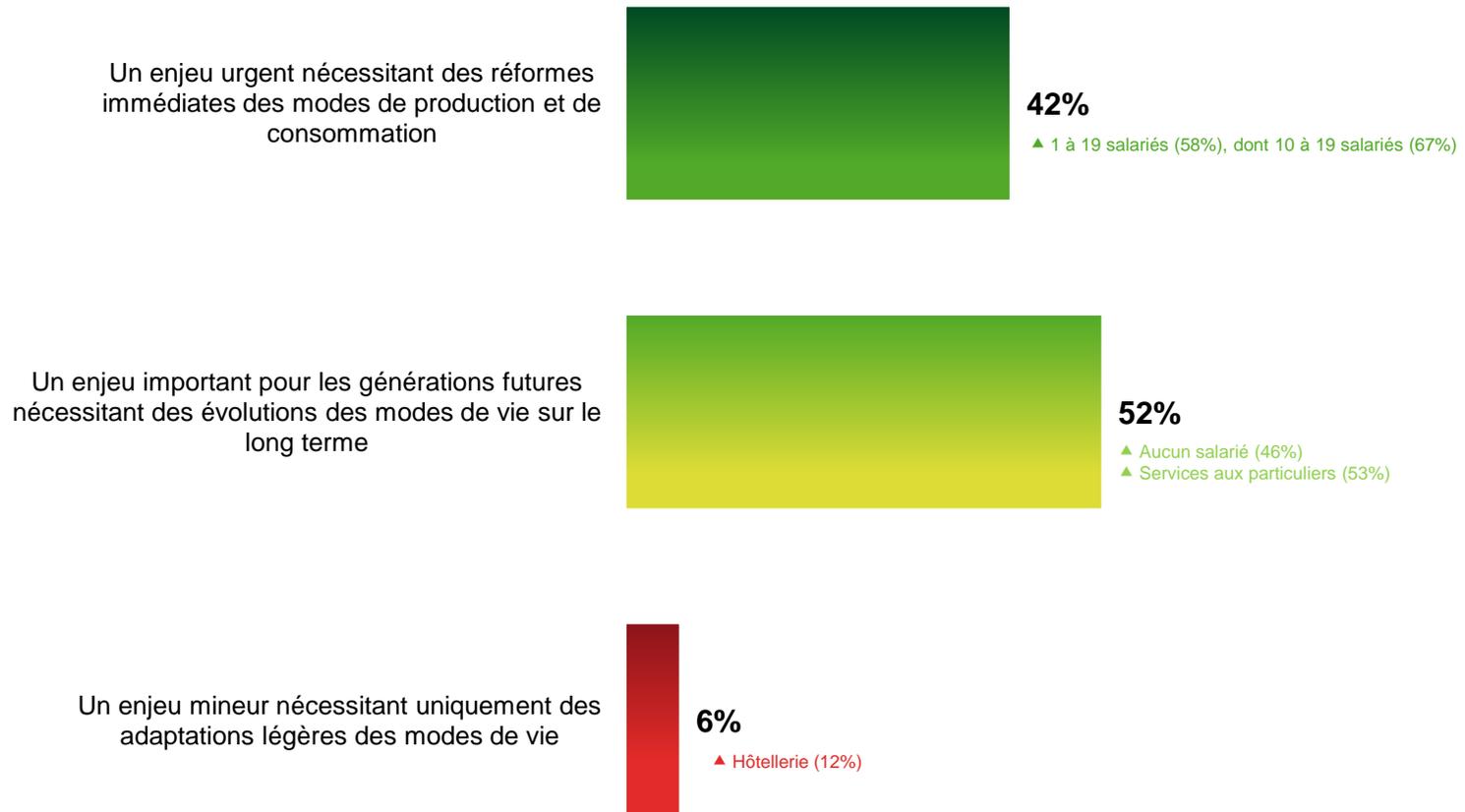


Base : ensemble des TPE

## L'importance accordée aux enjeux environnementaux en tant que citoyen

Question

Diriez-vous qu'en tant que citoyen, vous estimez que la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques est... ?

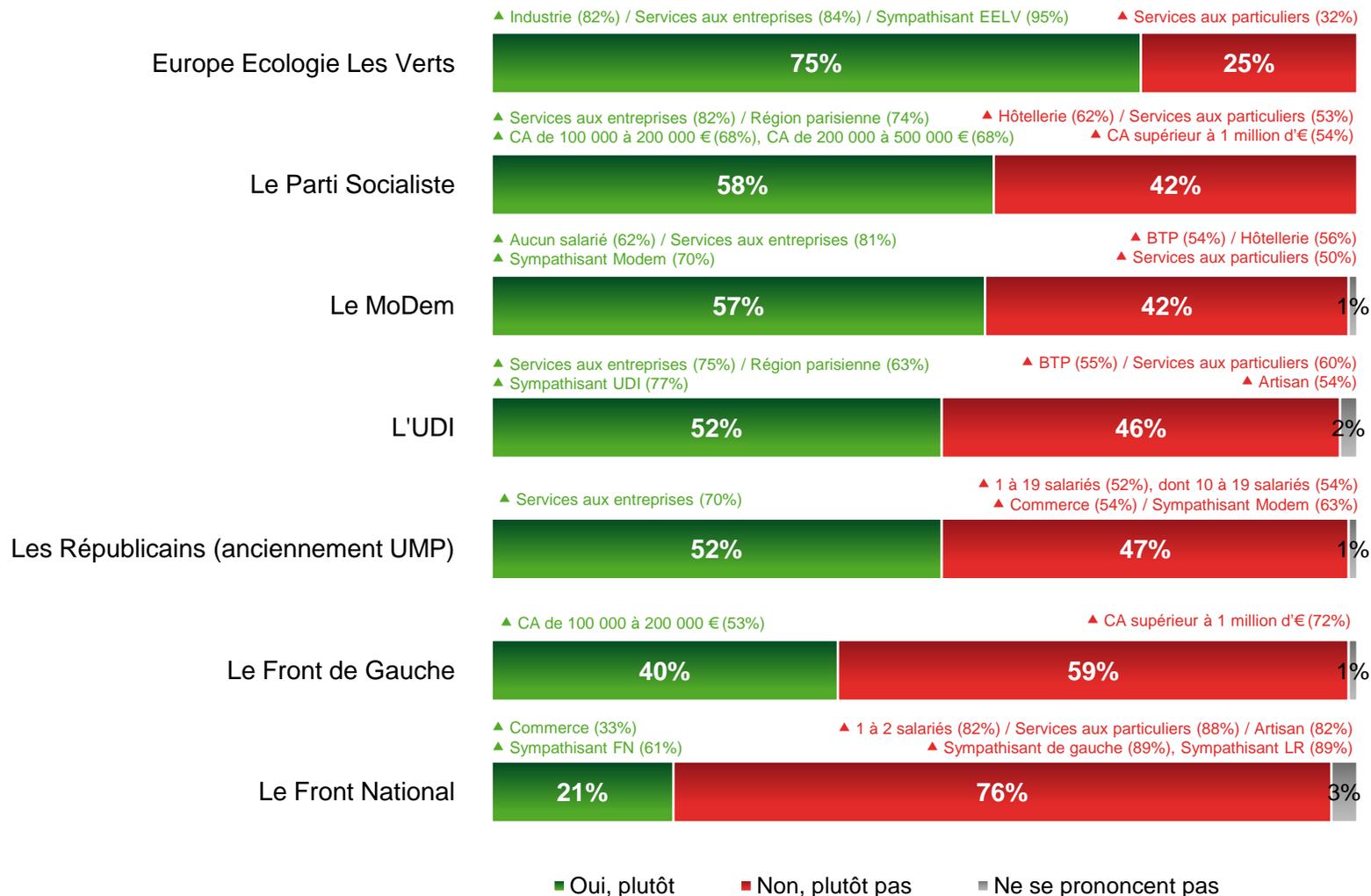


Base : à 50% de l'échantillon

# Problématiques environnementales et partis politiques

Question

Diriez-vous que les problématiques environnementales et écologiques sont une préoccupation importante pour chacun des partis suivants ?



Base : à 50% de l'échantillon

# Les bénéfices du traitement de la problématique environnementale

Question

Diriez-vous, la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques constitue pour l'économie française ... ?

Un moyen efficace de réduire la facture énergétique, notamment en limitant les importations de produits pétroliers



Des opportunités de croissance et de réduction du chômage



■ Oui    ■ Non    ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

## Les moyens pour réduire l'impact des activités des TPE sur l'environnement

Question

Afin de réduire l'impact négatif de vos activités sur l'environnement, seriez-vous prêt à mettre en place chacune des actions suivantes ?

Le recours à des véhicules professionnels hybrides ou électriques



Des solutions pour mieux maîtriser la consommation d'énergie dans vos locaux : électricité, eau, chauffage...



Un partenariat avec une entreprise, une association ou une organisation publique pour le recyclage des matériaux que vous utilisez : matières premières, équipements informatiques, machines...



Un changement de matériaux ou d'équipements pour votre production



Un audit de l'impact environnemental de vos activités



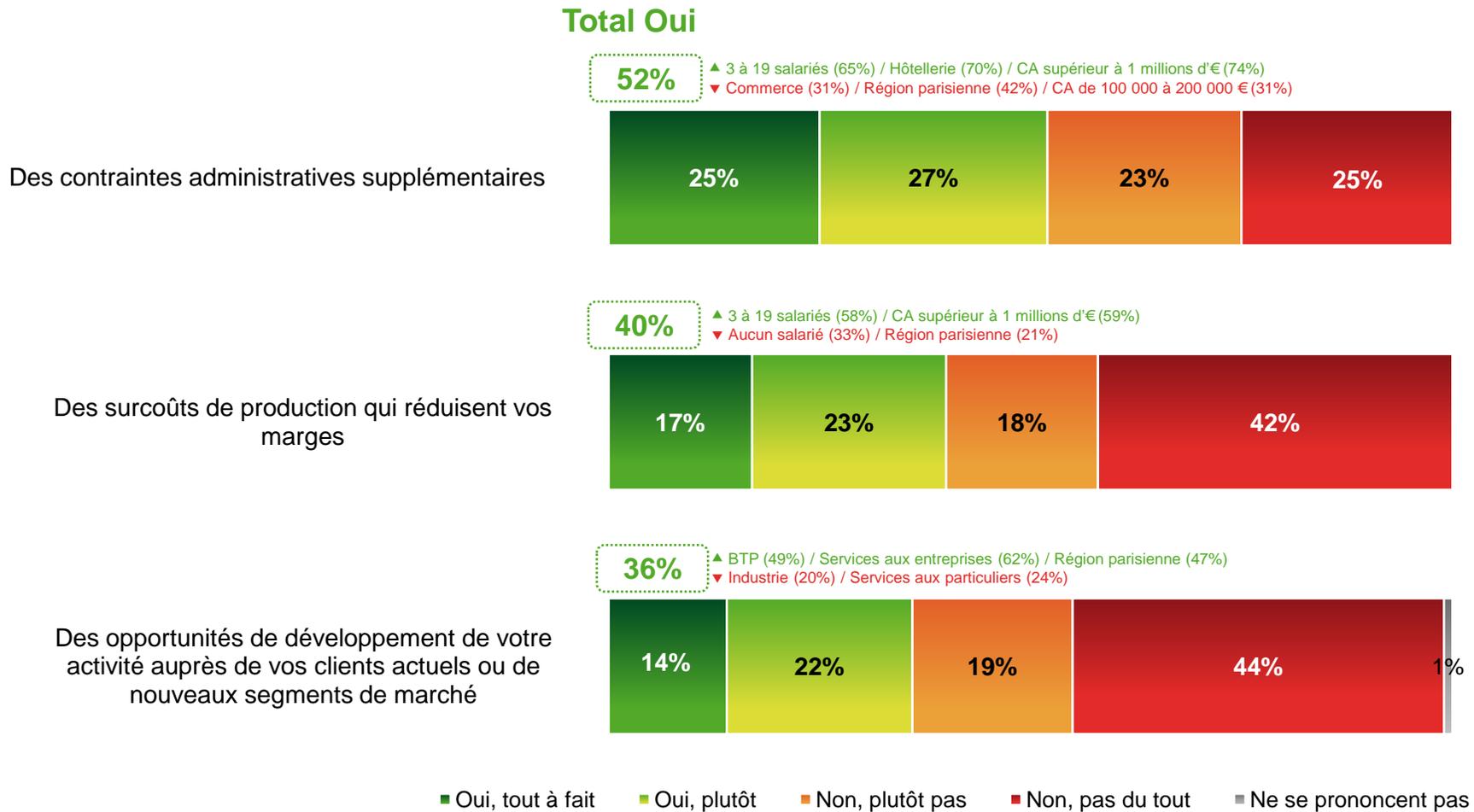
■ Oui    ■ Non    ■ Vous l'avez déjà mis en place    ■ Non concerné

Base : à 50% de l'échantillon

# L'impact de la prise en compte des problématiques environnementales

Question

Diriez-vous que la prise en compte des problématiques environnementales et écologiques représente au sein de votre entreprise....?



Base : à 50% de l'échantillon

## 3. La réforme du code du travail

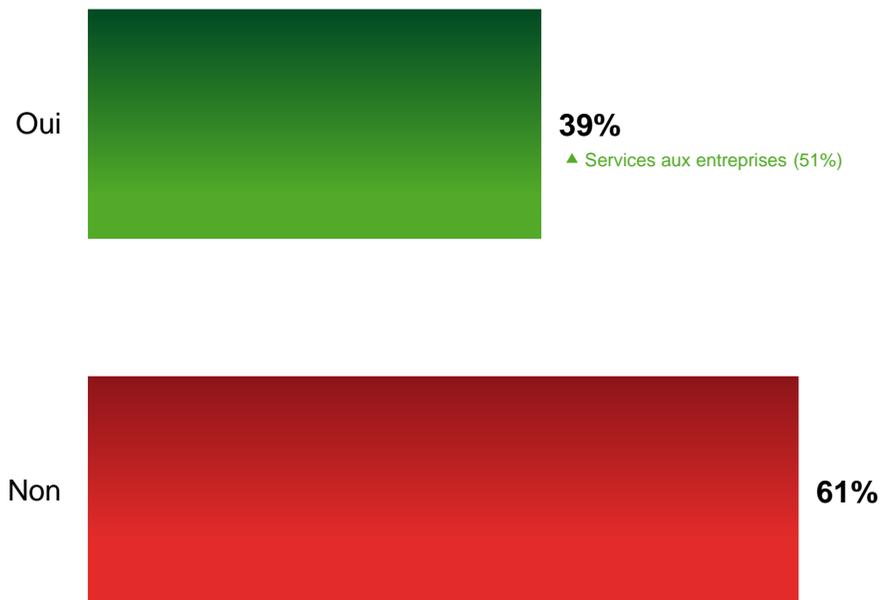
### Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

## La notoriété de la réforme du travail annoncée par François Hollande

### Question

Lors de sa conférence de presse du 7 septembre 2015, François Hollande a annoncé une réforme du code du travail fondée sur les propositions du rapport Combrexelle qui a été rendu public le 10 septembre. Avez-vous entendu parler de ce projet de réforme ?

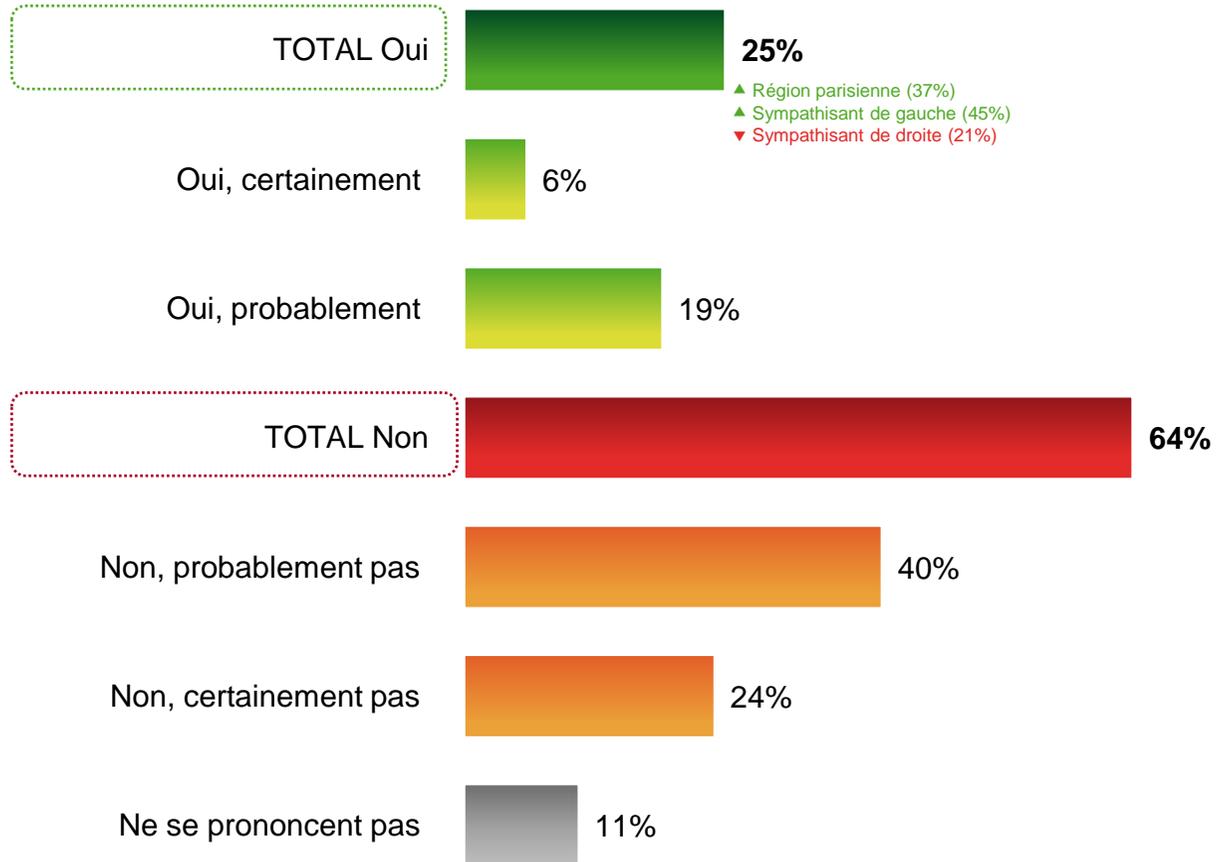


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

# Le pronostic sur la mise en place à court terme de la réforme du travail

Question

Selon vous, cette réforme sera-t-elle effective à court ou moyen terme ?

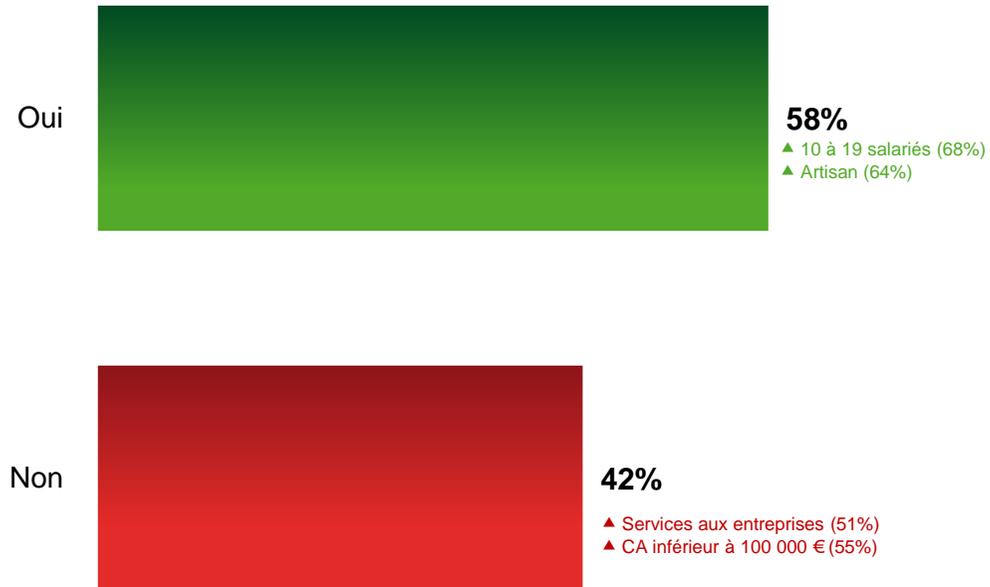


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

## La présence dans l'entreprise d'un exemplaire récent du code du travail

Question

Disposez-vous d'un code du travail récent au sein de votre entreprise, que ce soit sous format papier ou numérique ?

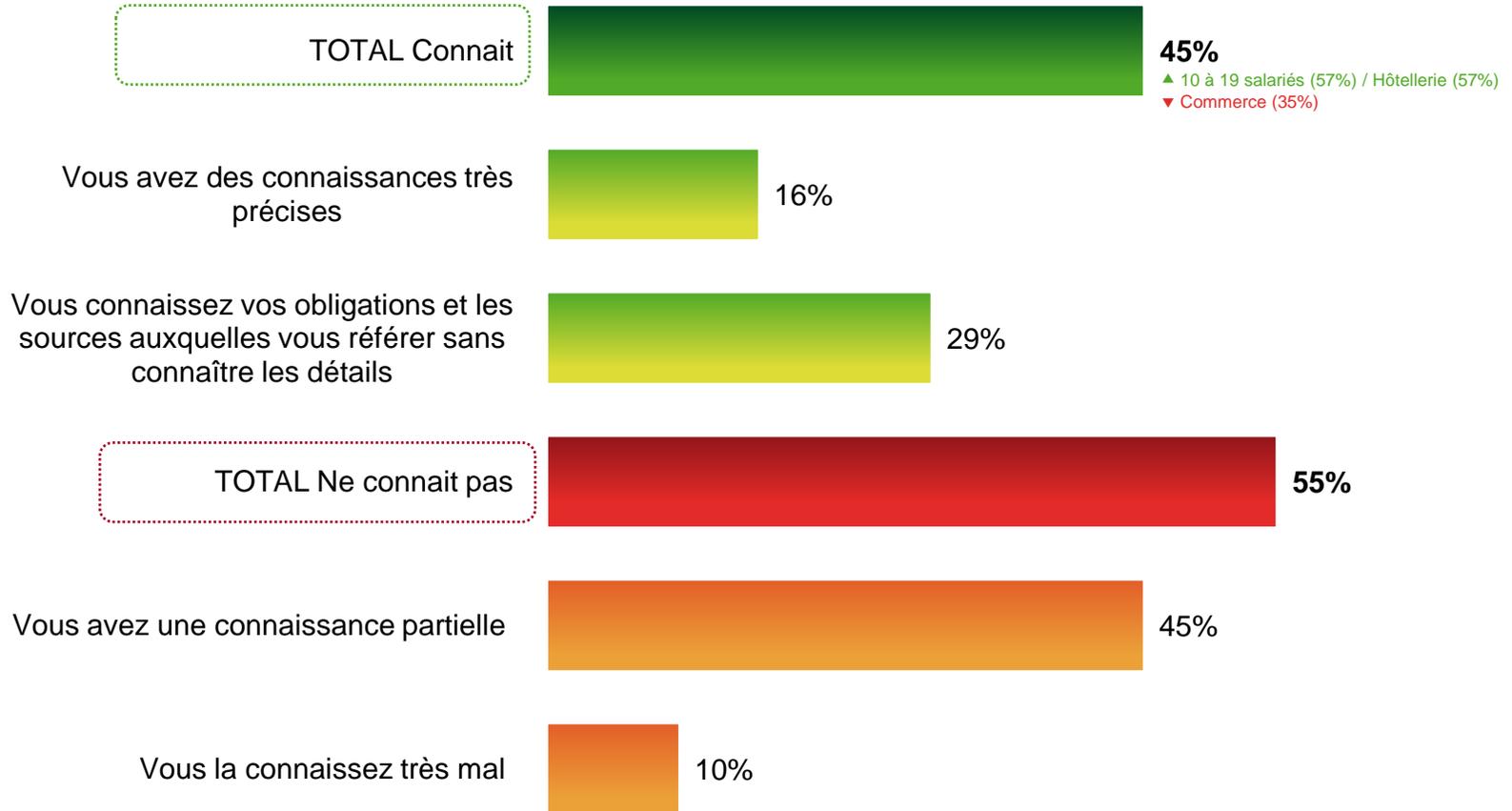


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

# Le niveau de connaissance générale de la réglementation du travail

Question

En ce qui concerne la réglementation du travail qui s'applique dans votre entreprise, diriez-vous que ... ?

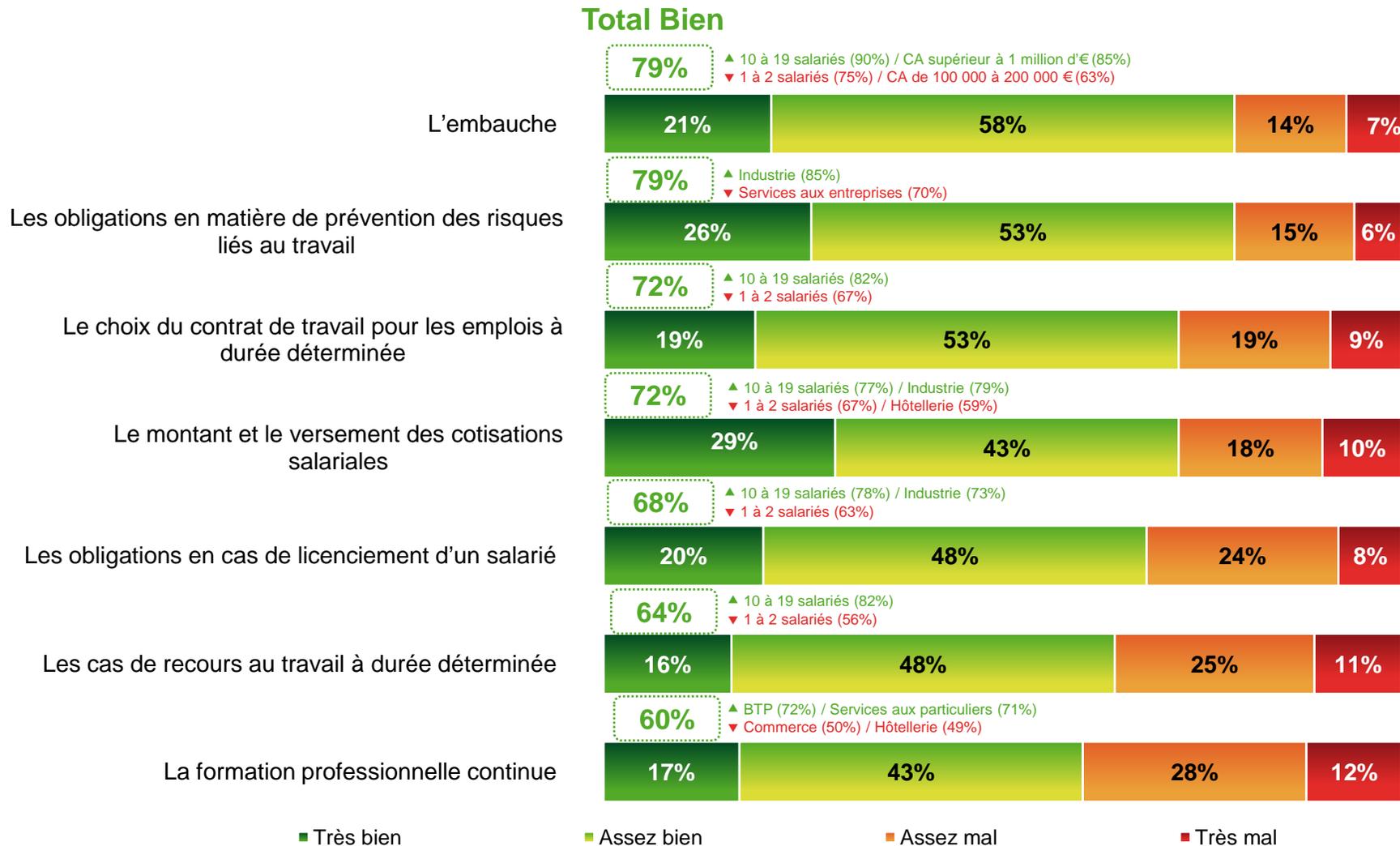


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

# Le niveau de connaissance détaillée de la réglementation du travail

Question

Diriez-vous que vous connaissez bien ou mal la réglementation du travail dans chacun des domaines suivants ?

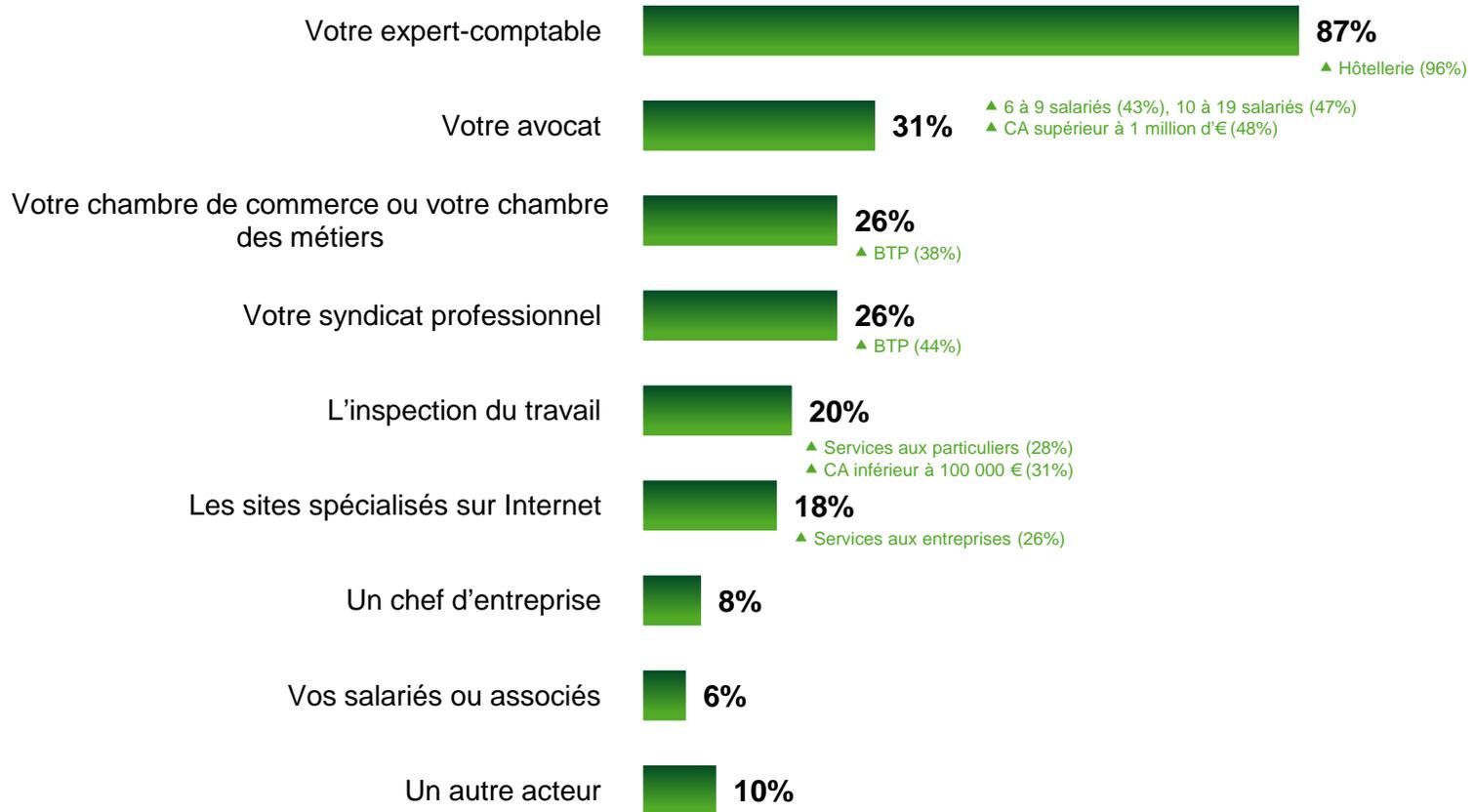


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

## Les acteurs sollicités en cas de difficulté liée à la réglementation du travail

Question

Lorsque vous avez une question ou une difficulté liée à la réglementation du travail, à quels principaux acteurs faites-vous appel ?

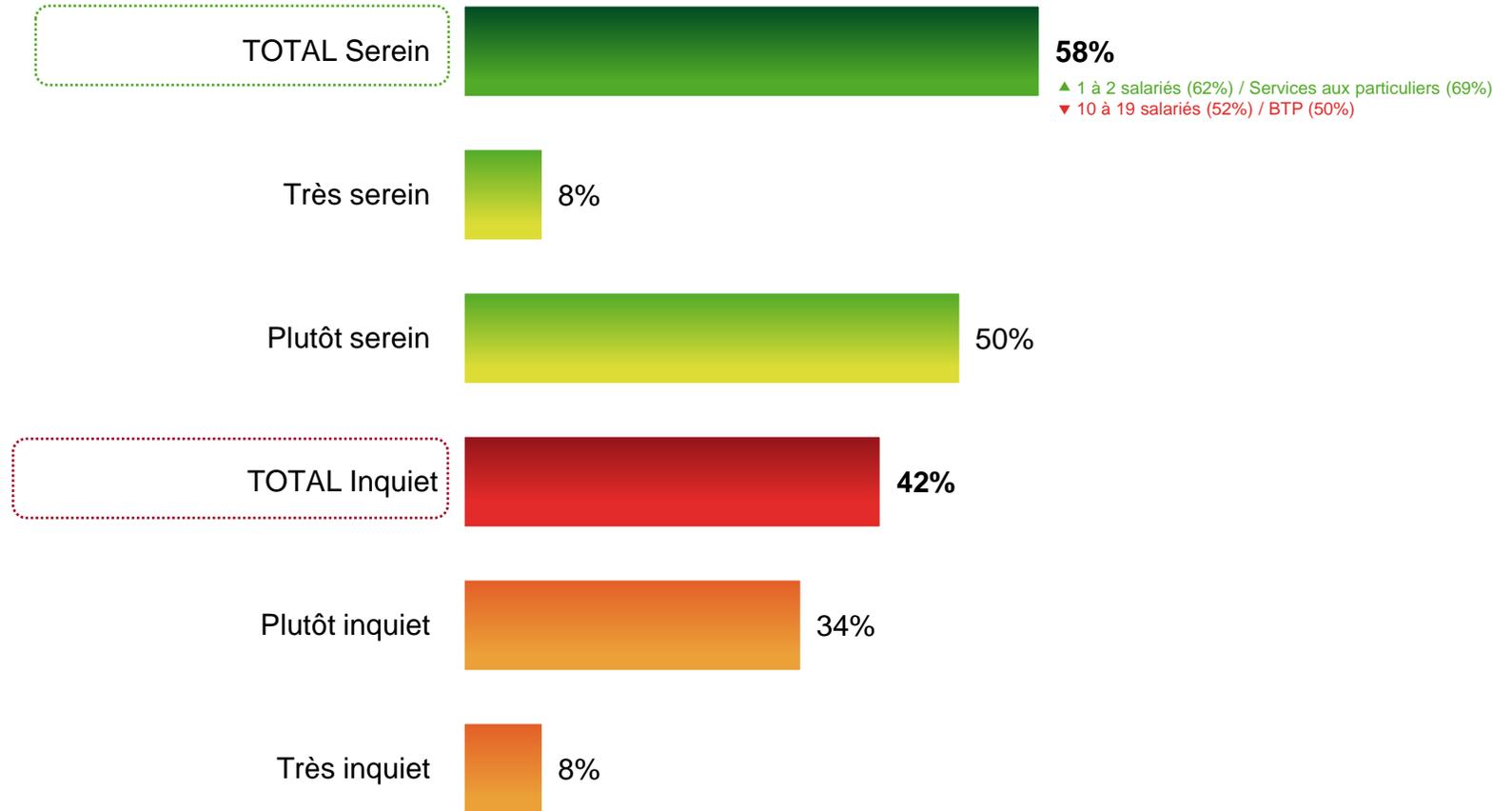


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

# Le niveau de sérénité face à un problème lié à la réglementation du travail

Question

Lorsque vous devez traiter un sujet lié à la réglementation du travail, diriez-vous que vous êtes... ?

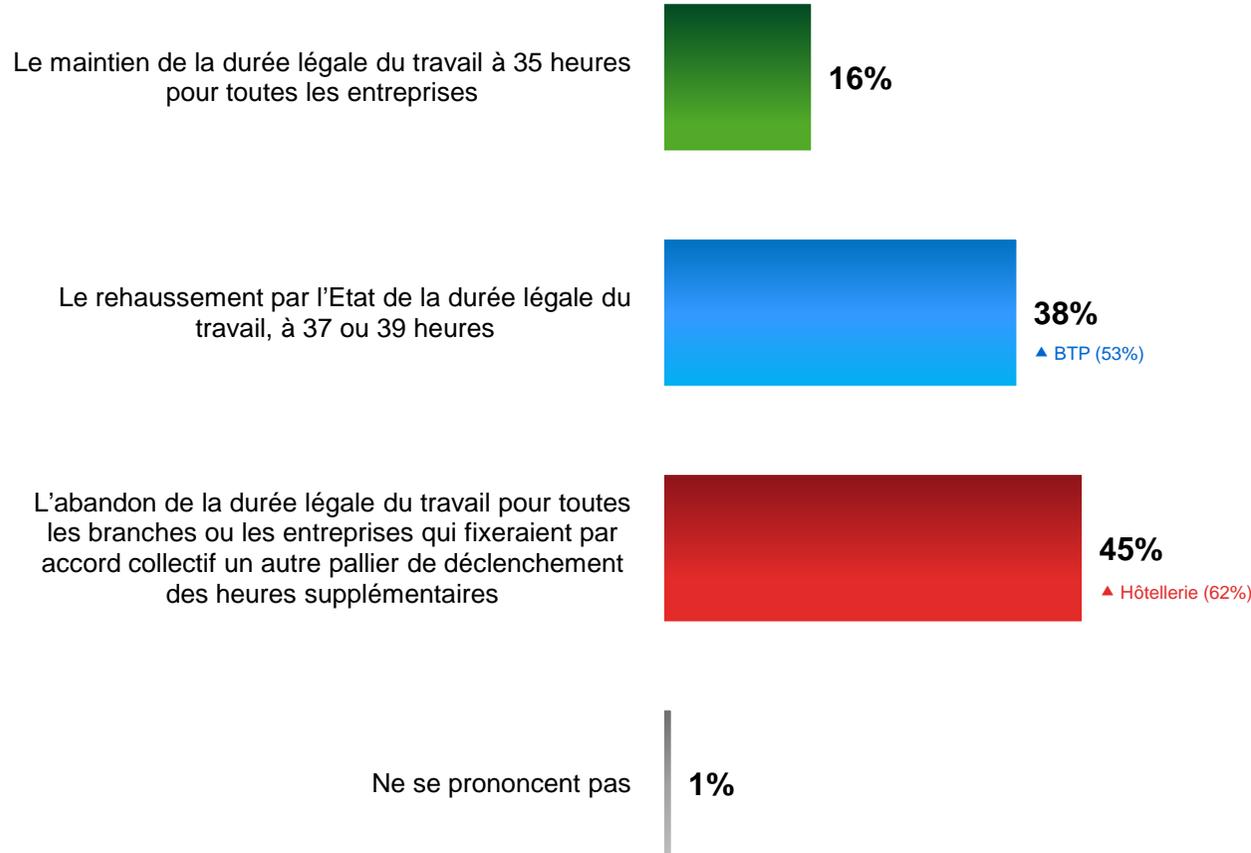


Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

## La perspective privilégiée au sujet de la durée légale du travail

### Question

Lors de cette conférence de presse du 7 septembre 2015, François Hollande a également précisé qu'il n'y aura pas de remise en cause de la durée légale des 35 heures. Cette durée légale sert de palier au déclenchement des heures supplémentaires, c'est-à-dire pour la majoration des salaires et le calcul du contingent maximum d'heures supplémentaires. Quant à vous, quelles solutions préféreriez-vous ?



Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié

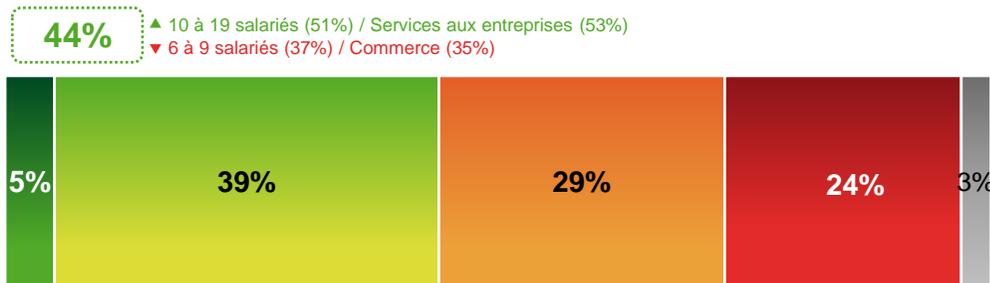
# L'efficacité perçue des différentes propositions du rapport Combrexelle

Question

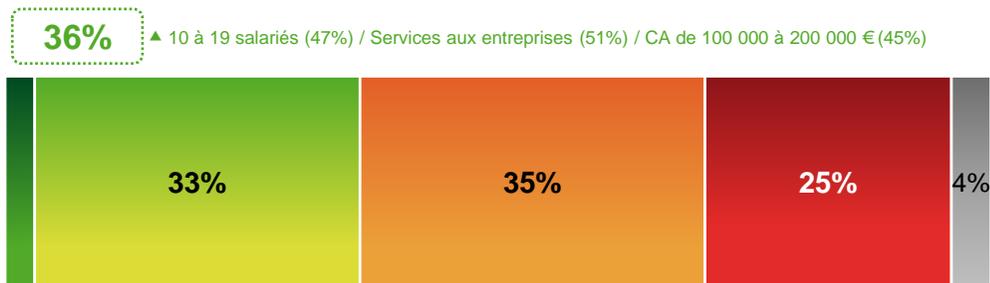
Pour chacune des propositions suivantes du rapport Combrexelle, diriez-vous qu'elle sera efficace ou pas efficace pour inciter des chefs d'entreprise comme la vôtre à embaucher ?

## Total Efficace

La fusion des branches représentant moins de 5000 salariés pour limiter le nombre de conventions collectives



La proposition par les branches d'accord clé en main pour les TPE, adoptées ensuite par référendum



■ Très efficace    ■ Plutôt efficace    ■ Plutôt pas efficace    ■ Pas du tout efficace    ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

# La fiscalité

## Note de lecture

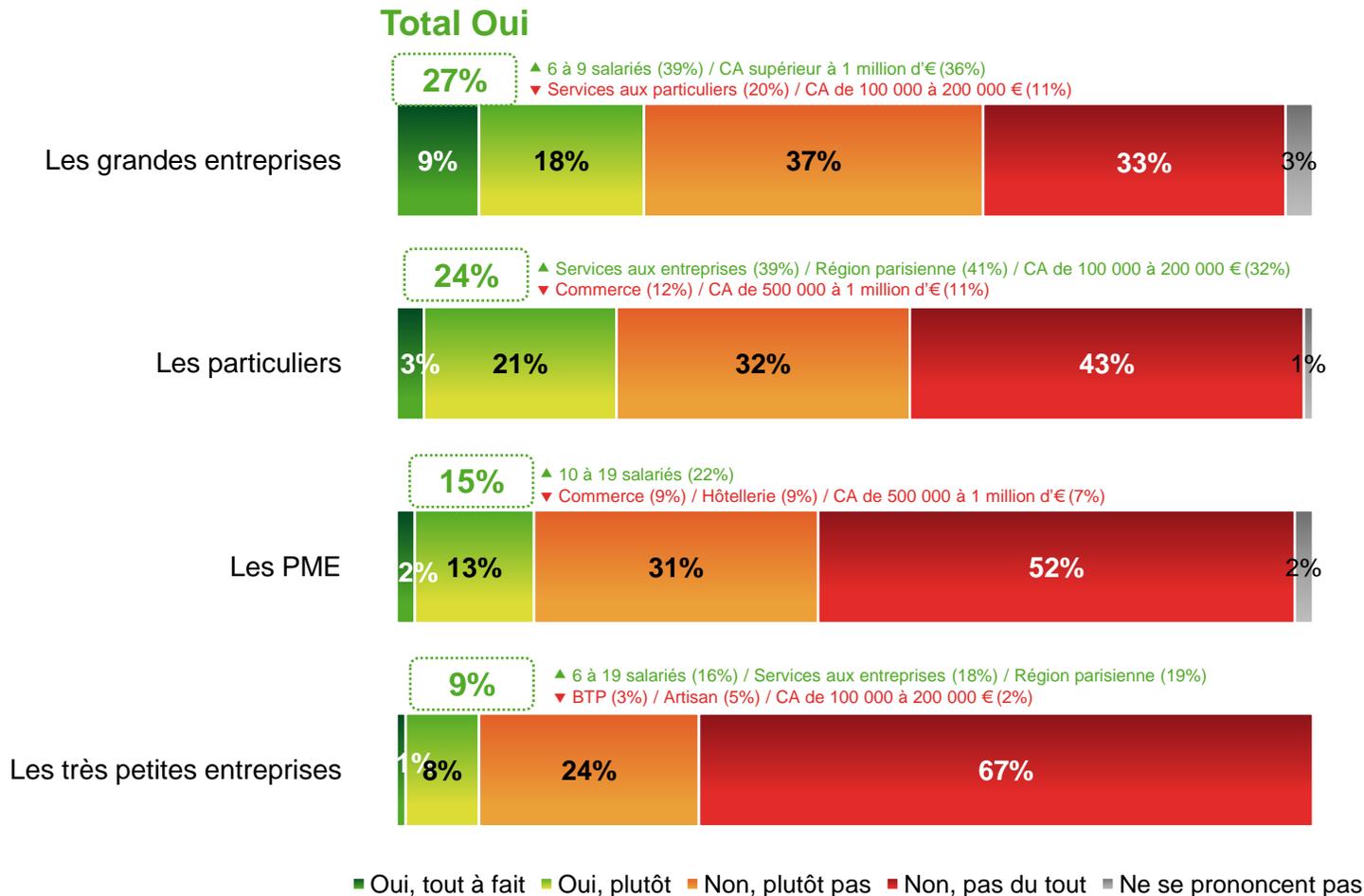
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

# L'adéquation des mesures fiscales à la situation économique actuelle

Question

Diriez-vous que les mesures fiscales décidées par le gouvernement sont adaptées à la situation économique actuelle en ce qui concerne... ?

Rappel  
« Total oui »  
octobre 2013

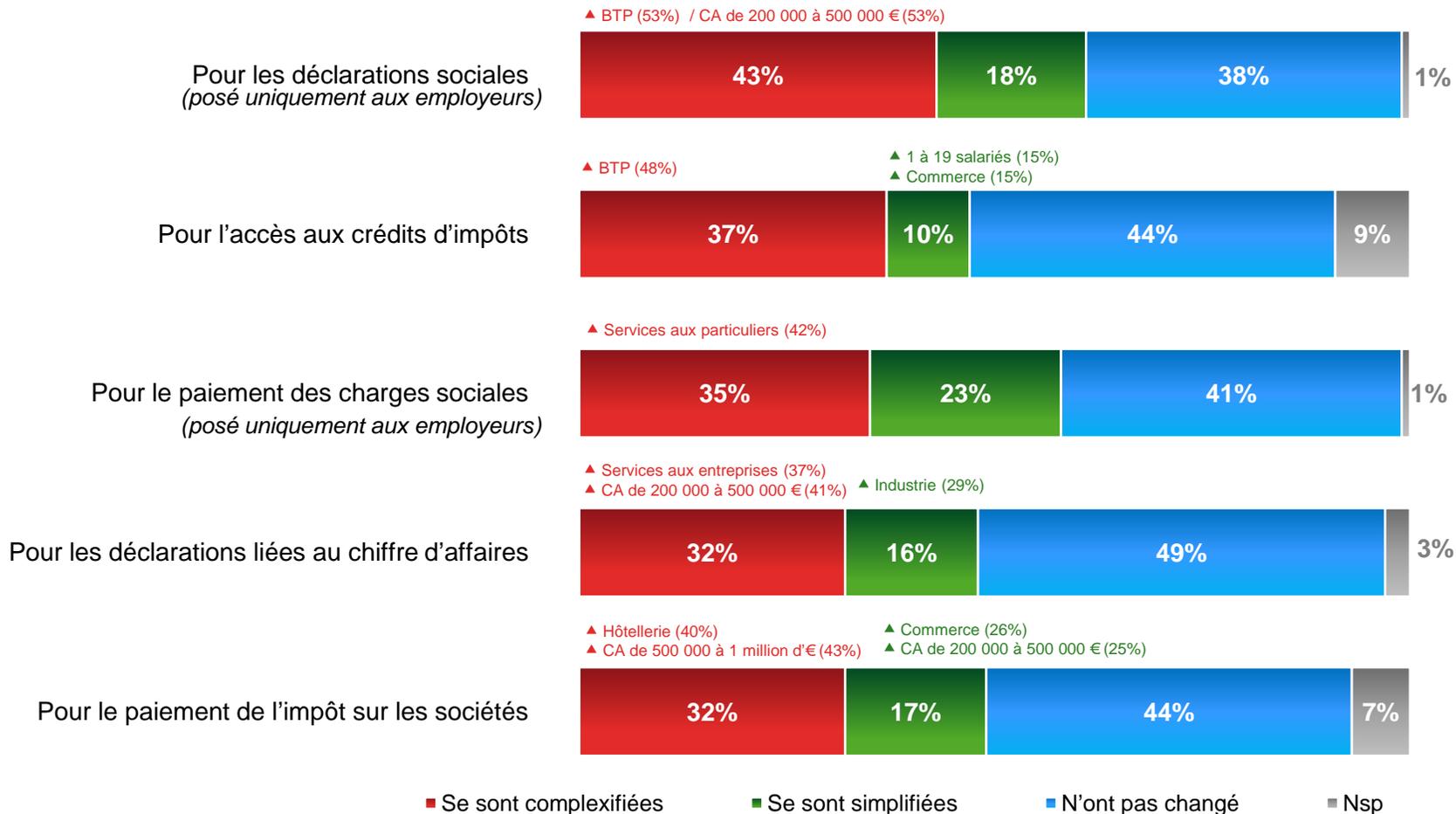


31%
10%
12%
9%

## Les démarches fiscales au cours des trois dernières années

Question

Diriez-vous qu'au cours des trois dernières années, les démarches fiscales se sont complexifiées, se sont simplifiées ou n'ont pas changé... ?

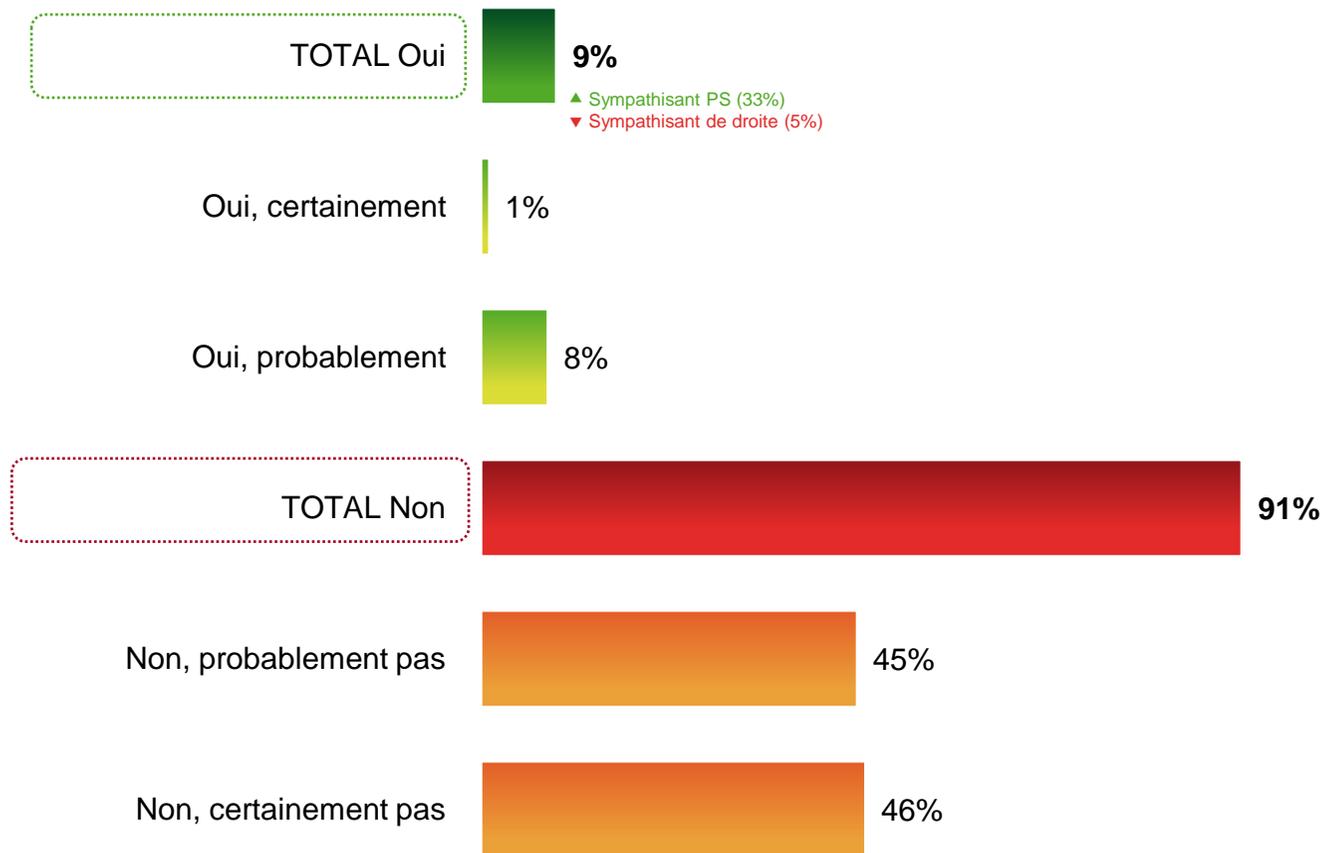


Base : à 50% de l'échantillon

## La réduction des déficits à 3,3% du PIB en 2016

Question

Le projet de loi de finances pour 2016 prévoit une réduction des déficits à 3,3% du PIB. Selon vous, cet objectif sera-t-il atteint ?

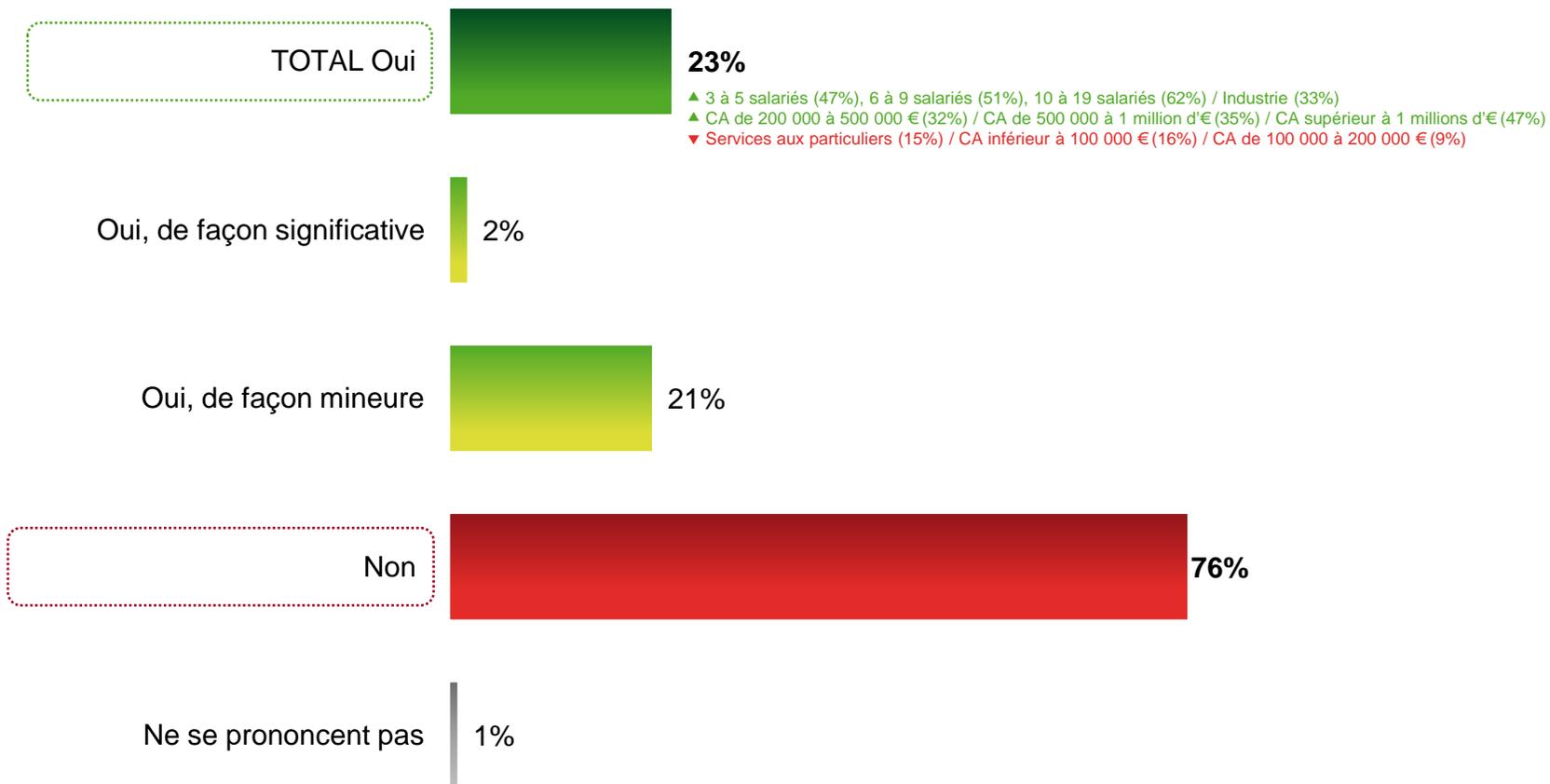


Base : aux TPE employeurs

## Le bénéfice de la diminution des impôts et cotisations sociales

Question

Le gouvernement a diminué les impôts et cotisations sociales des entreprises à hauteur de 14 milliards d'euros en 2015. Votre entreprise en a-t-elle bénéficié ?

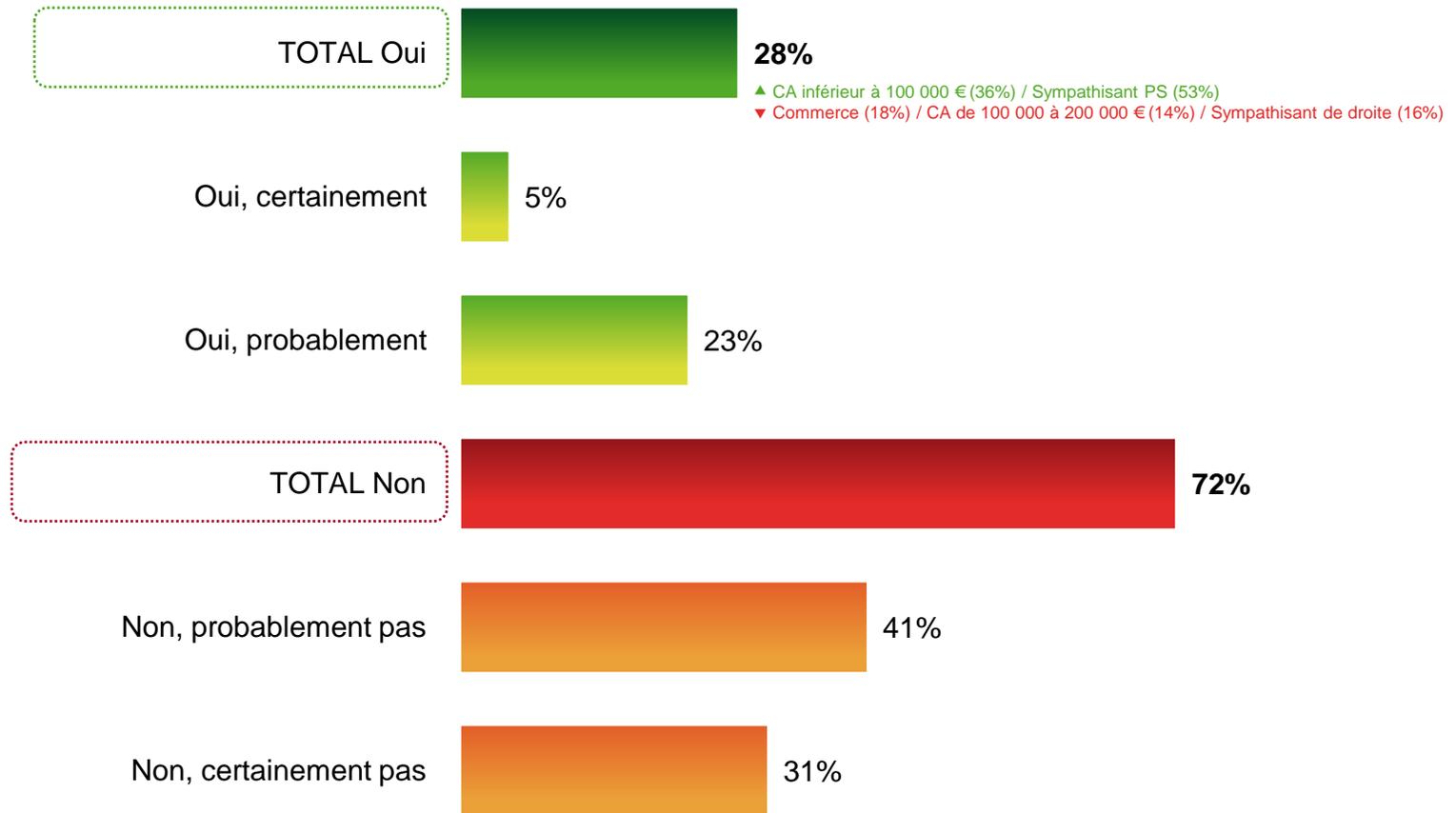


Base : aux TPE employeurs

## Baisse des impôts et des charges sociales en 2016 : quelle efficacité ?

Question

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2016, le gouvernement prévoit une nouvelle baisse des impôts et cotisations sociales des entreprises à hauteur de 9 milliards d'euros, et un maintien de ses autres chantiers prioritaires en matière de sécurité, de justice, de culture et d'éducation permis par la maîtrise de la dépense publique. Selon vous, cette politique sera-t-elle efficace pour relancer la croissance durablement ?



Base : aux TPE employeurs

# Les TPE et les élections régionales

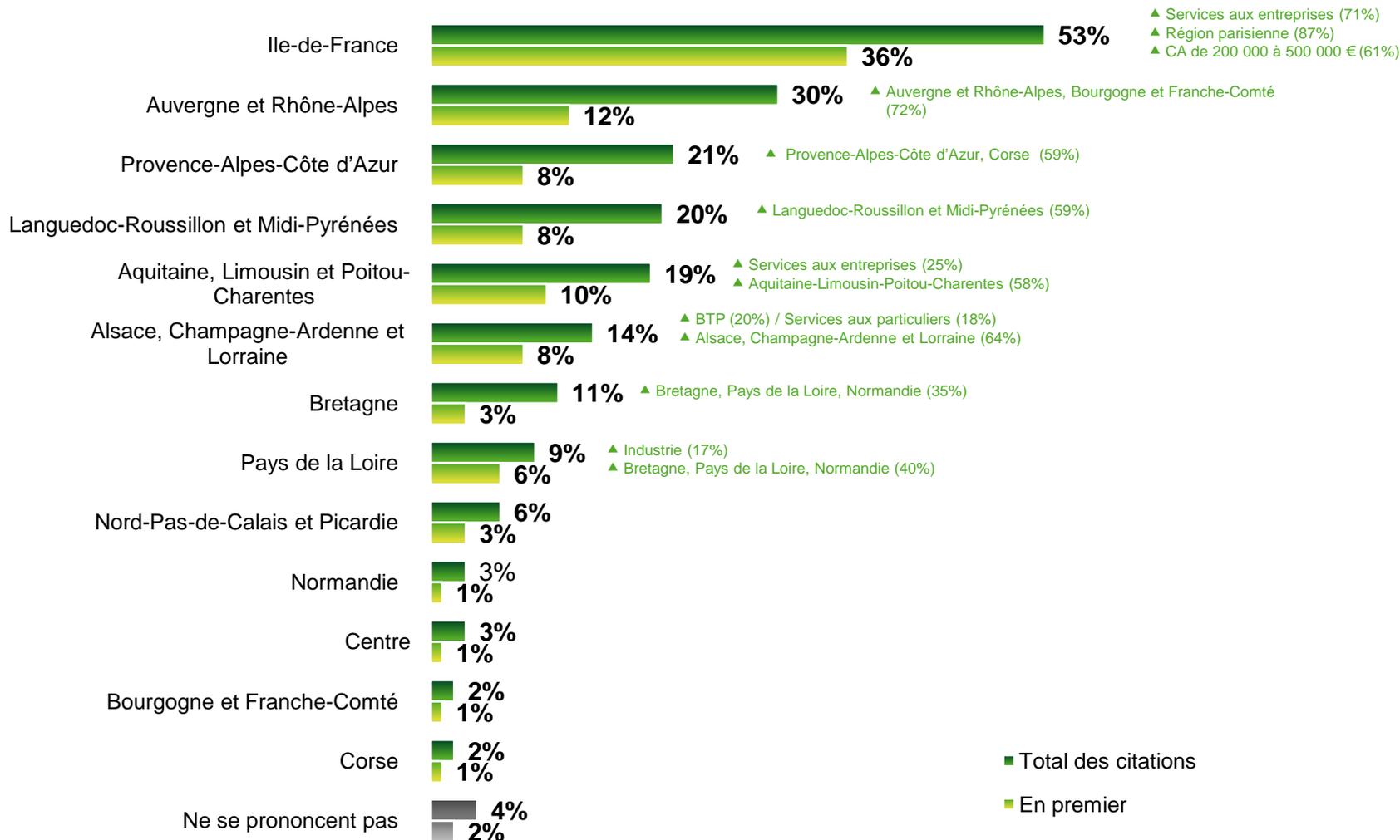
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

## La région la plus attractive économiquement

Question

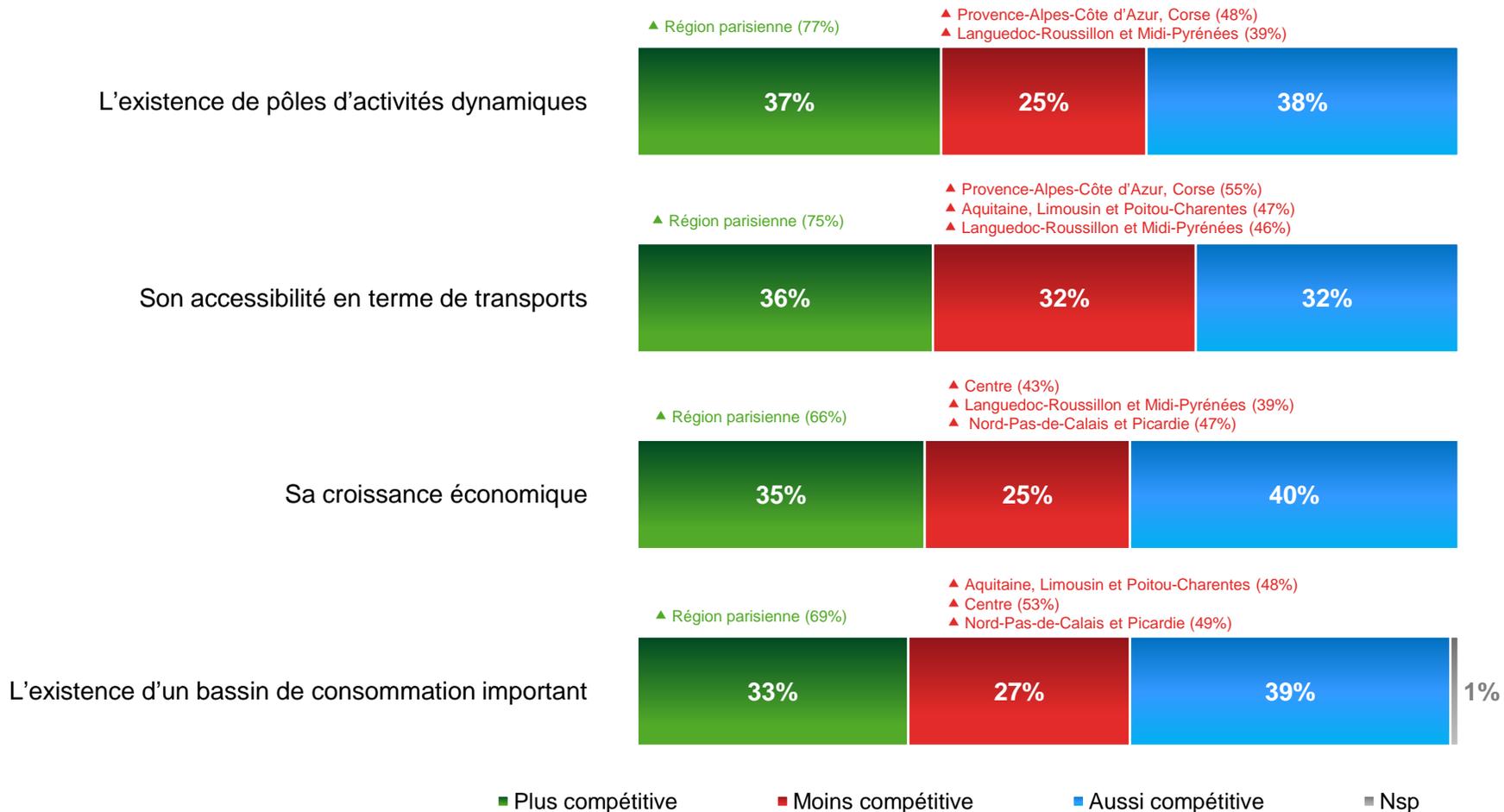
Parmi les 13 nouvelles régions françaises, laquelle vous apparaît économiquement la plus attractive ? En premier ?  
 En second ?



# La compétitivité d'une région comparée aux autres régions françaises

Question

Diriez-vous que votre région est plus, moins, ou aussi compétitive que la moyenne des régions française en ce qui concerne... ?

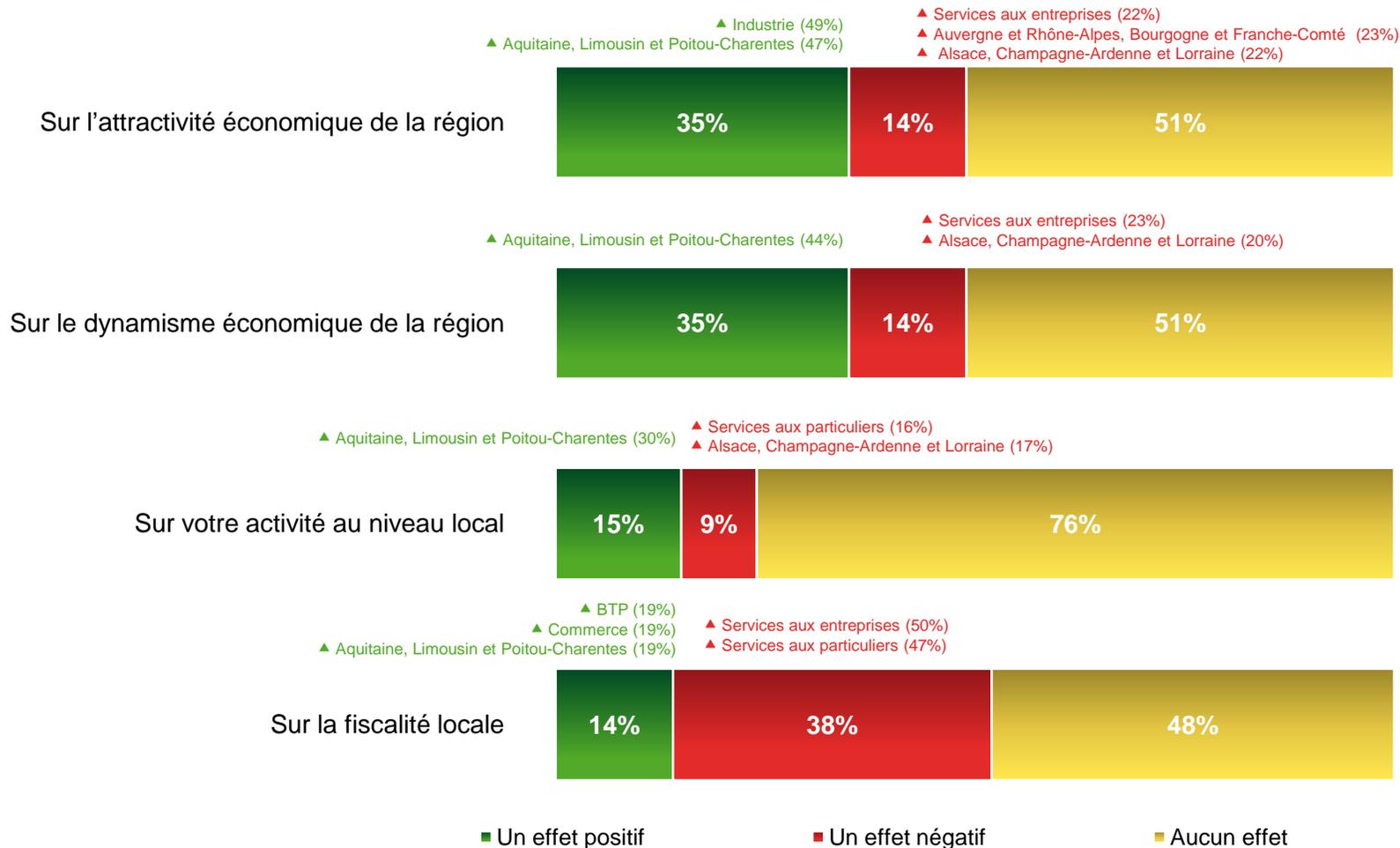


Base : ensemble des TPE

# L'impact perçu de l'évolution du périmètre de la région

Question

Diriez-vous que l'évolution du périmètre de votre région va avoir un effet positif, un effet négatif ou aucun effet... ?

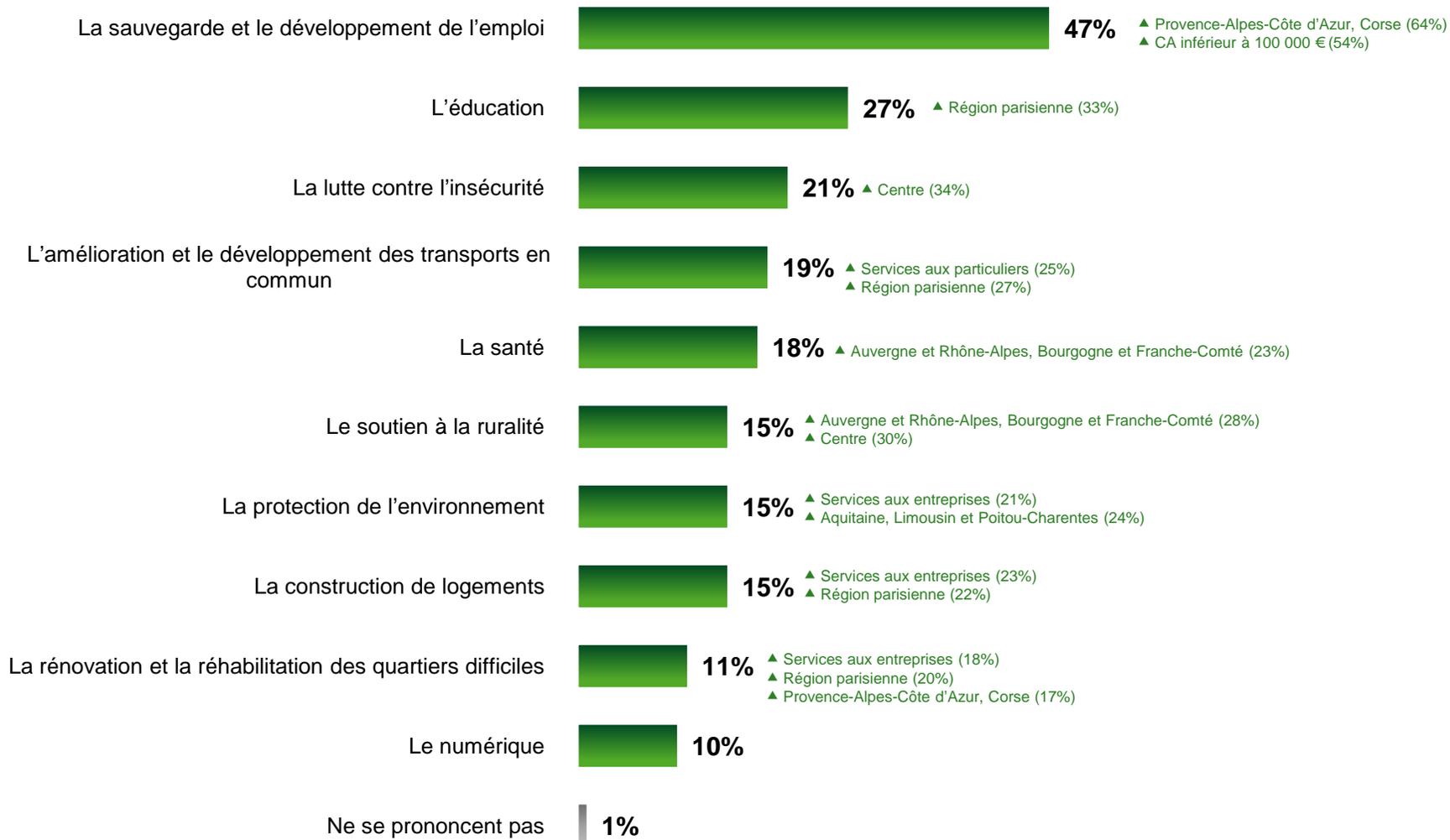


Base : patrons de TPE dont la région a changé de périmètre

## Les axes de développement jugés prioritaires pour les régions

Question

Parmi les dossiers suivants, quels sont les deux qui vous semblent prioritaires pour votre région ?

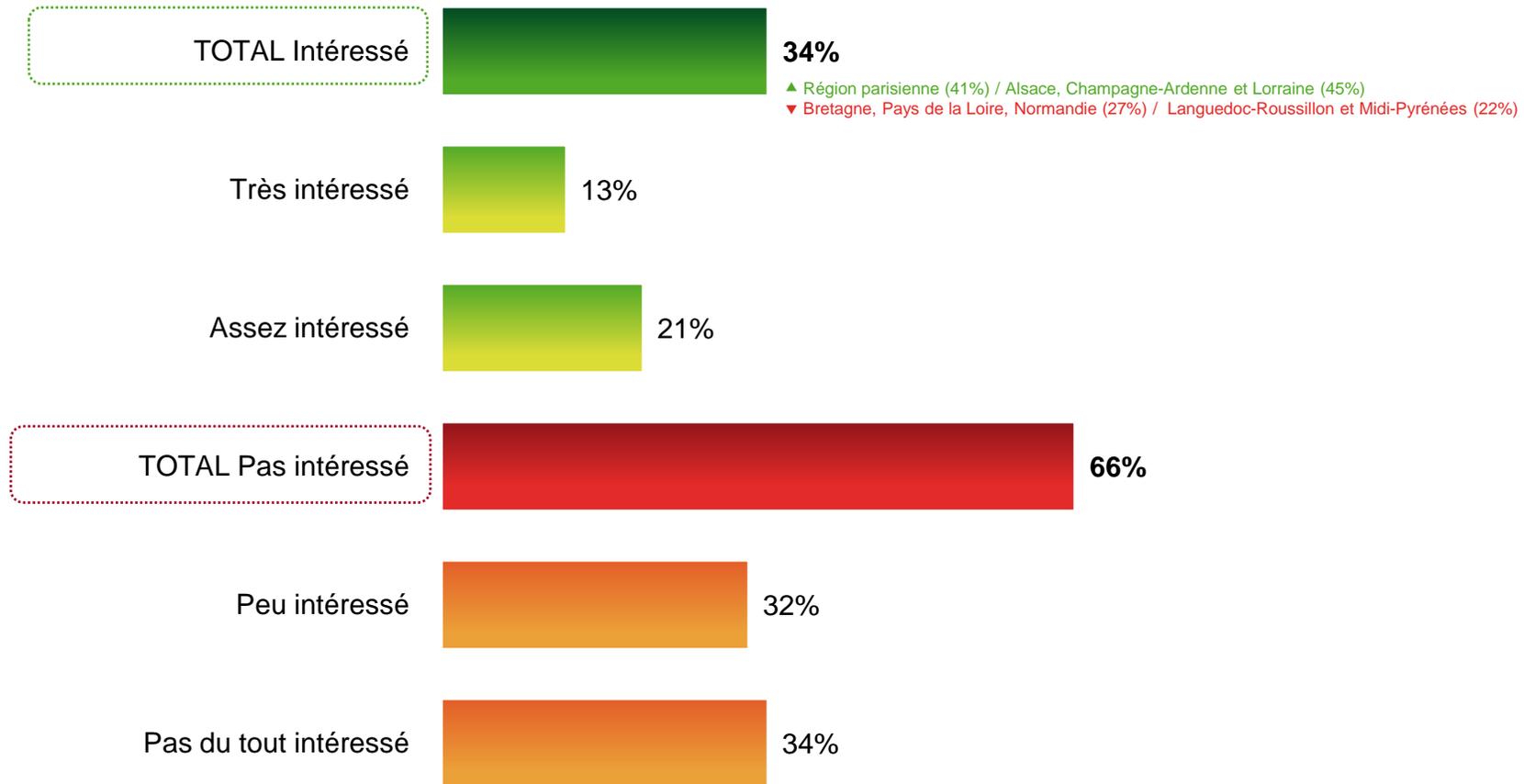


Base : aux patrons de TPE déclarant avoir suivi des formations au cours des deux dernières années

## L'intérêt vis-à-vis des élections régionales de 2015

Question

Diriez-vous que vous êtes très, assez, peu ou pas du tout intéressé par la campagne des élections régionales, qui auront lieu les dimanches 6 et 13 décembre prochains ?



Base : ensemble des TPE

## L'indice de participation aux élections régionales de 2015

Question

Vous personnellement, envisagez-vous d'aller voter aux élections régionales qui auront lieu les 6 et 13 décembre prochains ?

Indice de participation



**58%**

- ▲ Commerce (65%)
- ▲ Services aux particuliers (62%)
- ▲ CA supérieur à 1 million € (67%)

Indice d'abstention



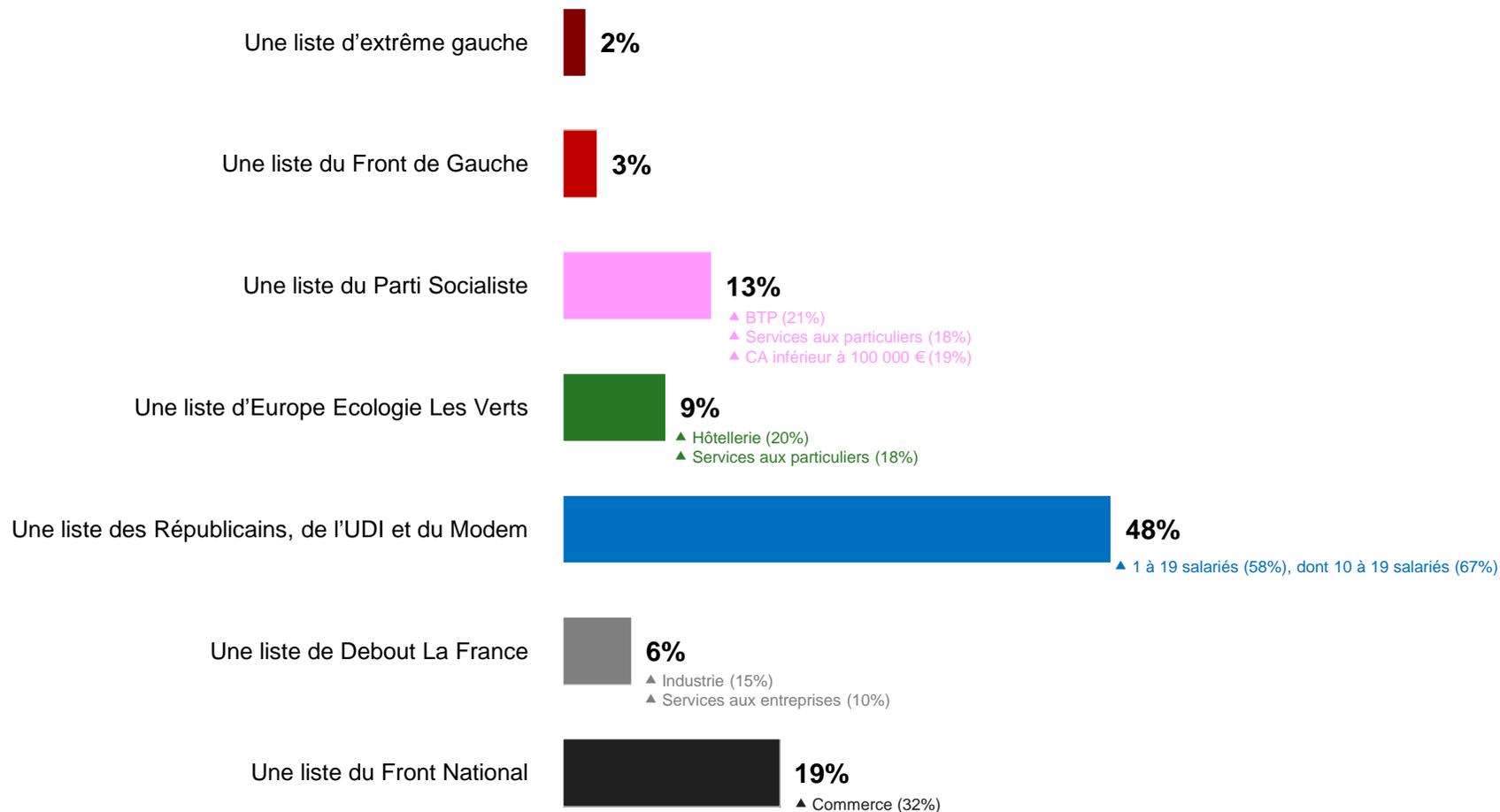
**42%**

- ▲ Services aux entreprises (54%)
- ▲ CA de 100 000 à 200 000 € (51%)

# L'intention de vote au premier tour des élections régionales de 2015

Question

Si dimanche prochain, devait se dérouler le premier tour des élections régionales, ici dans votre région, pour laquelle des listes suivantes y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



Base : à l'ensemble des personnes inscrites sur les listes électorales

# La place du « vote sanction » aux élections régionales de 2015

Question

En pensant à ces élections régionales des 6 et 13 décembre prochains, diriez-vous que par votre vote... ?

Vous allez soutenir la politique du président de la République et du Gouvernement

**3%**

▲ Sympathisant PS (22%)

Vous allez sanctionner la politique du président de la République et du Gouvernement

**37%**

▲ Commerce (51%)  
 ▲ Nord-Pas-de-Calais-Picardie (62%)  
 ▲ Sympathisant LR (49%), Sympathisant FN (86%)

Vous vous prononcerez principalement en fonction de considérations locales

**60%**

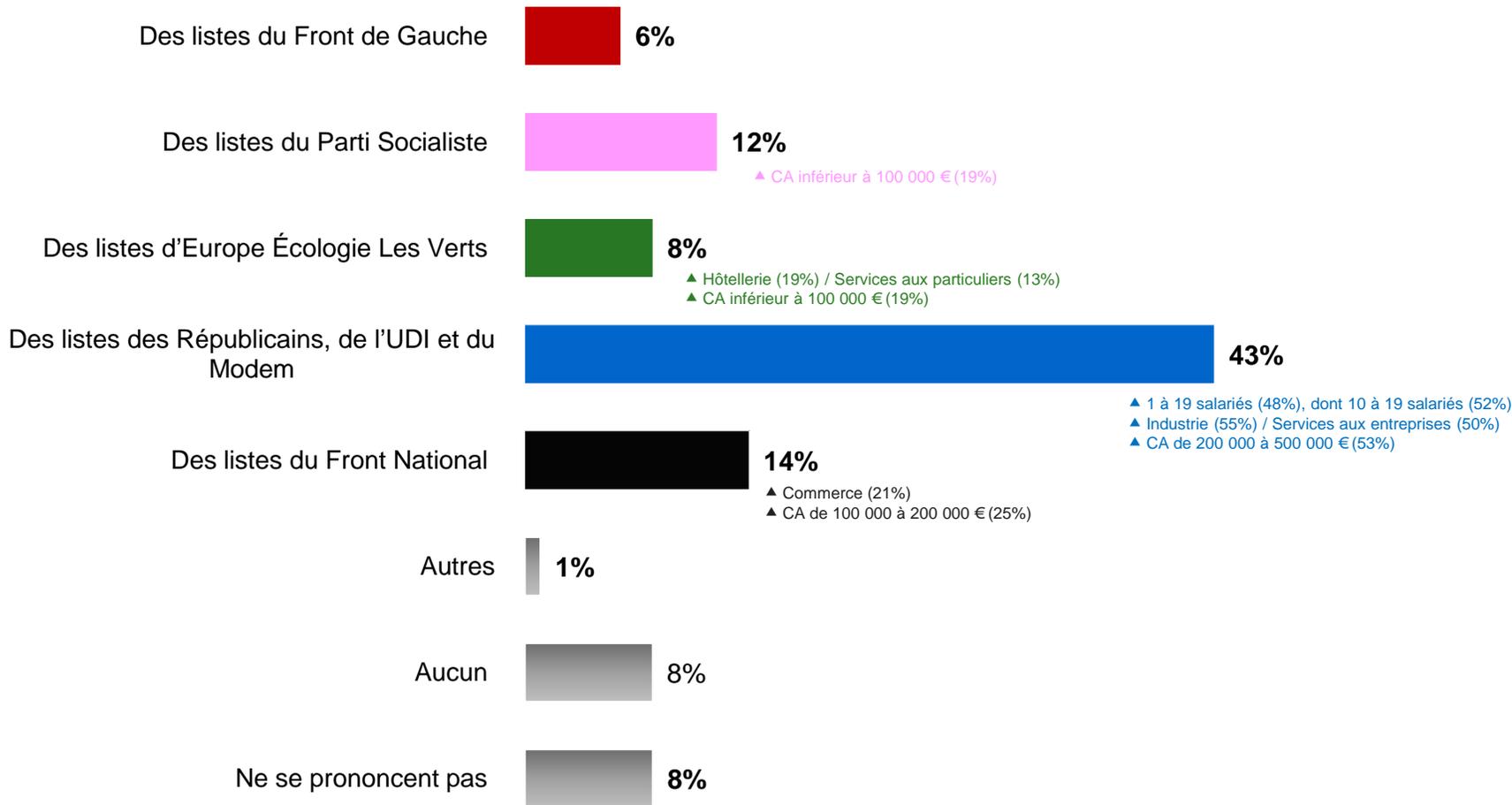
▲ Services aux entreprises (75%)

Base : à l'ensemble des personnes inscrites sur les listes électorales

# Le souhait de victoire aux élections régionales de 2015

Question

Vous personnellement, souhaitez-vous pour les prochaines élections régionales le succès... ?



Base : à l'ensemble des personnes inscrites sur les listes électorales

# Les TPE et les propositions de l'opposition

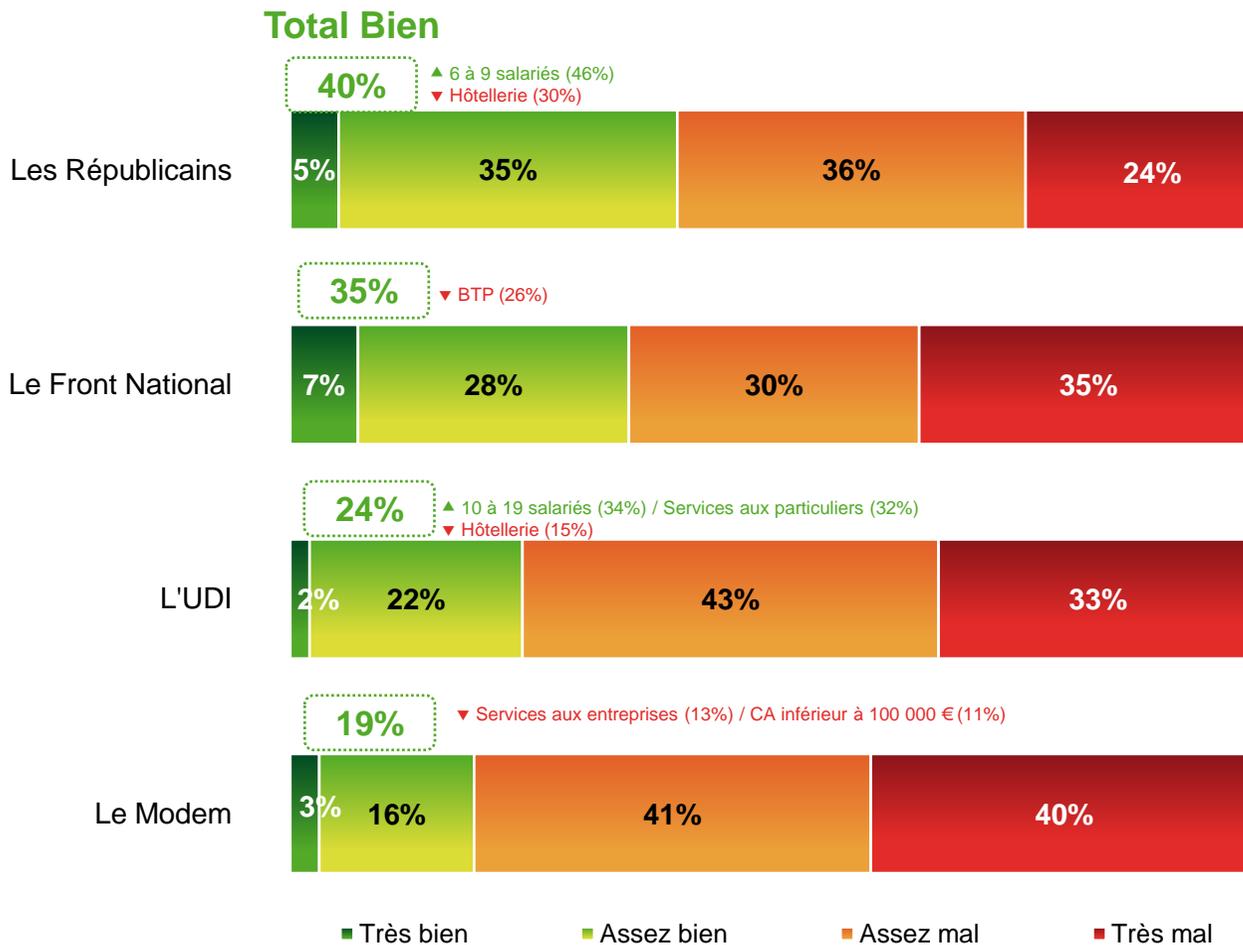
## Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

# La connaissance des propositions des partis politiques

Question

Connaissez-vous bien ou mal les propositions des partis politiques suivants pour relancer la croissance économique et réduire le chômage ?

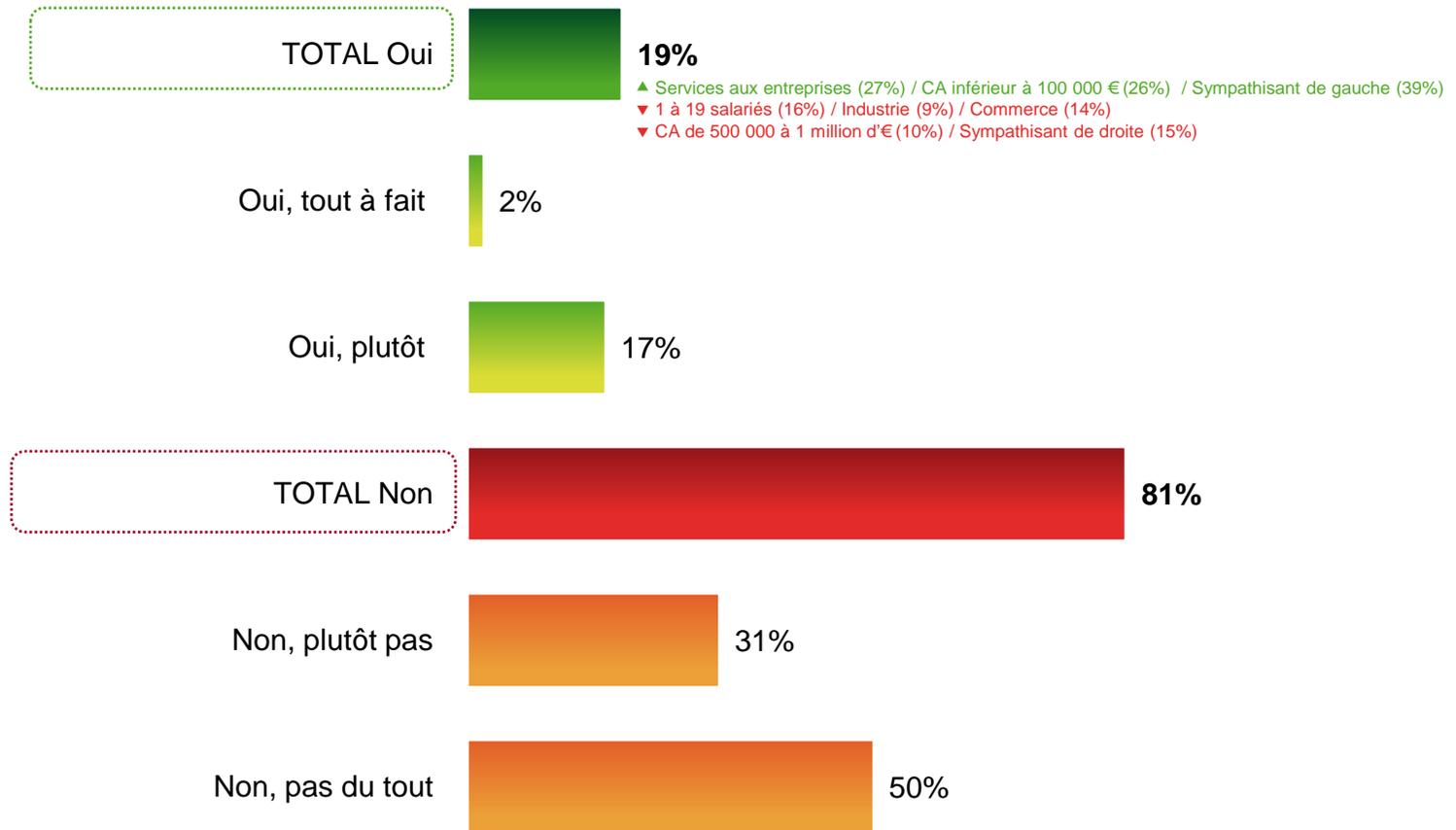


Base : à 50% de l'échantillon

# Les solutions durables pour le redressement économique de la France

Question

Selon vous, la classe politique actuelle est-elle en mesure de proposer des solutions durables pour le redressement économique de la France ?



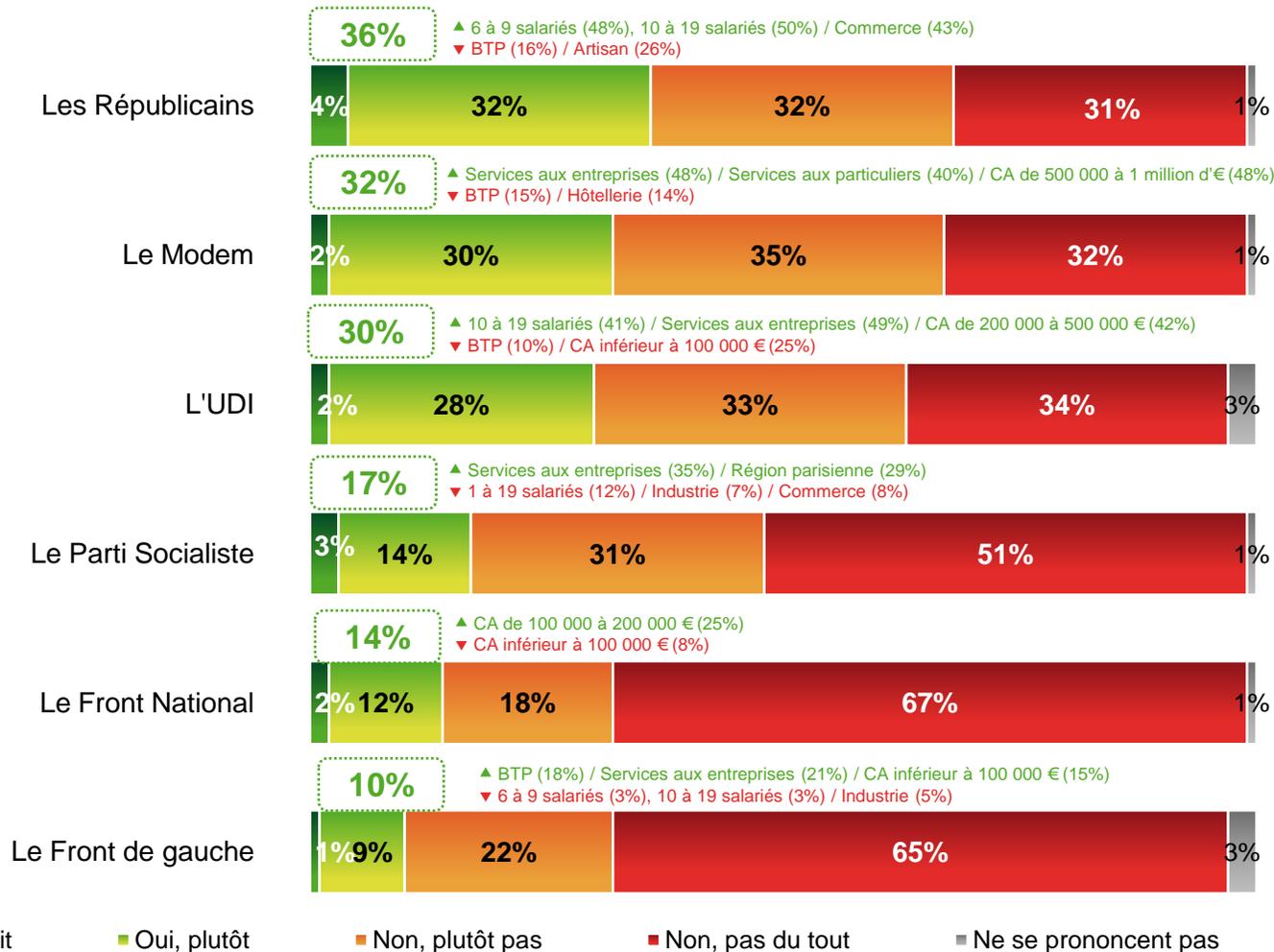
Base : ensemble des TPE

# Les solutions durables pour le redressement économique de la France

Question

Et diriez-vous que les partis politiques suivants proposent des solutions durables pour permettre la relance de la croissance économique et la réduction du chômage ?

## Total Oui

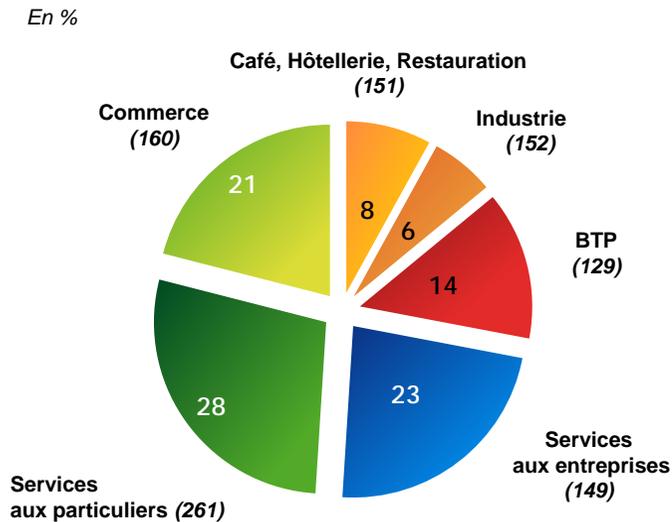


Base : aux TPE employeurs

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 12 au 26 octobre 2015.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
  - le secteur d'activité de l'entreprise,
  - la taille de l'entreprise,
  - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

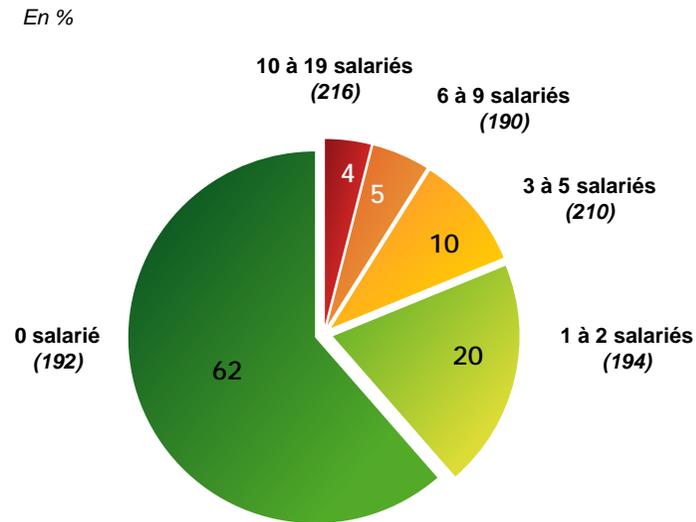
## SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



## TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



## REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

